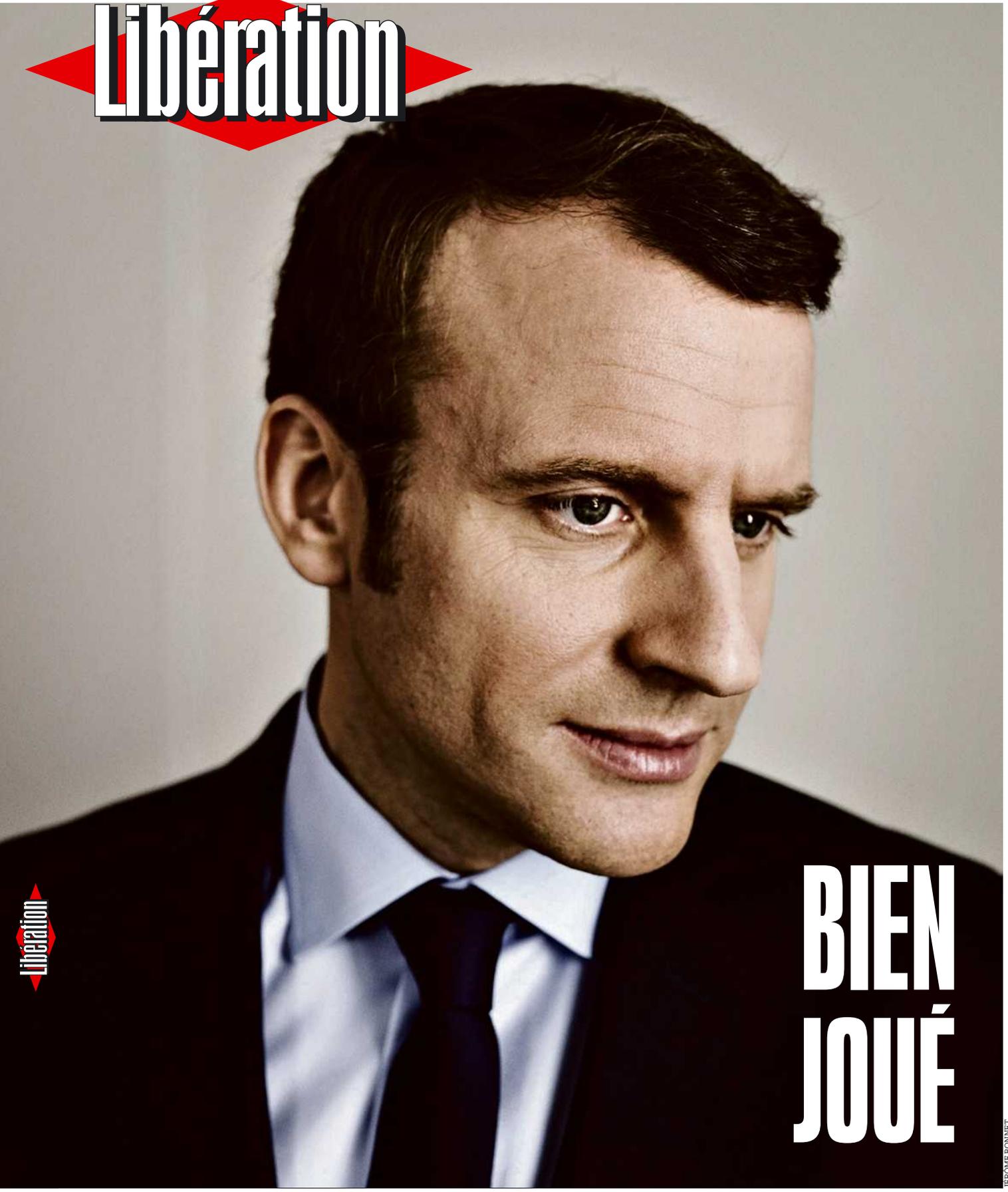


# Libération



# BIEN JOUÉ

Libération



Au Touquet,  
dimanche. PHOTO  
DENIS ALLARD, REA



## ÉDITORIAL

# Une dette envers le peuple

Par  
**LAURENT JOFFRIN**

Dans l'ultime bataille, la République l'emporte. Ebranlée, fissurée, bousculée par un parti de l'intolérance qui a réuni jusqu'à 42% des intentions de vote durant la campagne, la France vient de signifier aux xénophobes – même s'ils restent forts, menaçants, actifs – qu'elle ne voulait pas d'eux. En fin de compte, une certaine idée de la liberté a résisté. Il est ainsi démontré, grâce à ce vote, que l'ascension nationale-populiste est résistible. Dénouement paradoxal d'une campagne sans exemple : ce pays qu'on dit vieillissant, nostalgique, calfeutré, amer, vient de porter au pouvoir un homme de 39 ans sans passé politique, amoureux de l'Europe et fasciné par le grand large. Un jeune premier est premier en France : il lui reste à tenir le rôle. Emmanuel Macron le doit à son talent, qui lui a permis de passer en revue ses concurrents blanchis sous le harnois et de laisser sur place tous les anciens partis. Il faut remonter à Bonaparte pour trouver un chef d'Etat plus jeune. Président alors qu'il s'est lancé il y a moins de deux ans... Cette marche était un sprint et le car Macron une Formule 1. La chance l'a servi plus que personne. Qui pouvait imaginer que le président sortant serait empêché par un livre et son Premier ministre, que le favori naturel après cinq de gauche impopulaire, François Fillon, trébucherait sur les affaires, ou que Marine Le Pen, passant le premier tour, se suiciderait en direct en montrant avec tant de candeur agressive la vraie nature de son parti ? Mais c'est aussi un calcul suprême que de saisir sa chance... Macron l'a fait : il est à l'Élysée. Cette chance ne devra pas le quitter. Sur les plus de 65% d'électeurs qui l'ont choisi, plus des deux tiers auraient sans doute préféré voter pour quelqu'un d'autre. Ces électeurs de raison ont une créance sur lui. Celle que Jacques Chirac, en son temps, n'avait pas honorée, en refusant de rassembler au-delà de ses partisans. C'est le républicanisme, autant que le macronisme, qui a porté Emmanuel Macron au pouvoir. Il a donc pour devoir impératif d'incarner les valeurs qui expliquent, plus que son programme, son insigne succès. Un succès assorti d'un gros bémol : selon toutes probabilités, les voix qui se sont portées sur Marine Le Pen, et celles qui ont choisi le bulletin blanc ou l'abstention, sont en majorité des voix populaires. C'est le défi principal du nouveau président : combler peu à peu le fossé qui sépare France heureuse et France en colère, France d'en haut et France décrochée. Une République qu'une bonne partie du peuple abandonne n'est plus une République. Emmanuel Macron a toute légitimité pour mettre en œuvre, s'il gagne les législatives, le programme qu'il a présenté aux Français. Mais si ce programme ne favorise pas le peuple, s'il se contente de satisfaire les ambitions réformatrices de ceux d'en haut, seraient-ils bien intentionnés, sa présidence tournera mal. La République est confortée. Pour le rester, elle doit être juste. ◀



Des partisans de Macron sur le parvis du carrousel du Louvre, dimanche soir.

Par **DOMINIQUE ALBERTINI**  
et **NATHALIE RAULIN**  
Photo **BORIS ALLIN, HANS LUCAS**

**D**imanche soir, au terme d'une campagne haletante et toxique, Emmanuel Macron est sorti vainqueur des urnes. Avec 65,8% des suffrages, il terrasse Marine Le Pen. Le 14 mai, jour de passation de pouvoirs, l'ex-enfant chéri de François Hollande sera officiellement intronisé huitième président de la V<sup>e</sup> République. Confortable, la victoire du primo-élu est toutefois ternie par l'importance de l'abstention (26%) et des votes blancs et nuls (8,8% des inscrits). Du jamais-vu pour un second tour de présidentielle depuis 1969, d'autant qu'à l'envers de tous les précédents scrutins présidentiels, l'abstention a augmenté entre le premier et le second tour.

A l'évidence, le refus de Jean-Luc Mélenchon d'appeler à voter pour le candidat centriste contre le Front national, tout comme l'écœurement d'une frange de la droite républicaine, qui pensait cette présidentielle «*imperdable*», ont pesé sur la mobilisation citoyenne. Quant au piratage de la correspondance interne d'En marche, qui a éclaboussé le Web une heure avant la clôture de la campagne officielle vendredi soir (*lire pages 18-19*), il n'y a rien changé. Peut-être même a-t-il accentué l'avance de Macron, tant l'opération sent le téléguidage malveillant.

«**Humilité**». Macron, lui, respire. Les vingt petits points qui le séparaient de Le Pen dans les intentions de vote au lendemain du premier tour étaient à peine suffisants pour aborder sereinement la suite. Sauf à faire tapisserie à l'Élysée, il lui fallait creuser l'écart afin

de créer la dynamique nécessaire pour porter ses candidats aux législatives sous étiquette «*la République en marche*», dont beaucoup sont inconnus du grand public et novices en politique. «*La moitié du chemin est faite*», s'est réjoui dimanche soir Richard Ferrand, le secrétaire général d'En marche.

Après son raté le soir du 23 avril, entre parade à l'américaine et petite fête à la Rotonde (brasserie réputée du quartier de Montparnasse), Macron a, lors de sa première allocution télévisée dimanche soir, pris le contrepied de son discours du premier tour, jugé prématurément triomphaliste. Avant de partir rejoindre ses supporters au Louvre (*lire pages 6-7*), il a parlé d'«*humilité*», seul derrière

son pupitre, mine grave, voix monocorde. Puis il s'est dit à l'écoute de la «*colère*», de l'«*anxiété*» et des «*doutes*» révélés par le scrutin. Avec pour objectif de «*retisser les liens entre l'Europe et les citoyens*», de défendre «*l'image*» et «*les intérêts vitaux de la France*» et d'assurer à tous la «*sécurité*».

Pour Marine Le Pen, la défaite n'est pas une surprise. Peu dans son entourage s'attendaient à une victoire de la candidate du Front national. Au sein du parti, les optimistes noteront que celui-ci recueille, et de loin, le plus grand nombre de voix de son histoire: 11 millions environ, soit 3,4 millions de plus qu'au premier tour et 4,6 millions de plus qu'au premier tour de la présidentielle de 2012. Reste

que chez les proches de la candidate comme chez les observateurs, la barre des 40% était fréquemment retenue comme limite entre l'échec honorable et la déroute (*pages 20-21*). Un niveau auquel Marine Le Pen s'est longtemps maintenue dans les sondages avant de subir une nette baisse – attribuée à un débat de second tour raté. La présidente («*en congé*») du FN a aussi payé l'absence de rassemblement autour de sa candidature, seul Nicolas Dupont-Aignan (4,7%) l'ayant rejointe dans l'entre-deux-tours. C'est peu dire que ce résultat a déçu au sein du parti. «*Humiliation*», «*plantation*», «*problème de leadership*»: le jugement des frontistes contactés dimanche soir par *Libération* était d'une inhabituelle dureté. Pour la première fois depuis son accession à la tête du FN, Marine Le Pen se voit très directement mise en accusation.

**Prophétie.** S'exprimant rapidement après 20 heures, Marine Le Pen a évoqué un résultat «*historique et massif*», faisant de «*l'alliance patriote et républicaine*» (le nom donné à son attelage avec Dupont-Aignan) la «*première force d'opposition au nouveau président*» – prophétie que doivent encore confirmer les législatives de juin. Malgré l'ampleur de sa défaite, Le Pen a vu dans le scrutin la confirmation d'une «*recomposition de grande ampleur autour du clivage entre patriotes et mondialistes*». Surtout, elle a annoncé une «*transformation profonde*» du FN, qui devrait céder la place à «*une nouvelle force politique*». «*Par définition, ce mouvement n'aura pas le même nom*», a ajouté Florian Philippot sur TF1. Manière pour le parti de s'affranchir un peu plus de sa sulfureuse hérédité; manière, pour sa présidente, de préempter l'inévitable débat interne ◀

## Le barrage Macron tient bon

Avec 65,8%, le candidat d'En marche est élu président. Défait, le Front national progresse dans un scrutin marqué par une abstention record.

# Des oppositions qui se cherchent un ton

**Mains tendues pour les uns, prise de distance pour les autres, les personnalités de gauche comme de droite tentent de se positionner par rapport à un président hors partis.**

D'un côté, ceux qui se préparent à rejoindre la majorité présidentielle pour contribuer à la réussite du quinquennat. De l'autre, ceux qui ne veulent pas laisser au FN le monopole de l'opposition. A droite comme à gauche, les représentants des partis de gouvernement, bousculés par la «recomposition» macronienne, ont laissé voir leurs divisions et leurs hésitations. Le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, a parlé d'un résultat «*déroutant, voire inquiétant, [dont] nul ne pouvait se satisfaire*». Dans le même registre, le candidat déclaré à la présidence de LR, Laurent Wauquiez, a décrit un président «*élu sans enthousiasme*» : «*Pour la droite, l'heure n'est pas à la compromission.*»

Quelques secondes après l'annonce de la victoire de Macron, le désaccord était ainsi clairement planté à droite, avec les interventions simultanées de François Baroin et de Bruno Le Maire sur les plateaux de télé. Le premier s'est «*évidemment*» inscrit «*dans l'opposition*», fût-elle «*une opposition de respect*». Face aux troupes de Macron «*en marche vers l'ambiguïté*», il prétend que LR est «*en ordre pour la clarté*». Chargé de conduire la campagne pour les législatives des 11 et 18 juin, il forme le vœu que la droite et le centre obtiennent une majorité à l'Assemblée, pour ne pas s'en tenir à «*un face-à-face entre En marche et le FN*». Pas du tout l'avis de Le Maire, pour qui «*le vrai clivage*» sépare désormais ceux qui veulent la réussite du quinquennat de ceux qui acceptent de perdre encore cinq ans : «*Les Français ont choisi l'espoir et le renouvellement, je souhaite que cela réussisse.*» Pointant les convergences sur l'Europe et la lutte contre le chômage, l'ancien ministre invite à «*mettre de côté les fausses différences entre les projets*». Manifestement disponible pour rejoindre le prochain gouvernement, il a confié attendre de Macron «*des gestes d'ouverture et de rassemblement*». En clair, Bruno Le Maire espère la nomination d'un Premier ministre issu du centre droit. Réagissant à l'offre de services de son ex-collègue, Baroin a affiché sa fermeté : «*S'il rejoint le gouvernement, de fait, il quitte la famille. S'il entrerait au gouvernement et se présenterait aux législatives, il aurait face à lui un candidat [de la droite et du centre]. Il n'y a aucune ambiguïté, c'est clair, net et sans bavure.*» «*Clair et net*»? Pas vraiment : plus tard dans la soirée le président de la région Paca, Christian Estrosi, a dé-

## Résultat du second tour de l'élection présidentielle 2017

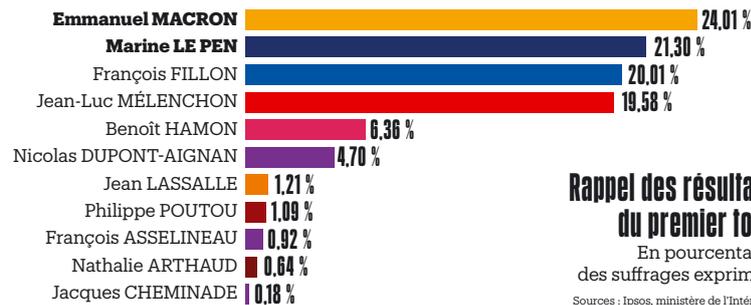
Estimation dimanche soir, en pourcentage des suffrages exprimés

65,8 %

EMMANUEL MACRON

34,2 %

MARINE LE PEN



### Rappel des résultats du premier tour

En pourcentage des suffrages exprimés

Sources : Ipsos, ministère de l'Intérieur

noncé ces menaces d'exclusion et mis en garde contre le risque de «*radicaliser [la] campagne législative en jetant des anathèmes*». L'ex-maire de Nice, qui a multiplié les appels du pied en direction de Macron, prévient : les législatives ne peuvent pas être une «*revanche*».

«**Garder son identité.**» Côté socialiste, la soirée a donné à voir le dégradé des positions à tenir face au

nouveau président – opposition, soutiens francs ou sous plus ou moins de conditions. Dans «*l'opposition totale*» à Macron, les proches de Hamon ont été totalement absents de la soirée électorale, laissant l'ex-candidat PS à la présidentielle appeler, dans une allocution, à «*un maximum de candidatures d'union à gauche pour les élections législatives*» avec une «*plateforme commune à toute la gauche*». La France insou-

mise comprise. Moins éloignée du nouveau chef de l'Etat, Najat Vallaud-Belkacem a pris tout de même beaucoup de distances avec le président élu. «*Nous avons des désaccords et ça, ça restera*», a expliqué celle qui brigue un siège de députée à Villeurbanne (Rhône). Pour elle, «*il est important de garder son identité politique*» : «*Je soutiendrai ce qui va dans le bon sens. Je combattrai ce qui ne va pas dans le bon sens.*»

Sur BFMTV, le ministre hollandais Stéphane Le Foll s'est montré bien plus proche du nouveau président, souhaitant que le PS «*participe*» avec «*son identité et son histoire*» aux «*perspectives qui sont ouvertes par l'élection d'Emmanuel Macron*». Mais pour certains de ses camarades, il faut être plus «*clair*».

«**Troisième position.**» L'ex-Premier ministre Manuel Valls a, lui, salué «*la belle et large victoire [de Macron], fruit d'une formidable mobilisation pour la République et contre la haine*», exhortant son camp à participer à «*une majorité présidentielle large et cohérente*». Du haut de ses 7 millions d'électeurs le 23 avril, Jean-Luc Mélenchon a revendiqué le leadership sur l'opposition de gauche. Son bras droit Alexis Corbière a rappelé sur France 2 que le score de Macron ne lui appartenait pas. Que des millions d'électeurs ont voté pour lui afin de barrer la route au FN. L'ancien candidat de La France insoumise, lui, est apparu sur les écrans à 21 h 15. Il a mis en avant son cœur de cible – les votes blancs, nuls et les abstentionnistes – à sa manière : «*Madame Le Pen est arrivée en troisième position lors du second tour.*» Lui qui n'a toujours pas trouvé d'accord avec les communistes veut faire des législatives un «*vote positif*» en sa faveur. Comprendre : Macron serait un président par défaut.

L.A., A.A. L.E. et R.L.A.

## Le retour d'une fracture de classe

Derrière la victoire de Macron se cachent deux France sociologiquement opposées. Une aisée et diplômée qui soutient le projet d'En marche, et une démunie séduite par Le Pen.

La première vertu d'une présidentielle est d'esquisser le visage de la France. De tracer une ligne qui coupe le pays en deux. Une démarcation forcément un peu caricaturale, car binaire comme l'est le suffrage universel à deux tours. Les 65,8% en faveur de Macron ne font pas que trancher le rapport de force entre «*progressistes*» et «*nationalistes*», pour reprendre les mots du futur chef de l'Etat. Ils dessinent en creux deux France : celle qui va bien contre celle qui décroche. Celle de l'appel du large contre celle du repli. La première a un président, la deuxième du ressentiment.

**Précarité.** Avec cette élection, le clivage gauche-droite s'est dilué dans une nouvelle opposition beaucoup plus sociologique. Ce scrutin a célébré le grand retour de la fracture sociale, popularisée en 1995 par Jacques Chirac et théorisée par le démographe Emmanuel Todd. Elle était réapparue lors du référendum sur la Constitution européenne en 2005. Pour finalement disparaître. Elle est revenue en majesté à l'occasion de cette présidentielle. Et Emma-

nuel Macron devra en tenir compte très vite, au risque de perdre la moitié du pays. Les résultats du premier tour avaient déjà fait apparaître une France coupée en deux, selon une diagonale qui va du Havre à Marseille. La France de l'ouest et du sud-est Marine Le Pen. On aurait pu y voir une opposition géographique, culturelle et historique. Beaucoup de commentateurs ont, dans la même veine, théorisé la France des grandes villes (macronienne) contre la France rurale ou du périurbain (frontiste). Dans son analyse approfondie du premier tour, Jérôme Fourquet de l'Ifop a, lui, donné une clé de lecture plus opératoire : la prédominance de la question sociale. Emmanuel Macron est arrivé en tête le long de l'arc atlantique, là où les Français ont très majoritairement l'impression de vivre dans une relative prospérité économique. En tout cas dans une dynamique positive. Contrairement au nord et au nord-est, où les sentiments de déclassement et de déclin l'emportent largement.

Cette présidentielle a ramené sur le devant de la scène nos vieilles classes sociales. La France diplômée, qui paye l'impôt sur le revenu et qui considère que son niveau de vie s'est amélioré, a voté très majoritairement Macron. Celle qui n'a pas le baccalauréat, pointe au chômage ou vit dans la précarité n'a pas hésité à mettre un bulletin Le Pen dans l'urne. Fourquet a fait un calcul édifiant : plus une commune est riche

(en fonction du nombre d'habitants payant l'impôt sur le revenu) plus elle vote Macron. Aussi vraie qu'une équation mathématique.

**Colère.** Deux France qui n'ont plus grand-chose à voir et à se dire. Et dont le rapport de force est fixé par la réponse à cette question : considérez-vous la mondialisation comme une chance ou une menace? Selon notre sondage Viaoice au soir du premier tour, les deux camps sont équilibrés. Mais recouvrent une sociologie diamétralement opposée. Les classes populaires sortent du quinquennat Hollande avec la conviction que leur situation s'est considérablement dégradée. Après avoir baissé pendant la première moitié du mandat,

le taux de pauvreté est reparti à la hausse. Les inégalités ont suivi la même courbe : elles ont été fortement réduites dans les deux premières années, jusqu'à annuler les effets de la crise de 2008, puis elles se sont aussi remises à grimper. Retour à la case départ. Epuisée par dix ans de chômage de masse et de stagnation du pouvoir d'achat, cette France de deuxième division brûle d'une vraie colère sociale. Et ce n'est pas la première mesure promise par Macron (nouvelle loi travail par ordonnance) qui va la rassurer. Il aurait tort de se féliciter trop vite de l'affaiblissement du clivage gauche-droite. Car l'opposition frontale entre ces deux France porte en elle les germes d'une radicalité autrement plus éruptive.

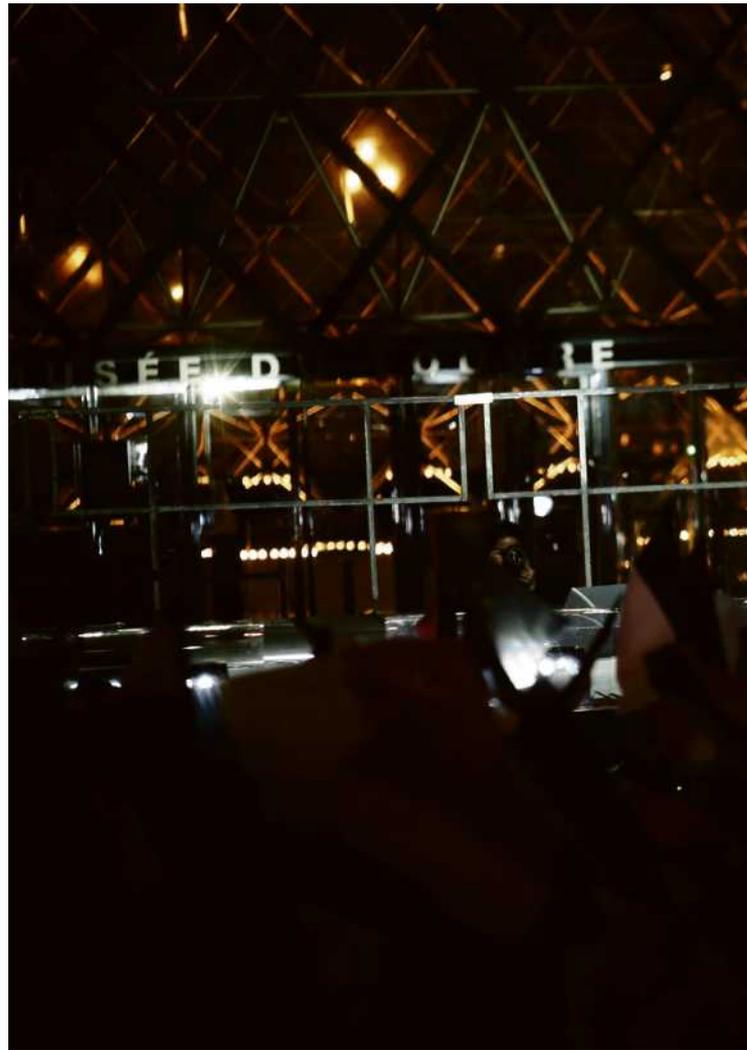
GRÉGOIRE BISEAU



Dans la cour du Louvre, dimanche soir. PHOTO BORIS ALLIN. HANS LUCAS



Macron a tenu un discours d'une dizaine de minutes. PHOTO DENIS ALLARD. REA



Le couple présidentiel après le discours d'Emmanuel Macron, au pied de la

# Au carrousel du Louvre, des macronistes de droite, de gauche et du reste

**Fans et simples curieux étaient réunis dimanche soir dans la cour du musée parisien pour assister au discours de victoire d'Emmanuel Macron.**

La dernière fois qu'on avait vu un concert monstre devant une pyramide, c'était pour l'an 2000 avec Jean-Michel Jarre, electro chic près du Caire, en Egypte. Depuis le 7 mai 2017, il y a le spectacle d'Emmanuel Macron devant la pyramide du Louvre, à Paris. Un patchwork de neuf et d'ancien, dans le lieu, les idées et le public. Il est 20 heures : une clameur explose à l'annonce des résultats, 65,8% de voix contre 34,2% pour Marine Le Pen. Un cri immense mais sans effet de surprise. 20h15 : la musique démarre, en attendant le discours du nouvel élu à 22h40,

plus tard dans la soirée. Grosse ambiance au château de la Joconde. «*Le président Obama nous a envoyé un message*», déclare un speaker. Visiblement, Obama a aussi expédié un chanteur. Les supporteurs demandent : «*C'est qui ?*» Le premier chauffeur de salle s'appelle Cris Cab. Il chante sa reprise de Sting : un étonnant *Englishman in New York*. La première fête du président Macron s'inspire *very much* des Etats-Unis. Plus que Chirac et Sarkozy (célébrant leur succès à la Concorde, une place désormais connue à droite), plus que Hollande à la Bastille (repare de gau-

che), le show du Louvre est une superproduction américaine.

**Renouveau.** Les 1700 journalistes ont installé leurs plateaux en direct côte à côte avec des antennes satellite, comme il est d'usage devant les clôtures de la Maison Blanche. La place de la pyramide est bouclée de tous les côtés, les accès filtrés, le timing réglé, les symboles savamment choisis. Les supporteurs ont d'abord été refoulés puis canalisés derrière l'arc de triomphe du Carrousel. A 19h25, la sécurité en laisse venir une poignée. A 19h40, elle met les bouchées doubles pour

remplir le lieu. Le filtrage est digne d'un club sur les Champs. Pour accéder à la scène, il faut contourner l'arc de triomphe. «*On va par où ?*» La moitié crie : «*A gauche.*» L'autre : «*A droite.*» C'est ça aussi, le renouveau. En cadeau, les supporteurs peuvent se servir dans de gros cartons. Tout est gratuit : des tee-shirts jaunes, rose ou bleu ciel, des badges ronds, des sacs de toile «*En marche*»... «*Génial, ça me rappelle le semi-marathon de Bordeaux*», dit un supporteur en faisant le plein de goodies. «*Est-ce qu'il y a des tailles S ?*» demande un autre. Peu enfilent les tee-shirts par-dessus leur chemise ou leur blouson : ce soir, le fond de l'air est frais. Mais ça fera de jolis souvenirs pour les enfants. Combien sont-ils ? 10 000 spectateurs, indique France 2 avant l'annonce des résultats à 19h40. D'autres personnes patientent derrière le cordon de sécurité et les opérations de fouilles se poursuivent sur une queue de 400 mètres : jeunes et vieux, toutes couleurs de peau... On trouve du «*marcheur*» pur sucre comme ce couple de Bordelais (encore), elle fonctionnaire, lui médecin : «*On ne s'est jamais engagé en politique mais*



Pyramide. PHOTO DENIS ALLARD REA

## «La tâche sera immense»

Prenant la parole en milieu de soirée, le nouveau président a voulu rassembler dans un discours solennel et répétitif.

Il s'est fait attendre. Sur le coup de 22 h 30, l'Ode à la joie de Beethoven retentit. Comme François Mitterrand lors de son investiture en 1981, Emmanuel Macron a choisi l'hymne européen pour son entrée, méticuleusement mise en scène. Le successeur de François Hollande arrive en mannequin trois quarts, seul, à pied. Il prend son temps, salue la foule, lève les bras. Avec la Pyramide du Louvre en arrière-plan qui, filmée en contre-plongée, donne à l'image un côté grandiloquent et new age, Macron se lance dans un discours d'une dizaine de minutes, plus décousu que son allocution antérieure à son QG. Le ton, cette fois, est moins grave mais se veut rassembleur et optimiste. «La France l'a emporté», commence-t-il. Comme lors du premier tour, il rappelle aux sceptiques qui «disaient que c'était impossible» le caractère «sans précédent ni équivalent» de son pari gagnant. S'adressant cette fois de façon plus solennelle à «ceux qui ont voté pour [lui] sans avoir [ses] idées», il reconnaît que ces derniers ne lui ont pas donné un «blanc-seing». Il a aussi un mot pour «ceux qui ont voté Marine Le Pen», à qui il avait déjà adressé un «salut républicain»

après la divulgation des résultats. Pour Macron, la feuille de route des cinq prochaines années est simple: tout faire pour que les électeurs «n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes». Il le sait et le répète à plusieurs reprises, «la tâche sera immense». Pour mener à bien sa mission quasi christique, Macron appelle à lui donner une «majorité forte» aux législatives.

Le nouveau président voit dans le Louvre un concentré d'histoire de France, de «l'Ancien Régime à la Libération» et jusqu'à «l'audace de cette pyramide», l'incarnation de «l'esprit des Lumières», dont il se veut l'héritier. Il déroule ensuite une profession de foi, parfois répétitive, faite d'appels au rassemblement et d'invocations du rêve européen. «L'Europe et le monde nous regardent, ils attendent que la France les étonne, que la France soit elle-même», lance-t-il, flirtant avec l'oxymore. Il promet de ne «rien céder» à «l'immobilisme», de «protéger» les Français, et reprend, à nouveau, le credo de Michel Foucault (recyclé par François Fillon avant ses affaires), «le courage de la vérité». «Je vous servirai avec humilité et force», conclut-il, selon les principes de la République qu'il énonce à la tribune: «Liberté, égalité, fraternité.» Les yeux rougis, sa femme, acclamée à nouveau par la foule, le rejoint sur la scène et lui baise la main. Ayant retenu la leçon du premier tour, il retourne à son QG pour fêter avec ses *helpers* sa victoire à l'abri des caméras.

**GUILLAUME GENDRON**

Macron représente le changement. Il a l'âge de notre fils.» Un groupe de vingténaires est surexcité: «Instamoment!» Il prend une belle pose et publie immédiatement ses photos sur Instagram.

«Vidéos». Difficile d'ailleurs de distinguer certains fans à gros smartphone des journalistes équipés low-cost. Trois amis en K-Way dévorent des chips et du Babybel sur un banc. «Y avait plus de monde à la Bastille en 2012», commente un ado qui n'y était pas mais a «vu des vidéos». Ici, deux frangins trentenaires, Romain et Benjamin, qui votent à l'opposé. Le premier, parisien, a voté Macron aux deux tours.

Son aîné, venu de Montpellier, a choisi Le Pen. Pour vivre le résultat «en direct», ils ont d'abord opté pour un bar, «mais c'est pas un match de foot, ça faisait pas pareil». Le QG de Le Pen, «un chalet avec peu de monde» dans le bois de Vincennes, ne leur disait rien non plus, alors ils ont atterri sur l'esplanade du Louvre. Pas longtemps. A 20 h 20, les deux frères s'en vont déjà: «On va se saouler la gueule.» Annick et ses deux filles se sont perchées sur un trottoir plutôt que tout devant, «pour mieux voir». Elles viennent «de la droite». Plus exactement de LR. La mère, sac Longchamp vert pomme, est sous le charme du mouvement fondé par

Emmanuel Macron et compte le soutenir aux législatives: «Si on veut que ça fonctionne...» Au pied de l'arc de triomphe du Carrousel, on rencontre Titus et Liliane, la soixantaine, le chien en laisse. Titus porte des lunettes malgré la grisaille et un tee-shirt «François Hollande 2012» alors qu'il a voté Mélenchon (et blanc ce dimanche). Que fait-il ici? «On vient pour voir un peu à qui on a affaire, qui on va avoir contre nous.» Moqueur: «Les petits du service d'ordre, là, ils ont 18 ans...» La fille de Djilali n'a que 7 ou 8 ans mais elle crie: «On a gagné! On a gagné!» Son père est algérien, il n'a pas le droit de vote. «Mais j'ai fait du porte-à-porte pendant la campagne pour ne pas que ce soit [Marine Le Pen], explique Djilali. Elle nous a trop insultés. Quand le programme d'un homme politique, c'est l'étranger, c'est grave...» Ainsi, la foule du Louvre est de droite, de gauche et du reste. Elle hue Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy qui déboulent sur l'écran géant de la télé, un peu moins François Baroin. L'image de François Hollande suscite des réactions partagées, applaudissements et sifflets. Qu'est-ce qui rassemble

cette foule? Le fait de vivre «une journée historique», comme clai-ronne le speaker? L'envie de voir un spectacle et éventuellement d'y participer? La playlist de Macron est dansante et multiculturelle. Outre Cris Cab et le groupe Magic System, on écoute de Rihanna, du raï, de la variété française actuelle... Ainsi que l'Ode à la joie de Beethoven (l'hymne européen) pour l'arrivée du nouveau champion sur scène et la Marseillaise pour sa sortie. Les spectateurs font ce qu'on attend d'eux et ils le font bien: crier, balayer l'air avec un drapeau tricolore...

Insigne. L'indispensable accessoire de la campagne 2017, tous partis confondus ou presque, est distribué ce soir par paquets de cent. Par contre, on dénombre moins d'une dizaine de fanions européens, alors que Macron revendiquait l'insigne de l'UE dans ses meetings – et il était le seul. Au milieu du bleu-blanc-rouge, un arc-en-ciel, symbole LGBT: «Pour nous, il ne fallait pas que la candidate de la haine gagne», dit un couple d'hommes, soulagés. Aucun drapeau étranger dans la masse, mais un étendard breton égaré. Hollande avait été critiqué

par la droite dure en 2012 pour avoir laissé passer quelques oriflammes algériennes. Cette fois, tout était prévu. Quelques touristes partagent la liesse. Bon plan: le concert d'Emmanuel Macron déchire davantage que l'exposition Vermeer... Aurélie, harmoniste et conseillère principale d'éducation, admet que le symbole du Louvre marche à double sens: «Si on est optimiste, c'est un lieu chargé de culture. Sinon, c'est la demeure de la royauté, pas de la République.» Macron aurait bien aimé le Champs-de-Mars comme pour les concerts du 14 Juillet, mais la mairie de Paris a refusé: il ne faut pas abîmer les pelouses avant la visite d'inspection du Comité international olympique, qui doit attribuer les Jeux 2024 à Paris ou à Los Angeles. Alors, il s'est rabattu au Louvre. Façade classique, pyramide moderne. Théâtre diabolique du Da Vinci Code. C'est là qu'en 1974, un jeune punk de son époque, Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances du défunt président Pompidou, avait appris qu'il devenait président de la République. A l'époque, «Bercy» se trouvait au Louvre.

**PIERRE CARREY**  
et **ÉLISE GODEAU**

## POURQUOI «LIBÉ» A BOYCOTTÉ LA SOIRÉE FN

Ce n'est pas la première fois que le FN interdit l'accès de ses meetings à des journalistes. Généralement un ou deux, rarement plus. Mais cette fois, c'est une dizaine de titres qui ont été interdits de faire leur travail. *StreetPress*, *Mediapart*, *Rue89*, *Charlie Hebdo*, *BuzzFeed*, *les Jours*, *Quotidien*, *Explicite* et des confrères étrangers ont été interdits d'accréditation, sous le curieux prétexte de «manque de place». Par solidarité, la rédaction de *Libération* a décidé de ne pas se rendre à la soirée organisée par le parti d'extrême droite.



Marine Le Pen à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), dimanche matin. PHOTO OLIVIER TOURON. DIVERGENCE

## «Ne nous leurrions pas, il y a une vraie envie d'extrême droite»

**Membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, l'historien Nicolas Lebourg revient sur les erreurs commises par Marine Le Pen dans l'entre-deux-tours, qui a péché par manque de professionnalisme.**

**H**istorien spécialiste de l'extrême droite et membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, Nicolas Lebourg commente le résultat de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle.

**Marine Le Pen sous les 35% : quelle lecture faites-vous de ce score ?**

Il doit être vu pour ce qu'il est : une normalisation du choix de l'extrême droite dans la société française. Cependant, si l'imprégnation culturelle est massive, le parti qui en est le réceptacle a montré ses fragilités. C'est en dessous de ce que le FN pouvait espérer, nettement. Le seuil des 40% était psychologique, mais aussi important pour la dynamique des législatives. De plus, le comportement des hommes politiques et le niveau des votes blancs ne rendent pas crédible la riposte sur le thème «c'est un succès puisque j'étais seule contre tous». La candidate a cherché à fédérer la France du «non» de 2005, des souverainistes à la gauche radicale, en insistant fortement vis-à-vis des «insoumis», mais en s'alliant avec Nicolas Dupont-Aignan. C'était confus idéologiquement et stratégiquement. Clairement, le FN n'a pas retrouvé son

niveau de professionnalisme d'avant la scission de 1999.

**Qu'a-t-il manqué au parti pour l'emporter ?**

Le point de faiblesse du FN est connu : le vote des diplômés, des retraités, des urbains. Tous ces électeurs ne votent pas assez pour lui. Et il n'a pas de formation lui apportant ses réserves de voix. Or un second tour, cela vous oblige à construire une alliance entre des groupes sociaux qui ont des intérêts immédiats divergents. Marine Le Pen n'est pas parvenue à se crédibiliser, avec une

ligne économique et monétaire qui était déjà un repoussoir et qui est devenue illisible. En outre, l'attitude de Marine Le Pen ces derniers jours n'a sans doute pas amélioré son image, or en mars les Français interrogés la trouvaient déjà «sectaire» à 68%. Néanmoins, la présidente du FN a bénéficié d'appels à voter pour elle [Dupont-Aignan, *ndlr*], et de la décision de citoyens se refusant cette fois à trancher entre elle et son rival. Il y a donc eu de vrais changements, mais pas assez puissants pour vaincre.

**Comment résumeriez-vous la fin de sa campagne ?**

Au premier tour, on rassemble les siens, au second on rassemble tous ceux qui ne veulent pas de son adversaire. La candidate frontiste a quasiment fait l'inverse. Au premier tour, elle n'est revenue à ses fondamentaux que dans la dernière ligne droite. Durant l'entre-deux-tours, elle a ensuite très peu parlé à l'électorat de la droite classique, et le fait de finir en bannissant certains médias de la soirée électorale [boycottée par Libération] démontre une

difficulté à épouser une culture politique rompant avec ses racines groupusculaires.

**Quelles perspectives pour le FN ?**

Ne nous leurrions pas : même si le score n'est pas très haut, il signifie, comme dans les scrutins intermédiaires des dernières années, qu'il y a une vraie envie d'extrême droite dans la population. Si Marine Le Pen agit vite, avec clarté, pour réorienter sa ligne en la positionnant davantage au carrefour des droites, elle conserve de vraies perspectives. Bien sûr, il n'y aura pas une chambre remplie de députés FN, comme certains faisaient semblant de le croire, mais un groupe parlementaire est possible.

**Et dans les cinq années à venir ?**

L'âge du nouveau président va être un problème pour la présidente du FN. On a déjà eu huit fois son nom de famille dans des présidentielles, et ça sera la troisième candidature de Marine Le Pen. Si elle rate 2022, elle doit passer la main. Donc, son intérêt personnel est de jeter toute son énergie pour enfin fédérer et rassembler les électeurs porteurs : il lui faudra arriver à parler à la France de Robert Ménard.

Recueilli par

**TRISTAN BERTELOOT**

## FRANÇOIS MIQUET-MARTY SONDEUR «MACRON PEUT ENVISAGER UNE LARGE MAJORITÉ PARLEMENTAIRE»

Sociologue et sondeur, François Miquet-Marty est président et fondateur de Viaoice, institut d'études et de conseil en opinions. Il a notamment publié *les Nouvelles Passions françaises* (Michalon, 2013).

«Désormais, ce qui menace Emmanuel Macron, c'est moins l'abstention, historiquement élevée (26%), que cette frange de citoyens qui ne lui feront aucune concession. Ce sera compliqué, pour lui, de mettre en œuvre sa volonté de réformes économiques et sociales et d'appliquer la méthode qu'il a affirmé vouloir employer, les ordonnances. Il risque de faire face à une partie de la gauche qui s'opposera au contenu des réformes et

aux moyens utilisés afin de les mettre en place.

«Dans ce second tour, Emmanuel Macron est passé à côté de deux pièges : l'abstention et un rétrécissement des écarts de points avec Marine Le Pen. Chose inhabituelle, la période de l'entre-deux-tours a eu un impact majeur, avec le débat télévisé en point d'orgue. Après le débat, Emmanuel Macron est passé de 59% d'intentions de vote à plus de 65%. A l'inverse, cet exercice a été très pénalisant pour Marine Le Pen, et ce pour une raison de fond : si Macron a su démontrer sa crédibilité en matière d'économie et de réformes, elle a sombré dans ce domaine.

«Alors qu'on réduisait cette élection à des questions de valeurs et

de personnes, on s'aperçoit finalement que c'est la capacité à réformer qui a primé dans le choix de l'électorat. L'épisode de l'usine de Whirlpool à Amiens en est le dernier exemple en date : tandis que Marine Le Pen s'y est affichée pour faire une séance photos avec les employés, Emmanuel Macron a entamé un dialogue avec les représentants des travailleurs. Il est apparu plus crédible.

«Pour Emmanuel Macron, ce score est une très bonne nouvelle pour enclencher une dynamique dans la perspective des législatives. Son score lui confère une autorité démocratique qui donnera du crédit à ses appels à la réforme. Avec cette assise, il peut envisager une large majorité parlementaire, même s'il faudra encore attendre la décision d'un bon nombre d'élus UDI et LR. Ce score est la traduction électorale dont il avait besoin pour arriver en position de force aux législatives.»

Recueilli par SIMON BLIN

## JEAN GARRIGUES HISTORIEN «IL VA AVOIR DU MAL À SUSCITER UNE ADHÉSION POPULAIRE»

Historien spécialiste de l'histoire politique contemporaine, auteur de *Présidents, au cœur du pouvoir* (Le Faune éditions, 2016), Jean Garrigues observe une dévaluation de la fonction présidentielle depuis le second mandat de François Mitterrand. Il avait appelé, avec d'autres historiens, à voter Emmanuel Macron pour sauvegarder le pacte républicain.

«Quel président sera-t-il ? C'est la question qui se pose. Il a montré, notamment dans le débat face à Marine Le Pen, des qualités de calme, de compétence et de pugnacité. Maintenant, sa campagne a manqué de souffle. Un souffle qu'il doit désormais donner à sa présidence, et très vite. La notion d'état de grâce n'existe plus. Il a laissé entendre qu'il ne serait ni un hyper-président à la manière de Sarkozy, confondant les rôles du président de la République et du Premier ministre, ni le président "normal" voulu par François Hollande. Il est donc dans une recherche d'équilibre entre la verticalité propre à la V<sup>e</sup> République et l'horizontalité que réclame l'époque à travers une démocratie participative. Il a trouvé cet équilibre avec En mar-

che, saura-t-il le trouver comme président de la République ?

«Emmanuel Macron se retrouve dans la position d'un Pierre Mendès France, qu'il a invoqué au cours de sa campagne et qui, en 1954, voulait bousculer le système des partis, parvenant à créer un souffle que l'on appellera "le mendésisme" et à obtenir une popularité, avant d'être finalement défait par les partis. On peut aussi comparer Emmanuel Macron à Valéry Giscard d'Estaing, qui était parvenu en 1974 à se faire élire en écartant les gaullistes et la gauche. Mais, comme disait le général de Gaulle, "son problème, c'est le peuple". Pierre Mendès France et VGE étaient dans la transgression, mais finalement, ni l'un ni l'autre ne sont parvenus à s'installer dans la durée.

Macron va-t-il susciter une adhésion populaire ? C'est le défi des semaines à venir, alors que se profilent les élections législatives. Cela va être compliqué, puisqu'il se retrouve tout de suite pris entre deux fronts qui ont obtenu l'adhésion des masses populaires : le France insoumise d'un côté et le FN de l'autre.»

Recueilli par PHILIPPE DOUROUX



## YASSINE BELATTAR HUMORISTE, JOURNALISTE, PRODUCTEUR

### «Mes enfants, votre métissage ne peut être mis à mal»

Mes chers enfants, Cette lettre pour vous demander pardon. Au lendemain de cette élection éprouvante, vous devez vous rendre compte que papa est très fatigué, comme beaucoup de papas et de mamans de vos copains. Au vu du résultat de cette présidentielle, nous avons failli perdre beaucoup de crédit à vos yeux. Nous qui ne vous laissons pas jouer avec le feu, nous avons joué avec la flamme. De savoir que vous auriez pu connaître un parti d'extrême droite au pouvoir m'a confirmé que l'inconscience de certains adultes peut détruire la naïveté des enfants.

Je m'excuse mes enfants d'avoir laissé l'insouciance de votre regard être perturbée par la haine d'un parti. Jamais l'expression "jouer à la roulette russe" n'aura aussi bien

porté son nom. Mes enfants, votre métissage ne peut être mis à mal. Vous êtes le futur quand les idées du Front national restent du passé. Papa a failli perdre son nez de clown quand il s'est senti impuissant dans ce cirque. Mais rassurez-vous les enfants, la majorité des parents de vos copains ont voulu que vous continuiez à jouer ensemble. La cour de récréation ne sera pas divisée. Aucun parti ne peut malmenager les mots qui figurent sur la façade de votre école. Votre père a mis longtemps pour savoir qui il était, il n'a aucun doute de ce que vous êtes.

Au moment de voter, je me suis souvenu de cette enfance qui était la mienne, cette nostalgie d'être mélangé en permanence. Maintenez cela, ne soyez pas broyés par la France des castes. Ne laissez pas croire que la richesse est forcément bancaire. Je n'ai pas fini de travailler pour vous laisser un héritage mais je suis déjà fier du pays dont vous allez hériter. La France n'est pas aux Français, la France est offensée de voir que nous aurions pu vous laisser une telle situation. La politique, vous en faites tous les jours mes enfants, vous n'avez pas besoin de voter. Vous faites de la politique en véhiculant ce que ce pays nous a offert de liberté. Parler, faire, créer, dire, souligner, contester sont des verbes qui auraient pu disparaître ce lundi matin... perpétuez-les.

Beaucoup de gens vont disparaître avec cette élection, d'autres de mon âge prendront le pouvoir. Je leur confie en partie vos cinq prochaines années. Ils n'ont pas la responsabilité des enfants des parents qui sont d'accord avec eux, mais de tous les enfants.

En cela, ils devront se poser des questions existentielles, comme celles de l'écologie ou de la culture, qui sont en connexion directe avec votre avenir. Je ne vous mettrai plus dans l'embarras de notre époque. J'ai été apeuré, amoindri, assourdi, affecté, alimenté, aspiré, attaqué, attristé, annihilé, abreuvé pour entendre enfin «a voté». Je ne m'en serais pas remis si au lieu de construire votre avenir, je l'avais anéanti. Je vous aime mes enfants et j'aime aussi vos amis. ◀



## IRÈNE FRACHON MÉDECIN «LES IDÉES LIBÉRALES DE MACRON DOIVENT ÊTRE NUANCÉES»

Après avoir constaté les dégâts du Mediator, qui a fait au moins 500 morts, la pneumologue Irène Frachon a été l'auteur d'une étude qui aboutira à l'interdiction de ce médicament en 2009. L'année suivante, elle publiera un livre, *Mediator 150mg, Combien de morts ?*

«J'ai appelé jeudi dernier à voter Macron, lors d'une manifestation contre le FN à Brest. Pas parce que je partage ses convictions, mais parce qu'il fallait écraser le FN. Auparavant, je m'étais opposée deux fois à Macron. Une première fois lors de sa loi, à propos d'un amendement de Richard Ferrand sur le secret des affaires. Nous avions été nombreux à nous mobiliser contre les dangers de cet amendement. Il a été retiré par la suite. Puis, lors de l'affaire Jean-Jacques Mourad, conseiller de Macron sur la santé qui était en même temps rémunéré par Servier... C'est tout ce que je combats : la proximité du corps médical avec l'industrie pharmaceutique. Dans cette affaire, je suis montée au créneau rapidement pour dénoncer le conflit d'intérêts. Je ne sais pas si Macron est au courant du dossier du Mediator et de la criminalité de Servier. Je ne l'ai jamais entendu en parler. Lors de l'affaire

Mourad, je lui ai adressé une lettre dans laquelle je l'alertais sur les conflits d'intérêts. En réponse, il m'a proposé de rejoindre le comité d'éthique de son futur cabinet. J'ai refusé car je souhaite garder mon indépendance.

«Je trouve que Macron est un personnage ambivalent. Il s'entoure de personnes très bien, comme Jérôme Salomon avec qui j'ai eu l'occasion de travailler dans le cabinet de Marisol Touraine, et en même temps, il y a des affaires comme celle de Jean-Jacques Mourad. Mais c'est aussi quelqu'un d'intelligent et de souple intellectuellement. Sa réactivité lors de l'affaire Mourad l'a montré : il a immédiatement décidé du départ de son conseiller. Après, quelle fermeté de conviction opposera-t-il aux intérêts des industries pharmaceutiques et à la corruption du corps médical ? Je n'en sais rien.

«Ses idées libérales doivent être nuancées. Un libéralisme aussi fort ne peut pas être appliqué à la santé. Jusqu'ici, tous les cabinets ont été infiltrés par les sbires de l'industrie pharmaceutique. Il faut que ça change. Même si je suis certaine que les lobbys piaffent déjà devant son cabinet.»

Recueilli par ROZENN MORGAT

# Dernières manœuvres avant la transition Hollande-Macron

**Prévue dimanche prochain, la passation de pouvoirs entre l'actuel président et le prochain sera le point d'orgue d'une semaine de préparatifs en coulisse, entre commémorations officielles et préparation des législatives.**

**T**ransition pour l'exécutif, top départ pour les législatives : en attendant la passation de pouvoirs, le chef de l'Etat sortant veut soigner son départ, son successeur peaufiner son arrivée, et les partis politiques entrer, très vite, dans la bataille de l'Assemblée nationale.

## CHEZ HOLLANDE

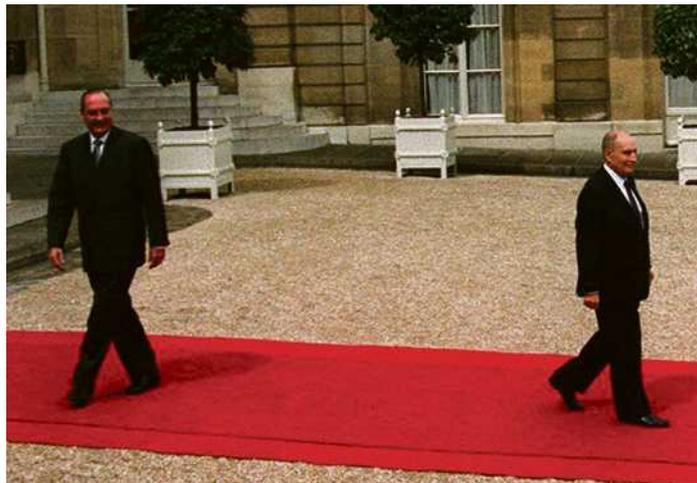
Président jusqu'au bout. François Hollande restera à l'Élysée aussi longtemps que l'y autorisent les institutions. Les résultats officiels seront proclamés jeudi par le président du Conseil constitutionnel et son mandat se termine le 15 mai à minuit. Le chef de l'Etat sortant a déjà fait savoir qu'il resterait en poste jusqu'à dimanche, jour prévu pour la passation de pouvoirs. Si l'Élysée dément avoir contacté l'équipe d'En marche avant le second tour, la transition entre les deux hommes est lancée. Macron sera au côté de Hollande ce lundi pour les cérémonies du 8 Mai, et mercredi aux commémorations de l'abolition de l'esclavage, qui sera aussi le jour du dernier Conseil des ministres. Entre-temps, le président sortant aura fait un aller-retour à Berlin pour un dîner privé avec Angela Merkel. La semaine dernière, Hollande voulait occuper cette ultime semaine à visiter des départements où il n'avait pas mis les pieds. Le Cantal et les Pyrénées-Atlantiques étaient prévus, avant d'être annulés.

## CHEZ MACRON

Pour Macron, la semaine sera d'abord diplomatique. Le président élu va multiplier les rencontres avec les ambassadeurs et émissaires des principaux partenaires de la France pour préparer les futures échéances internationales. En parallèle, il lui faut affiner la composition de son gouvernement. Surtout, il doit engager sans tarder le combat législatif, étape cruciale s'il veut disposer d'une majorité à l'Assemblée. Pour l'heure, En marche n'a rendu public que 14 candidats. Samedi, la commission d'investiture a finalisé la liste de personnalités autorisées à concourir les 11 et 18 juin sous l'étiquette «majorité présidentielle». Soit près de 500 personnes – dont plus de 70% issues de la société civile, selon En marche – sur les 577 qui doivent s'inscrire en préfecture avant le 19 mai, quelque 90 circonscriptions étant laissées au Modem de François Bayrou. Cette liste pourrait faire l'objet d'aménagements d'ici mercredi, jour de sa publication. Pour disposer de députés aguerris, Macron a levé, en fin de semaine dernière, une condition pour postuler à l'investiture – renier son appartenance partisane –, s'en tenant à une seule exigence : «S'inscrire aux législatives sous la bannière "La République en marche"».



Le 21 mai 1981, Giscard d'Estaing cède la place à Mitterrand. PHOTO AFP



Le 17 mai 1995, Chirac s'installe et raccompagne Mitterrand. PHOTO VILLARD. SIPA



Le 15 mai 2012, Hollande remplace Sarkozy. PHOTO SÉBASTIEN CALVET

## À DROITE

Traumatisé par son élimination au premier tour, plus divisé que jamais, le parti Les Républicains va tenter de retarder son implosion en se plongeant dans la préparation du scrutin de juin. Dès mardi, le bureau politique doit se prononcer sur un projet législatif remanié. Un ripolissage confié à Eric Woerth, censé gommer les aspects les plus draconiens du programme de François Fillon, comme l'augmentation de la TVA ou la suppression de 500 000 emplois publics, et aboutir à une nouvelle mouture plus sarkozienne. Elle sera présentée mercredi par François Baroin, chargé de conduire la campagne. Les dirigeants LR veulent ainsi croire qu'ils peuvent colmater les brèches : «On n'a pas explosé, l'accord avec l'UDI tient, on a un leader, Baroin, qui attire l'oreille, on a préservé l'essentiel», se rassure le président de la commission d'investiture, Jean-François Lamour, tout en admettant n'avoir «aucune visibilité». Car si LR s'efforce de ressouder ses rangs en faisant miroiter une revanche le 18 juin, une sorte de «festival off» a commencé, en marge de l'agenda officiel. Plusieurs ténors, comme Bruno Le Maire, Nathalie Kosciusko-Morizet, Jean-Pierre Raffarin et Edouard Philippe, se disent prêts à travailler avec le nouveau président. Baroin a prévenu ceux qui sont tentés de céder aux sirènes macronistes qu'un ralliement avant juin vaudrait exclusion. En vain. Les tractations avec Macron devraient s'intensifier, et la composition du gouvernement sera une nouvelle épreuve pour LR.

## À GAUCHE

Fort de son carton le 23 avril (19%), Jean-Luc Mélenchon se rêve en premier opposant à Macron. Mais à peine la présidentielle terminée, le voilà reparti dans des querelles législatives avec le Parti communiste : cette semaine, les deux formations attaquent ces élections en ordre dispersé. Le PCF lance sa campagne jeudi, deux jours avant la convention des «insoumis». Après plusieurs réunions infructueuses, les dirigeants de La France insoumise menacent désormais de «poursuites judiciaires» leurs ex-alliés PCF en cas d'utilisation de la photo de Mélenchon sur leurs affiches. Si accord électoral il y a, ce sera pour quelques dizaines de désistements. Au PS, la direction souhaite, elle, camoufler les divisions derrière un principe d'«autonomie» aux législatives. Mais certains veulent en découdre. Mardi matin, en bureau national, Benoît Hamon et les siens vont réclamer des sanctions à l'égard de Manuel Valls. Ce bureau national doit aussi entériner la «plateforme programmatique» qui sera présentée dans l'après-midi aux candidats PS aux législatives, réunis à la Maison de la mutualité à Paris. Selon les premières versions, les propositions présidentielles de Hamon ont été diluées. D'autres, compatibles avec le projet Macron – comme la suppression de la taxe d'habitation –, ont été intégrées. Pour la «clarification» demandée, il faudra encore patienter.

**LILIAN ALEMAGNA,  
LAURE EQUY et NATHALIE RAULIN**

# FORD EDGE

Titanium 2.0 TDCi 180 ch

À partir de

# 469€

/mois\*

LLD 48 MOIS. 1<sup>ER</sup> LOYER DE 4 690 €, ENTRETIEN ET ASSISTANCE 24/24 INCLUS



HAYON MAINS-LIBRES



SYSTÈME ACTIF DE RÉDUCTION DE BRUITS



TRANSMISSION INTÉGRALE INTELLIGENT-AWD

*Une autre façon de voir la vie.*



**Go Further**

\* Exemple de Location Longue Durée avec prestation « maintenance/entretien - assistance », d'un Ford Edge Titanium 2.0 TDCi 180 ch neuf, hors options, sur 48 mois et 60 000 km, soit un 1<sup>er</sup> loyer de 4 690 € et 47 loyers de 469 €/mois. Modèle présenté : Edge Sport 2.0 TDCi 180 ch BVM6 Intelligent-AWD type 09-16 avec options au prix remis de 46 200 €, soit un 1<sup>er</sup> loyer de 4 690 € et 47 loyers de 597,25 €/mois. Consommation mixte (l/100 km) : 5,9. Rejets de CO<sub>2</sub> (g/km) : 152 (données homologuées conformément à la Directive 80/1268/EEC amendée). Loyers mensuels exprimés TTC hors prestations facultatives, malus écologique et carte grise. Restitution du véhicule à la fin du contrat avec paiement des frais de remise en état standard et du kilométrage supplémentaire. Offres non cumulables, réservées aux particuliers pour toute commande de ces véhicules neufs, valables du 01/05/17 au 31/05/17, dans la limite des stocks disponibles, dans le réseau Ford participant, selon conditions générales LLD (sans option d'achat), et sous réserve d'acceptation du dossier par Bremany Lease, SAS au capital de 39 650 €, 393 319 959 RCS Versailles, 34 rue de la Croix de Fer, 78100 St-Germain-en-Laye. Société de courtage d'assurances n°ORIAS 08040196.

Ford France, 34, rue de la Croix de Fer - 78122 St-Germain-en-Laye Cedex. SIREN 425 127 362 RCS Versailles.

**[ford.fr](http://ford.fr)**



# EMMANUEL MACRON

## L'Elysée pied au plancher

Passé par l'ENA, la banque Rothschild et Bercy, le nouveau président a façonné son ascension éclair en usant de sa capacité à séduire, quel que soit son interlocuteur.

Le 14 septembre 2012,  
à l'Elysée.

PHOTO BRUNO CHAROY

Par  
**GUILLAUME GENDRON**  
et **NATHALIE RAULIN**

Il y a sur les bancs de Sciences-Po, lors de la rentrée scolaire 1998, un jeune Amiénois romantique, tignasse bouclée et sourire inamovible. Une énième réincarnation du Julien Sorel de Stendhal, comme il y en a des dizaines chaque année rue Saint-Guillaume, à Paris. Un garçon «si chaleureux, si tactile, jamais pontifiant, toujours d'humour égale», qui tape dans l'œil du professeur d'histoire François Dosse, biographe du philosophe Paul Ricœur. «J'ai rencontré quelqu'un qui vous sera utile», glisse alors Dosse au phénoménologue en quête d'une petite main pour l'aider dans la rédaction de sa somme *la Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*. Ce quelqu'un est Emmanuel Macron, la vingtaine débutante et ambitieuse. Venu rédiger les notes de bas de page et mettre de l'ordre dans sa bibliothèque, il devient par on ne sait quel miracle – si ce n'est la mystique macronienne – un «presque fils» de Ricœur, selon Dosse. Quatre ans plus tard, Macron fait partie du petit cercle d'intimes réunis pour fêter les 90 ans du philosophe.

Du petit chose à l'indispensable – un schéma que Macron répétera, encore et encore, auprès de multiples mentors, accumulés et superposés plus que remplacés. Bien sûr, à mesure que le météore Macron se transforme en astre aveuglant, d'autres proches de Ricœur viendront contester cette proximité et s'offusquer de l'instrumentalisation du maître dans la construction du personnage Macron, le «philosophe en politique». Ce serait oublier que les derniers travaux de Paul Ricœur portent sur l'historiographie. Soit l'écriture de l'histoire. C'est peut-être là qu'Emmanuel Macron, écrivain contrarié à la vie défiant le vraisemblable, a pris le goût de romancer les épisodes les plus triviaux de son histoire.

## Amiens, éducation bourgeoise et «Brigitte»

Emmanuel Macron est né le 21 décembre 1977, à Amiens (Somme), premier enfant d'un couple de médecins. Suivront un frère et une sœur, qui prêteront aussi le serment d'Hippocrate. Voilà pour la vérité de l'état civil. Selon ses parents, c'est un enfant joyeux, à la maturité précoce et au goût prononcé pour la lecture et le contact avec les adultes. Au collège, un ancien professeur se souvient que le gamin préférait passer ses récréations dans le bureau du directeur à deviser sur l'histoire de France. Selon une connaissance, le jeune Macron n'était pas un paria surdoué mais n'avait pas «d'amitiés symétriques», l'admiration de sa personne servant de dénominateur commun à tous ses rapports humains. Tennis, piano au conservatoire: une éducation bourgeoise, un peu hors du temps. Ado, il demande à être baptisé, première phase mystique, alors que

sa famille fait montre d'un agnosticisme placide. Comme la plupart de la progéniture de la notabilité locale, il va au collège-lycée privé La Providence. Son père complète les trous dans le cursus jésuite en lui enseignant le grec et en lui faisant lire Foucault.

Quand Macron tient la plume, dans l'autobiographique *Révolution*, il choisit de placer deux femmes au centre de ce tableau familial – «Manette» et «Brigitte». Il leur donne une telle place qu'elles éclipsent ses parents, au point que ces derniers souffrent encore, comme le révèle la journaliste Anne Fulda, dans son livre *Emmanuel Macron, un jeune homme si parfait*, de la réécriture de cette histoire familiale. Manette, d'abord, encore et toujours citée dans les discours de Macron comme la source de son goût pour les lettres et de son engagement politique. Il s'agit de la grand-mère maternelle d'Emmanuel Macron, de son vrai nom Germaine Noguès, institutrice à la retraite, dont la mère était illettrée. Sa caution méritocratique. Cette aïeule sèche adulte ce petit-fils qui passe ses moments libres dans son salon en déclamant du Molière, forgeant un goût pour le théâtre qui ne se démentira jamais.

Et puis il y a Brigitte. L'héritière de la famille Trogneux, connue dans toute la région pour ses chocolats et ses macarons, enseigne le français à La Providence. «Une femme épantante», se souvient son collègue Arnaud de Bretagne. Mais aussi mariée, avec trois enfants. Agée alors de 39 ans, Brigitte Auzière en a 24 de plus qu'Emmanuel Macron. Il n'est pas son élève, mais sa fille Laurence, en classe avec ce dernier, lui a parlé de ce «fou qui sait tout sur tout». Il participe à son atelier théâtre. Ils décident d'écrire une pièce de théâtre ensemble, se voient beaucoup. Comme l'écrit Emmanuel Macron, la «complicité intellectuelle» devient «proximité sensible». Le couple a toujours refusé d'en dire plus sur le caractère charnel ou non de cet amour hors norme à l'époque. De là, les versions divergent. Emmanuel Macron a laissé entendre que le scandale a ébranlé le petit monde de «la Pro» et au delà. Qu'on l'a infiltré à Paris faire sa terminale au lycée Henri-IV, antichambre des prépas qui mènent aux grandes écoles. Ses parents jurèrent que cet exil était prévu de longue date et non lié à la relation sulfureuse. Ils admettent malgré tout avoir supplié Brigitte Auzière de cesser de fréquenter leur enfant, au moins jusqu'à sa majorité. «Je ne peux rien vous promettre», aurait-elle répondu en larmes. «Je reviendrai et je vous épouserai», aurait juré le lycéen, comme aime à le relayer la presse people.

## L'ENA et l'inspection des finances

Première transgression et pivot originel du roman macronien: l'Amiénois écoute son cœur, se fout du qu'en-dira-t-on et arrive toujours à ses fins. A Paris, Macron aurait connu

«On se foutait de lui parce qu'il disait bonjour à la terre entière, des élèves à la gardienne et jusqu'à la directrice. Il avait déjà cette capacité à se mouvoir dans tous les milieux.»

Mathias Vichérat  
ami de promo à l'ENA

les «fins de mois difficiles», prétend-il, obligé de donner des cours à domicile pour subvenir à ses besoins. Ses parents tempèrent: ils ne lui auraient jamais coupé les vivres. Il décroche le bac mention très bien, et poursuit son chemin de khâgneux à Henri-IV. Il se plante deux fois à l'entrée de Normale, un de ses rares échecs, qu'il cherchera à dissimuler, mais décroche un DEA de philosophie à Nanterre, où il dit avoir rédigé un mémoire sur Machiavel dont son professeur, Etienne Balibar, dit n'avoir aucun souvenir. Il sort diplômé de Sciences-Po en 2001 et passe les oraux de l'ENA dans les jours suivant le 11 Septembre. Macron fait parti d'un petit groupe soudé et potache au sein de la désormais célèbre promotion Senghor, les «Académiciens». Du nom d'un bar strasbourgeois, l'Académie de la bière, dont ils ont fait leur QG. Parmi ses proches, on compte Gaspard Gantzer, futur conseiller en charge de la communication de François Hollande, mais aussi Mathias Vichérat, futur directeur de cabinet d'Anne Hidalgo à la mairie de Paris, et Aurélien Lechevallier, qui deviendra son conseiller aux affaires internationales pendant sa campagne présidentielle.

Ses amis découvrent rapidement l'extraordinaire attraction émanant de ce camarade peu marqué politiquement. «On se foutait de lui parce qu'il disait bonjour à la terre entière, des élèves à la gardienne et jusqu'à la directrice», raconte Mathias Vichérat. *Le tout avec un naturel dingue. Il avait déjà cette capacité à se mouvoir dans tous les milieux, à comprendre immédiatement les codes des univers où il mettait les pieds.* Ainsi, quand Macron fait son stage à la préfecture de l'Oise, il repart avec la meilleure note – 10 sur 10 – et l'amitié de l'accordéoniste André Verchuren. Pas «polar», la bande rédige des poèmes érotiques signés du nom d'autres élèves, placés dans les cahiers des filles. Quand Vichérat et Gantzer mènent la fronde contre la direction de l'ENA (ils obtiendront, quatre ans plus tard, l'annulation symbolique du classement de sortie), Macron les soutient, mais à distance.

Sorti 5<sup>e</sup> de sa promo de l'ENA, il continue son chemin par la voie royale, l'autoroute des élites: l'inspection des finances. A Bercy, même

topo. «En quelques semaines, il y est adulé, littéralement. De l'huissier aux pontes, ils avaient tous des étoiles dans les yeux», se souvient un inspecteur des finances de sa génération. Le jeune énarque enchaîne les rapports et les rencontres. «Il ne mangeait jamais seul: au petit-déjeuner, à midi ou à dîner, il voyait toujours quelqu'un», se souvient un de ses collègues. Ces derniers découvrent aussi sa constitution hors-norme. Que ce soit à la Closerie des Lilas, où il a ses habitudes à l'époque, ou dans les petits bars de province en déplacement, «Manu» enchaîne les «dijos», dort cinq heures par nuit et se réveille frais comme un gardon: «On avait du mal à le suivre», confie un ancien camarade de promo. Dans l'ambiance compassée des cercles technos, la chaleur macronienne détonne, des «bises» concluant ses mails aux «ma poule!» lancés à la cantonade. Macron reste quatre ans à Bercy. Il y fait tellement son trou que, quand Jean-Pierre Jouyet, alors directeur de l'inspection des finances, rejoint le gouvernement Sarkozy, c'est Macron, pas encore trentenaire, qui fait l'intérim quelques mois. En 2006, il prend sa carte au PS, dans la section culture du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Personne ne l'a jamais vu militer ou distribuer un tract.

## La commission Attali et la banque Rothschild

En revanche, «le futur petit gendre des Trogneux», comme on l'appelle au Touquet, est connu comme le loup blanc dans la très chic et droitrière station balnéaire où sa compagne possède une bâtisse familiale, qu'il fera rénover à grands frais. Le week-end, «Manu» joue au tennis avec l'historique maire UDF Léonce Deprez, à qui les notables locaux cherchent un successeur. A l'été 2006, ces derniers lui font passer un grand oral en l'invitant à animer leur «causerie» annuelle dans le hall de l'hôtel Westminster, se souvient Patrick Gonet, le président de l'Union des propriétaires résidents et amis du Touquet. «En une heure, nos vieux propres, qui sont un peu des nantis, étaient conquis», s'amuse Gonet. Ils songent à lui confier la mairie. «On l'aurait élu dans un fauteuil.» Mais pour ce faire, Macron, qui n'a pas dit clairement qu'il était socialiste, doit prendre l'étiquette UMP, ce qu'il refuse. «Je crois surtout que les gens importants qui avaient son avenir à cœur pensaient qu'il aurait été un peu à l'étroit dans le village touquettois. Ils avaient d'autres ambitions pour lui», poursuit Gonet. Un an plus tard, toujours dans le salon de l'hôtel Westminster, Macron réunit l'ensemble de ses connexions. Il y célèbre son triomphe social et son mariage avec Brigitte. Parmi les invités, Henry Hermand, son témoin de 83 ans, riche bienfaiteur de la deuxième gauche, l'ex-Premier ministre Michel Rocard, ses amis énarques, dont Gaspard Gantzer et Mathias Vichérat.

«Rapide», «affable», «consensuel»: le souvenir laissé par Emmanuel Ma-

Suite page 16

10 infos  
inutiles sur  
le nouveau  
président

39

ans pas tout à fait et demi, c'est son âge le jour de son élection, ce qui en fait le plus jeune chef d'Etat élu au suffrage universel direct de la planète.

ENA

Il est diplômé de la promo Léopold-Sédar-Senghor (2002-2004), comme le conseiller com de Hollande Gaspard Gantzer, le député LR Julien Aubert ou Sébastien Proto, ex-conseiller de Sarkozy devenu associé-gérant de Rothschild & Cie.

9

Son nom fait neuf points au Scrabble, soit le plus faible score pour un président de la V<sup>e</sup> République. Heureusement, on n'a pas le droit aux noms propres...

Suite de la page 15

ron aux membres de la commission Attali, mise en place par Nicolas Sarkozy en août 2007 et dont il n'est que le rapporteur adjoint, relève du panégyrique. La quarantaine de personnalités rassemblées par Jacques Attali sont pourtant peu impressionnables. Des dirigeants de multinationales, comme le très libéral Claude Bébéar (Axa) ou l'ancienne sherpa de Mitterrand, Anne Lauvergeon (Areva), y côtoient l'ancien patron de la CFDT Jean Kaspar ou le démographe Hervé Le Bras. Dans ce cénacle hétéroclite et transparent, l'empathie naturelle de Macron met de l'huile dans les rouages. Le jeune inspecteur des finances qui se cherche encore un destin se multiplie pour profiter à plein de l'éminente compagnie. Adoué par l'ex-patron du Trésor Jean-Pierre Jouyet et l'entremetteur du CAC 40 Alain Minc, Macron profite de cette commission pour élargir son réseau déjà impressionnant. Surtout, ce social-libéral tendance rocardienne découvre une possible méthode de gouvernement. « Cette commission c'était comme un miniconseil de la Résistance, il y avait des gens qui croyaient au Ciel, d'autres qui n'y croyaient pas. Mais tous acceptaient de discuter pour sortir le pays de l'impasse », se souvient un de ses membres.

Matignon, alors sous pilotage de François Fillon, le repère. Début 2010, il est pressenti pour remplacer le directeur de cabinet adjoint du Premier ministre, sur le départ. Macron hésite. N'est-ce pas l'occasion rêvée d'approcher ce pouvoir qui l'attire ? Quarante-huit heures plus tard, il décline pourtant. « Il ne se voyait pas travailler dans un gouvernement Sarkozy », se souvient un proche. A sa sortie de l'ENA, Macron avait confié à un Minc goguenard son souhait : « Devenir président. » Mais en 2008, Emmanuel Macron veut surtout s'affranchir des contingences matérielles : « Commence par fabriquer de l'épargne. Tu y gagneras ta liberté. » L'argument porte : multirecommandé, Macron intègre en septembre la banque d'affaires Rothschild & Cie. Il mesure l'ombre que fait peser sur son CV ce passage par la haute finance, à l'heure où la crise des subprimes ravage le continent. Mais la vénérable institution est aussi réputée pour avoir formé des élites politiques de premier plan, à l'instar de l'ancien chef de l'Etat Georges Pompidou. Et puis Rothschild n'interdit pas de jouer les conseillers de l'ombre pour politique en devenir. Bien au contraire.

## Le conseiller du prince

En 2010, Macron accepte de rejoindre l'équipe de campagne de François Hollande, le meilleur ami de Jouyet, avec qui il a sympathisé lors d'un cocktail à Neuilly chez Attali deux ans plus tôt. Les chances du « Monsieur 3% » sont infimes. Mais dans cette écurie loin d'être surpeuplée, on lui propose un rôle important. Dans les mois qui suivent, Macron devient la cheville ouvrière du « groupe de la



Lors d'un dîner avec José Manuel Barroso et Angela Merkel à l'Elysée, le 19 février 2014. PHOTO MARC CHAUMEIL

Rotonde», du nom de la brasserie de Montparnasse où il a ses habitudes. Cette petite bande d'experts travaille à alimenter le programme économique de Hollande. Malgré une promotion éclair, son job de « prostitué » chez Rothschild, comme il le qualifie auprès du *Wall Street Journal*, ne lui suffit déjà plus. Hollande élu, il veut en être, mais pas à n'importe quel poste. Secrétaire général adjoint de l'Elysée ou rien.

Quand Macron quitte la banque en mai 2012, il a atteint son objectif : il est « à l'abri du besoin jusqu'à la fin de (ses) jours », confie-t-il une fois à l'Elysée. La transaction de 9 milliards d'euros qu'il vient de boucler pour le compte du PDG de Nestlé, Peter Brabeck, avec lequel il a sympathisé à la commission Attali, porte à 2,5 millions d'euros ses revenus bruts sur les dix-huit mois précédents. Même amputé des impôts et cotisations sociales, de quoi voir venir. En apprenant que François Hollande a proposé, en fin de campagne, de taxer à 75% les super-riches, Macron s'étrangle : « C'est Cuba sans le soleil ! » C'est pourtant sans regret qu'Emmanuel Macron divise ses revenus par dix pour entrer à l'Elysée, ce qui en dit déjà long sur sa détermination à percer en politique : « L'argent ne doit pas être identitaire », dit-il. C'est un instrument de liberté, sans plus. » Un de ses amis du « triangle d'or » parisien confirme : « Son train de vie est celui

« Macron est une boule à mille facettes. En fonction de l'angle, on ne voit pas la même chose mais d'où qu'on regarde, ça brille. »

Un conseiller de Bercy

d'un dentiste, d'un bourgeois de province qui a réussi un concours. » Et le même de pointer la faute de goût : « Quand il part au ski, c'est dans les Pyrénées... »

A l'Elysée, Emmanuel Macron s'impose, encore et toujours, par sa force de travail et sa décontraction. « Il était cash, c'était un libéral assumé », se souvient son voisin de bureau Aquilino Morelle, ex-conseiller de Hollande. Il avait des convictions et les assumait. Ça le rendait sympathique dans ce milieu de cauteleux. » L'ex-banquier ne ménage pas sa peine : premier arrivé, dès l'aube, il quitte le palais après minuit tous les soirs. Après avoir convaincu Hollande de se lancer dans une politique de l'offre avec la création du CICE dès no-

vembre 2012, Emmanuel Macron en veut davantage.

Conseiller apprécié du Président pour son humour et son entretient, il relaie des messages (notamment patronaux) et a gain de cause sur des arbitrages délicats mais sans toujours être suivi sur le fond ni dans le timing. Au printemps 2013, il pousse Hollande à aller plus loin dans les réformes structurelles (et notamment celle du marché du travail) pour vaincre la réticence des Allemands à relancer l'intégration européenne. Hollande refuse. La frustration gagne son conseiller. « Personne ne sait ce que Hollande pense », déplore Macron en petit comité, désormais critique face au « manque de vision » de cette « présidence normale » et à l'indécision chronique du chef de l'Etat.

Pour qui connaît le protocole rigide des sommets européens, la scène est inhabituelle. Alors qu'elle s'apprête à quitter ses homologues réunis à Ypres, en Belgique, le 27 juin 2014, Angela Merkel s'arrête devant le collaborateur de son homologue français : « Alors monsieur Macron, il paraît que vous nous quittez ? » Même la chancelière est au courant. L'arrivée de Jouyet à l'Elysée, qui réduit à rien son influence, et le refus du Président de nommer au gouvernement un techno jamais élu le contraignent au départ. S'il est déçu, Macron n'est pas abattu. Son optimisme lui

Figaro

C'est le nom du chien d'Emmanuel Macron, un dogue argentin blanc. Pour quelqu'un qui se vante d'être ni de droite ni de gauche...

1,73

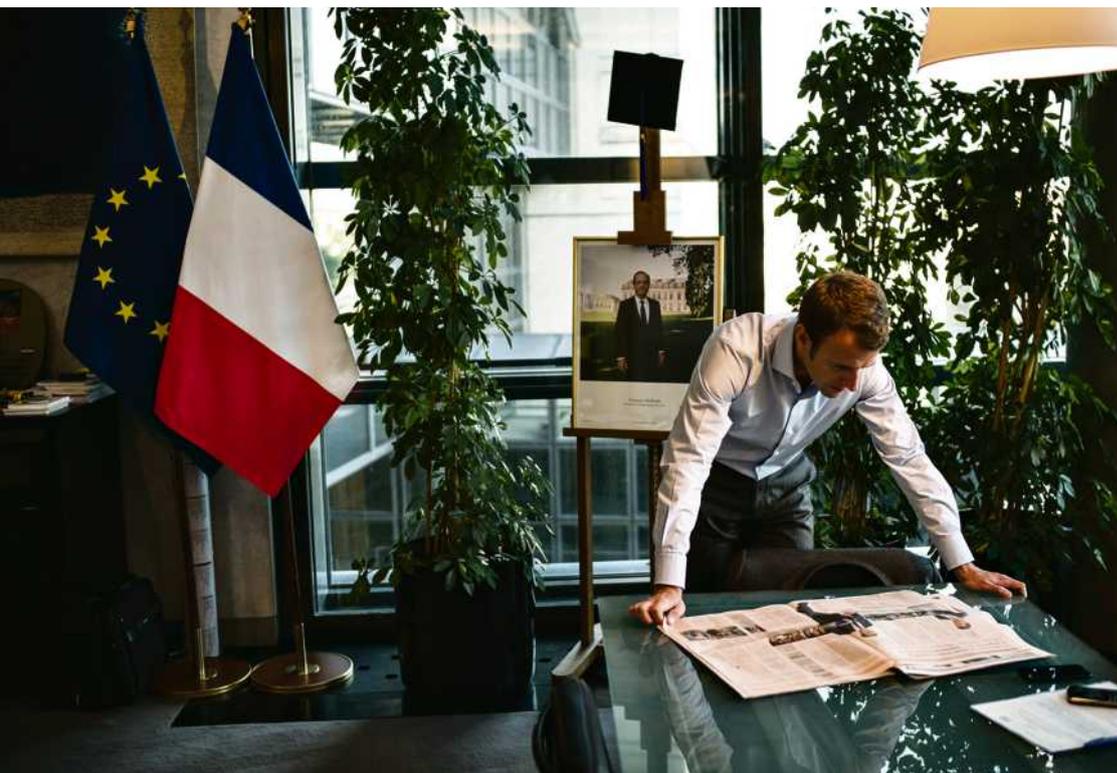
mètre, soit 6 centimètres de moins que la moyenne des Français, c'est la taille du nouveau président. Macron fait pratiquement la même taille que Hollande et est plus grand que Sarkozy.

Emmanuel

Macron devient le premier président de la République française à porter ce prénom (contre deux François et deux Paul).

21

décembre, c'est la date de naissance (en 1977) de Macron qui est souvent le solstice d'hiver. C'est aussi la date de naissance du président de fiction Kiefer Sutherland dans la série *Designated Survivor*. Et de Staline.



Dans son bureau au ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, le 9 juillet 2015. PHOTO ULRICH LEBCEUF/ MYOP

enjoint de tourner très vite la page. C'est un des secrets de cette «liberté» qu'il revendique en toutes circonstances: se ménager toujours une ou plusieurs solutions de repli. A l'été 2014, l'ex-conseiller décroche plusieurs chaires d'enseignant à l'étranger, prépare les statuts de sa société de conseil Macron Partners, et songe à lancer un site spécialisé dans l'éducation.

## Le ministre très ambitieux

Le limogeage du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, en août 2014, lui remet le pied à l'étrier sur un malentendu: Manuel Valls voit en lui un allié objectif pour mettre en branle les réformes sociales libérales auxquelles François Hollande renonce. Le Président entend, lui, user de Macron pour contrer la féroce ambition de son Premier ministre. Ni l'un ni l'autre ne se méfient de l'hyperactif conseiller du prince. C'est faire bien peu de cas de l'appétit de Macron et de son mépris pour les accommodements politiques. Ils paieront cher cette erreur d'appréciation. A l'Économie, le jeune ministre se sent vite à l'étroit. Alors que la crise grecque menace d'embraser l'Europe, il s'imisce discrètement dans le dossier, le pré carré de

Michel Sapin, ministre des Finances et intime de François Hollande. Fin juin 2015, il envoie un SMS au ministre des Finances grec, Yánis Varoufákis, lui promettant d'intercéder auprès de Hollande pour éviter la sortie de la Grèce de l'euro. Au passage, il lui propose de jouer «incognito» les émissaires entre Berlin, Paris et Londres pour régler le conflit. L'initiative n'est du goût ni de l'Élysée ni de Matignon qui, avertis, y mettent aussitôt un terme. Quand Michel Sapin surprend Macron en train de dissenter de la situation de la Grèce devant une trentaine de journalistes, ce dernier cache mal son irritation: «Le dossier grec, c'est moi», grommelle-t-il à l'attention des médias comme de son collègue dans le hall de Bercy. Faussement affectueux, le ministre des Finances prend son jeune collègue par les épaules et se tourne vers les deux visiteurs: «Vous savez qu'il veut prendre ma place?» Sapin voit juste. Après avoir tenté sans succès d'annexer le portefeuille du Travail, Macron œuvre en coulisse pour prendre la tête de la maison Bercy. «Une fois sa loi Macron adoptée, il a passé son temps à empiéter

sur les plates-bandes de tout le monde», balance un ex-collègue du gouvernement. De fait, jusque-là réputé pour son franc-parler, le ministre de l'Économie se révèle manœuvrier.

## L'affranchi fait cavalier seul

S'il lorgne Bercy, c'est moins pour le pouvoir que confère le poste que pour accroître un peu plus son exposition médiatique et sa crédibilité. Depuis la rentrée de septembre, les visiteurs de tout poil se succèdent sans relâche dans son bureau et son appartement de fonction à Bercy. Et nombre d'entre eux n'ont qu'un très lointain rapport avec l'économie. A Bercy, ce curieux ballet n'échappe à personne. Inquiet, Sapin s'en ouvre à Hollande: «Avec Macron tu penses mettre une dent à ton râtelier, mais c'est toi qui vas prendre le râtelier dans le nez», le prévient-il. Cet avertissement prémonitoire, le Président ne l'entend pas, tant il est convaincu de la «fiabilité» de son poulain. Emmanuel Macron songe bel et bien à s'affranchir. Son bienfaiteur, Henry Hermand, l'y encourage, persuadé que Hollande ne sera pas en situation de se représenter et que les partis sont en bout de course. Cet avis, le mi-

nistre le partage. Il n'a pas digéré la réticence des députés à donner une majorité à sa «loi croissance» en dépit de l'adoption de chaque article avec le soutien de la droite ou de la gauche. Et moins encore l'empressement de Valls à dégainer le 49.3, humiliant son effervescent ministre, déjà hypersusceptible. Pour Emmanuel Macron, preuve est faite de la toxicité du système partisan.

Inquiets de l'insolente cote de popularité du trublion qui n'a de cesse que de torpiller les tabous de la gauche (les 35 heures, le statut des fonctionnaires...), l'Élysée et Matignon s'emploient à le brider. Macron, qui «ne confond jamais amitié et politique», selon un proche à l'Élysée, supporte mal le carcan. D'autant qu'il «se compare favorablement à ceux qui l'entourent», euphémise un proche. Pour 2017, la gauche est à tous coups donnée perdante et le Front national, europhobe et xénophobe, est plus que jamais annoncé au deuxième tour. Drapé dans la certitude de servir l'intérêt général, Macron prépare son étonnant cavalier seul dès octobre 2015. Son pouvoir de séduction, il en usait jusque-là pour satisfaire sa curiosité et s'attirer l'affection générale. Une idée plus machiavélique l'habite désormais. Il fait entrer dans son cercle une foule d'élus et de relais de la société civile. «Macron est une boule à mille facettes. En fonction de l'angle, on ne voit pas la même chose mais d'où qu'on regarde, ça brille», résume un conseiller de Bercy. L'hypermnésique a pour chacun l'attention qui touche, le mot qui plaît. Il multiplie les SMS nocturnes. Blagues, considérations littéraires, petits mots intimes, tout y passe. «De la pure drague, se souvient un des récipiendaires. On y croit, on se sent considéré. Quand il arrête, qu'il n'a plus besoin de vous, silence radio. Il crée des déceptions quasi-amoureuses.»

Les attentats qui ensanglantent Paris le 13 novembre 2015 freinent ses ardeurs. Avec la proclamation de l'état d'urgence, les premières préoccupations des Français vont à la lutte contre le terrorisme, pas à la baisse du chômage. Sur ces terrains régalien, il n'est guère légitime. Lui qui a pour habitude de trancher sans trembler, hésite. Mais fin décembre, après deux courriers à l'Élysée restés sans réponse, il comprend que la deuxième grande loi (NOE, sur les Nouvelles opportunités économiques) que lui avait promise Hollande est enterrée. L'extension de son périmètre de compétence ministériel n'est pas non plus à l'ordre du jour, lui fait-on savoir. Quand, lors du remaniement du 11 février 2016, Emmanuel Macron découvre qu'il a été rétrogradé dans l'ordre protocolaire, sa contre-attaque est prête. Le 20 février, les statuts de son futur mouvement «ni de droite ni de gauche» sont déposés dans le plus grand secret. Le 6 avril, c'est officiel: Emmanuel Macron est en marche. A la fin de l'été, il quitte le gouvernement. Et deux mois plus tard, il se déclare candidat. De curiosité, il devient très vite le favori d'une campagne devenue totalement imprévisible. Un dirigeant socialiste en rigole presque: «Macron c'est Moïse, quand il avance, la mer s'ouvre et se referme derrière lui.» Prophète ou illusionniste? ◆

**OM** Le président de la République, une et indivisible, est supporteur de l'Olympique de Marseille, notamment de la période champion d'Europe (1993).



DOCUMENT FRANCE 3

## André Rieu

Sa coiffure de jeunesse lui a valu à l'ENA le surnom de «André Rieu», en référence au violoniste. Ci-contre au lycée Henri-IV pour la photo de classe 96-97.

## Piano

Le nouveau chef de l'État a fait dix ans de piano et obtenu un troisième prix au conservatoire d'Amiens.



# Les Macron boys d'En

Ce sont les hommes du futur président. Ceux qui ont formé sa garde rapprochée durant une campagne épique, riche en rebondissements et tensions. Quelques hauts fonctionnaires ultracapés et une fournée de trentenaires partis à l'assaut du pouvoir dans le sillage d'Emmanuel Macron. Durant de longs mois, ils ont œuvré sans relâche à la victoire de l'ancien ministre. Dimanche, quand il franchira les portes de l'Élysée pour s'asseoir dans le fauteuil de François Hollande, beaucoup le suivront de près.

Parmi eux, des conseillers de Bercy, à ses côtés depuis la loi croissance, première incursion véritable de Macron dans le débat public et sa première bataille parlementaire. Ainsi d'Alexis Kohler, son ancien directeur de cabinet, auquel est promis le poste prestigieux de secrétaire général de l'Élysée (*lire ci-contre*). C'est vrai aussi d'Ismaël Emelien, éminence grise de l'ancien ministre, de Stéphane Séjourné et de Sibeth Ndiaye, pressentie pour s'occuper de la presse au Château. Pièces rapportées de la campagne, Jean-Marie Girier, Sylvain Fort et la jeune plume Quentin Lafay seront aussi de l'aventure. Et sans que leur sort ne soit encore tranché, d'autres renforts précieux durant la campagne pourraient les rejoindre. C'est notamment le cas du diplomate Aurélien Lechevallier, que Macron avait rencontré à Sciences-Po par l'intermédiaire d'un de ses amis, l'universitaire Marc Ferracci, qui l'a conseillé sur les affaires internationales. Ce pourrait être aussi le cas de Clément Beaune, ancien de son cabinet à Bercy qui, en parallèle de son poste d'adjoint au directeur général de Paris Aéroport, l'a piloté sur les affaires européennes. Dimanche soir, ces deux-là étaient au QG d'En marche pour répondre aux messages de félicitations venus du monde entier.

Plusieurs cependant manquent à l'appel. A commencer par l'un de ses plus fidèles, Julien Denormandie. Directeur adjoint du cabinet de Macron à l'Économie, ce père de famille nombreuse de 36 ans serait promis à un poste prestigieux dans l'administration ou le gouvernement. Porte-parole de campagne et ancien vice-président PS du conseil départemental de Saône-et-Loire, Benjamin Griveaux devrait, lui, se présenter aux législatives. *Last but not least*, Richard Ferrand, le secrétaire général d'En marche et député socialiste du Finistère, qui n'a plus quitté l'ancien ministre de l'Économie depuis l'expérience initiatrice et homérique qu'a été la loi Macron, pourrait atterrir à Matignon, ou du moins avoir un rôle majeur dans le prochain gouvernement.

NATHALIE RAULIN



## ALEXIS KOHLER LE BRAS DROIT DISCRET

C'est à lui qu'Emmanuel Macron confie les clés de l'Élysée, comme secrétaire général. Ce rôle de premier plan dans le dispositif présidentiel est à l'aune de la confiance que le désormais chef de l'État place dans ce haut fonctionnaire, comme lui surdiplômé (Sciences-Po, Essec, ENA). Depuis



AFP

trois ans, les deux hommes travaillent en liaison étroite, souvent jusque tard dans la nuit. Les circonstances les ont rapprochés. Camarade de promo (Averoës) de Fleur Pellerin et d'Audrey Azoulay, passé par le Trésor avant d'être détaché dans des organisations internationales (FMI et Banque internationale pour la reconstruction et le développement), Alexis Kohler devient numéro 2 du cabinet de Pierre Moscovici à Bercy après la victoire du PS en 2012. Après le départ de l'ancien ministre des Finances pour Bruxelles, le haut fonctionnaire peine à trouver un point de chute, Arnaud Monte-

bourg (toujours en poste à Bercy) bloquant les nominations des anciens cadres du cabinet Moscovici. L'arrivée de Macron change la donne. Un temps pressenti pour le remplacer comme conseiller à l'Élysée aux questions économiques, il devient finalement son «dircab» à Bercy. Durant les centaines d'heures de préparation de la loi Macron, la bonne entente des débuts se mue en amitié. Macron se repose bientôt totalement sur ce bras droit, aussi discret qu'efficace. À l'automne 2015, Kohler est de toutes les réunions préparatoires au mouvement sur lequel Macron veut appuyer sa conquête du pouvoir. Privé de job après la démission du ministre, le haut fonctionnaire se recase à la compagnie de fret maritime MSC, dont il devient le directeur financier. Fin 2016, son nouvel employeur réclame sa présence physique à Genève. C'est essentiellement à distance qu'il suit l'évolution de l'aventure macronienne. Néanmoins, par mails et boucles WhatsApp, le conseiller spécial reste en contact permanent avec le candidat et ses anciens équipiers du ministère vde l'Économie. Indispensable toujours.

## ISMAËL EMELIEN LE SPÉCIALISTE DE L'OPINION

Inspirateur et maître d'œuvre de la partie d'échecs que Macron a engagée en lançant son mouvement, ce trentenaire à son bureau réservé à l'Élysée. Sa fidélité, sa connaissance des mouvements de l'opinion et son sens tactique en font un collaborateur précieux pour le Président. Lequel ne doute pas de son total dévouement. En marche lancé, Emelien est le



M. CHAUMEIL

premier à lâcher le cabinet de Macron à Bercy pour l'embryon de parti où tout reste à faire. Entre les deux hommes, les liens sont déjà faits d'affection réciproque. Leur rencontre remonte à 2009, autant dire au berceau s'agissant d'Emelien, qui n'obtient son diplôme de Sciences-Po que l'année suivante. Entre l'ancien rapporteur de la commission Attali, engagé derrière Hollande, et l'ex-petite main de la campagne de DSK pour la primaire de la gauche, et coordinateur (en 2012) d'un ouvrage collectif intitulé *Repenser l'action publique*, les préoccupations convergent. Quand à l'été 2014, Macron, qui vient de quitter l'Élysée, envisage de monter un cabinet conseil doublé d'un site tourné vers l'enseignement, il associe Emelien à son projet. Ils ne se sont plus quittés.

# marche à l'Elysée

Les artisans de la réussite de l'ex-ministre devraient le suivre dans son ascension. Parmi eux, de nombreux trentenaires, peu de femmes.



## JEAN-MARIE GIRIER LE PILIER DE LA CAMPAGNE

C'est à lui que va revenir la délicate mission de gérer l'agenda présidentiel comme chef de cabinet. A la manœuvre pour Macron depuis septembre 2016, Jean-Marie Girier a conquis son respect par sa connaissance des rapports de force locaux, son sens du timing électoral et sa discrétion, jusqu'à prendre en douceur les rênes d'une campagne hors norme. Conseiller de l'ombre par goût, le trentenaire, diplômé de sciences politiques et de communication, n'a ni compte Twitter ni activité sur Facebook et il entretient des contacts aussi rares que prudents avec la presse... Chaudement recommandé à Emmanuel



A. GUILHOT. DIVERGENCE

Macron par le sénateur et maire de Lyon, Gérard Collomb, qui avait fait de cet encarté au PS son chef de cabinet à la métropole lyonnaise, Jean-Marie Girier a par le passé contribué à structurer le «pôle des réformateurs», l'aile droite du parti. Dans l'équipe d'En marche, il était l'un des rares à avoir participé activement à la campagne présidentielle de François Hollande. Son expérience politique, sa connaissance précise du terrain électoral et son sens de l'organisation en ont fait un des hommes pivot de la campagne.

## STÉPHANE SÉJOURNÉ LE CONSEILLER TOUT-TERRAIN

Ce conseiller d'Emmanuel Macron devrait jouer un «rôle clé» à l'Elysée. Sans que le périmètre de ses fonctions ne soit encore bien défini, le diplômé de droit de 32 ans devrait continuer de faire le lien avec les élus hexagonaux. Stéphane Séjourné, encarté au PS, s'est lancé à corps perdu dans le combat politique dès la fac. Le blocage de l'université de Poitiers contre



DR

le contrat première embauche (CPE) fait partie de ses premiers faits d'armes. Assagi, il décroche en 2012 un poste au cabinet de Jean-Paul Huchon, président PS d'Ile-de-France. Le désir de se rapprocher du pouvoir le pousse à frapper à la porte de Macron, tout juste arrivé à Bercy. Embauché comme conseiller parlementaire, ce militant rompu aux traquenards politiques s'impose comme un conseiller fiable et avisé lors des débats sur la loi croissance. Il est par la suite des réunions secrètes qui précèdent le lancement d'En marche. Quand Macron démissionne du gouvernement, Stéphane Séjourné le suit. Il s'occupe dès lors du maillage territorial du mouvement, de la récolte des parrainages aux investitures aux législatives, en tandem avec Jean-Paul Delevoye.

## SYLVAIN FORT LE COMMUNICANT INTELLO

C'est à ce normalien, agrégé de lettres classiques, que va incomber la communication présidentielle. Et pas simplement médiatique. A 45 ans, Sylvain Fort devrait rapidement prendre en mains les «grands discours» du chef de l'Etat, devenir sa plume officielle. Pour ce communicant, passé par BNP-Paribas et l'agence de com DGM Conseils, avant de monter sa propre structure, Steele & Holt, c'est un vrai virage professionnel. C'est comme prestataire de services qu'il rejoint l'équipe de Macron en août 2016. Pris dans le tourbillon, il fait montre d'une plasticité intellectuelle



DR

et, victime d'un accident de scooter en décembre où il s'est fracturé l'épaule, d'une vraie résistance physique. En rejoignant l'Elysée, il abandonne une part de cette autonomie dont il usait jusque-là pour entretenir ses passions variées (et notamment un site reconnu sur la musique classique). Auteur régulier d'articles d'analyse économique et très au fait des problématiques de défense, le désormais expert en dialectique macronienne aura à l'Elysée matière à exploiter ses différents centres d'intérêts.

Richard Ferrand, secrétaire général d'En marche, et Emmanuel Macron, le 6 février en meeting au théâtre Bobino de Paris. PHOTO BRUNO KLEIN. DIVERGENCE



reste à déterminer. Dans l'entre-deux-tours, l'éditeur japonais de solutions de cybersécurité Trend Micro avait publié un rapport révélant de précédentes cyberattaques contre En marche. Les pirates avaient utilisé la méthode du *phishing*, ou «hameçonnage»: des mails sont envoyés avec des liens renvoyant vers de fausses pages d'accueil de messagerie. Croyant être sur un site connu, la victime renseigne ses identifiants et mot de passe, qui arrivent chez l'attaquant...

Trend Micro avait attribué cette campagne à Pawn Storm, un groupe lié, selon les autorités américaines, au renseignement militaire russe, le GRU. Le même groupe avait, d'après Washington et plusieurs entreprises de cybersécurité, piraté le Comité national démocrate (DNC), dont les mails avaient fini par être diffusés par WikiLeaks. La ressemblance avec l'attaque contre l'équipe de Macron est frappante, mais loin d'être suffisante pour conclure à une nouvelle implication de la Russie. Le directeur de la stratégie pour l'Europe du Sud chez Trend Micro, Loïc Guézo, indique à Libération que «rien ne permet formellement de faire le lien avec Pawn Storm». Une analyse que partage le directeur scientifique à l'Institut des hautes études de la sécurité et de la justice et auteur de la *Cybersécurité* («Que sais-je?», PUF), Nicolas Arpagian: «Je reste persuadé que pirater un comité de campagne n'est pas chose difficile. L'origine étatique est possible ici, mais elle ne s'impose pas d'elle-même à partir des moyens techniques, humains et financiers nécessaires pour mener l'attaque...» Élément technique troublant: des termes en russe, écrits en cyrillique, apparaissent dans les métadonnées de certains documents. Involontaire avec ou faux indice laissé à dessein?

### Comment les documents se sont-ils propagés?

La diffusion des «MacronLeaks» rappelle furieusement celle de la rumeur sur le prétendu compte offshore du candidat mercredi. Le point de départ est l'apparition, vendredi à 20h35 heure française, d'un message sur le forum anonyme américain 4chan, dans sa section dite «politiquement incorrecte», repaire de l'extrême droite anglophone. Ledit message renvoie à un texte publié sur le site de partage Pastebin, qui liste des liens de téléchargement pour huit archives différentes. L'ensemble est décrit comme «des mails [...], ainsi que des documents originaux et photos» émanant de l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron.

Comme mercredi soir, les documents sont d'abord relayés sur Twitter par des militants de l'alt-right, dont Jack Posobiec, membre de Citizens for Trump. On retrouve également le récent (il est apparu en décembre) site de «réinformation» Disobedient Media: moins de vingt minutes après l'annonce sur 4chan, son rédacteur en chef, William Craddock, publie un article sur la «fuite»... Le chercheur et blogueur belge Nicolas Vanderbiest a par ailleurs noté que les deux premiers relais francophones des «MacronLeaks» sont «connus pour être russophiles», comme il l'a expliqué à Libération. Peu avant minuit, c'est au tour de cadres du Front national – à commencer par le vice-président du parti, Florian Philippot – de s'emparer publiquement de l'affaire.

Mais dans la dynamique de diffusion, un autre acteur a ici joué un rôle de premier plan: WikiLeaks. Dès 21h30, l'organisation de Julian Assange relaie sur Twitter les liens vers les documents, en précisant:

«Possible blague de 4chan. Nous vérifions.» Par la suite, elle en relaiera d'autres, les premiers ayant cessé de fonctionner. Ce n'est certes pas la première fois qu'elle joue la chambre d'écho de «fuites» qu'elle n'a pas elle-même publiées. Mais, a minima, son zèle interroge. Au-delà même de la publication pendant la présidentielle américaine des mails du DNC – dans lesquels figuraient de très nombreuses données personnelles – et du directeur de campagne de Hillary Clinton, John Podesta, le compte Twitter de WikiLeaks relaie depuis des mois la vision «campiste» d'un monde coupé en deux, où l'ennemi est toujours à l'Ouest, au point d'apparaître de plus en plus calé sur l'agenda du Kremlin. Vendredi soir, son premier diagnostic était d'ailleurs que les «MacronLeaks», trop tardifs pour affecter le vote en France, seraient utilisés pour accroître «l'hostilité envers la Russie et les dépenses de surveillance»...

### Quel peut être le but de la manœuvre?

Le timing de publication de la «fuite» peut étonner. «A quoi bon sortir, si peu de temps avant la fin de la campagne, une masse de documents non triés?» s'interroge Nicolas Arpagian. Pour lui, «la démarche a un caractère un peu vain, sinon ce n'est une pollution supplémentaire. Publier un document isolé qui pointerait vers un élément problématique aurait été tout autre chose, or en l'occurrence il y a très peu d'informations».

Comme d'autres rédactions, Libération a pu accéder aux documents, qui nécessitent un travail d'enquête et de recoupements impossible à mener dans un délai aussi court, a fortiori quand les principaux intéressés avaient interdiction de s'exprimer jusqu'à dimanche soir, 20 heures. En tout état de cause, aucune information explosive n'a jusqu'ici fait surface à partir de ces archives, qui contiennent par ailleurs de nombreuses données personnelles (adresses mails, numéros de téléphone, coordonnées bancaires, grilles de salaires...). «Reste une vraie question: est-ce un solde de tout compte ou un avertissement sur quelque chose à venir pendant la séquence politique qui s'ouvre jusqu'aux législatives?» s'interroge une source sécuritaire française.

### Quelles suites?

Le parquet de Paris a ouvert dès vendredi soir une enquête pour piratage et «atteinte au secret des correspondances». Compte tenu de la difficulté à remonter la piste d'un piratage, elle risque d'être longue, sans garantie aucune qu'elle permette de recueillir des preuves formelles sur l'origine de la cyberattaque, sans parler d'un éventuel commanditaire... C'est l'une des raisons pour lesquelles les autorités françaises sont généralement d'une très grande prudence en matière d'attribution. Pour autant, ces derniers mois, l'exécutif n'a pas hésité à mettre en avant les capacités cyberoffensives de la Défense, et la possibilité de représailles. Ainsi, le 15 février, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, lançait à l'Assemblée nationale que la France n'accepterait «aucune ingérence» dans son processus électoral, et pourrait répliquer au besoin par des «mesures de rétorsion». Samedi, François Hollande lui a fait écho: «On savait qu'il y avait ces risques-là durant la campagne présidentielle, puisque ça s'était produit ailleurs, a déclaré le président sortant. Rien se sera laissé sans réponse.»

Une finaliste à l'élection présidentielle qui, en fin de débat télévisé, balance une phrase anodine sur un supposé compte bancaire aux Bahamas que posséderait son adversaire («fake news» entretenue sur les réseaux sociaux par des comptes authentifiés experts en complotisme); un responsable d'extrême droite qui tweete, vingt minutes avant l'interdiction faite aux politiques de s'exprimer, des insinuations concernant la mise en ligne de mails piratés d'En marche; ce même responsable qui retweete sciemment des faux grossiers malgré les preuves de l'imposture; un militant de l'ultradroite américaine qui organise depuis les Etats-Unis la circulation de pseudo-informations issues d'une manipulation et qui demande même à être entendu par le Parlement français pour lui faire part de pseudo-révélation... Non, nous ne rêvons pas. Voilà le genre de choses qui se produisent désormais juste avant et même pendant la trêve électorale. Trêve dépassée avec Internet et la multiplication des canaux d'information, à

BILLET

Par  
DAVID CARZON

## Hypocrisie

l'heure où l'extrême droite détourne les outils de la démocratie pour les retourner contre elle et prendre le pouvoir.

L'hypocrisie qui règne sur la question des sondages – qui circulent malgré les interdictions – est la même pour ces tentatives de manipulation de dernière minute. Après la fuite organisée des mails d'En marche vendredi soir, la Commission nationale de contrôle de la campagne électorale a conseillé samedi matin aux médias et aux citoyens de «ne pas relayer ces contenus» sur les réseaux sociaux et à «faire preuve d'esprit de responsabilité». Comme si Libération allait s'amuser à publier les documents de cette fuite au mépris de toute éthique journalistique. Au fond, elle nous demande de ne

pas faire notre travail afin de donner l'illusion de respecter une loi obsolète, alors que les spécialistes de la désinformation exploitent cette période pour diffuser en masse leur propagande. Pour nous, la réponse est claire: nous ne baisserons pas la garde. Car nous ne brisons aucune trêve quand il s'agit de dénoncer et de déconstruire de telles manipulations dont le but est de fausser les règles du jeu démocratique. Il serait même criminel de nous taire et de laisser le champ libre à ceux qui connaissent bien les rouages de la contamination numérique et qui comptent en profiter tout en donnant l'illusion de respecter la loi. Voilà ce qui nous attend lors des prochaines campagnes électorales. Sans compter les risques de manipulation liés à la circulation sous le manteau de sondages interdits en période de trêve. Il serait temps que notre législation prenne la mesure de ces nouveaux risques. A voir comment certains utilisent la liberté offerte par la démocratie, on imagine ce qu'ils pourraient en faire une fois au pouvoir. ◆

PUBLICITÉ

# PRÉSIDENT E. MACRON



- 980 ex. en Or  
ø 21 mm  
Or 585‰  
3,494 g.
- 4 900 ex. en Argent  
ø 30 mm  
Argent 800‰  
9,5 g.

Revers : Palais de l'Élysée

## LA PIÈCE DE L'ANNÉE 2017 !

Avers

COMMANDES RAPIDES  
6008C / P7255

**0892 35 05 22**  
Service 0,40 € / min  
+ prix appel  
Commandes: de 8h à 20h - 7 jours / 7

[www.tresorupatrimoine.fr](http://www.tresorupatrimoine.fr)  
 Paiement sécurisé

À retourner sous enveloppe SANS AFFRANCHIR à :  
Club Français de la Monnaie Libre Réponse 971-75 - 75851 Paris Cedex 17

Veillez enregistrer ma préinscription à :  
1520649 ex. **Président E. Macron** en Argent BE  
au prix unitaire de 59 € (5 par foyer), soit .....€

1500563 ex. **Président E. Macron** en Or BE  
au prix unitaire de 280 € (2 par foyer), soit .....€

Participation forfaitaire aux frais de traitement .....6,95€

**TOTAL : .....€**

M<sup>me</sup>/M. \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Date \_\_\_\_\_

Signature obligatoire ▶

**Je n'envoie pas d'argent maintenant. Je réglerai le montant de ma commande, à réception de facture en 1 seul versement ou en 4 mensualités (sans intérêts ni agios, pour une commande supérieure à 120€). Sous réserve d'acceptation par nos services.**

6008C / P7255

Conformément à la loi informatique et libertés du 06.01.1978 (Art. 27), vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données personnelles vous concernant.



Par  
**DOMINIQUE ALBERTINI**  
Photo **ALBERT FACELLY**

**A** quel moment perd-on une élection? Pendant la campagne, jugeront certains, parce qu'elle a été mal conçue, mal menée. Bien avant, diront d'autres, cherchant le vice à la source. Marine Le Pen a désormais cinq ans pour méditer là-dessus, et nous aussi. Que la candidate du Front national puisse l'emporter dimanche, peu de ses proches l'envisageaient sincèrement. Que la défaite soit si sévère, en revanche, voilà qui n'était pas au programme. Et que la fin de campagne prenne l'allure d'un effondrement politique et moral, encore moins. Malgré son accession au second tour, Le Pen ne sort pas renforcée du scrutin. Il lui faudra un excellent résultat aux législatives pour retrouver, auprès de ses propres troupes, un crédit aujourd'hui entamé.

Paradoxe: ce constat intervient après que l'intéressée a battu, dimanche, un nouveau record électoral. Jamais un candidat du Front national n'avait réalisé un tel score dans une élection présidentielle. Jamais le parti ou ses représentants, tous scrutins confondus, n'avaient recueilli autant de bulletins.

Il ne faudra pas oublier de le noter: une part considérable de l'électorat voit dans le «souverainisme intégral» de Le Pen une solution acceptable, voire désirable, aux problèmes du pays, et n'hésite plus à exprimer publiquement cette adhésion. Deux nouveautés à mettre au crédit de la présidente («en congé») du FN.

Un tel dénouement peut-il être qualifié d'échec pour celle-ci? Il suffit, au fond, de la prendre au mot: ces dernières années, elle et ses proches n'ont eu de cesse de présenter leur mouvement comme le «premier parti de France», et de juger leurs idées «majoritaires» dans le pays. Lorsqu'elle prend la tête du FN, en 2011, Marine Le Pen incarne cette ambition: conquérir et exercer le pouvoir, après des années de stérile contestation sous l'autorité de Jean-Marie Le Pen. L'objectif vaudra à ce dernier son exclusion, et à l'appareil frontiste un sévère dressage, compensé seulement par l'odeur du triomphe à venir.

Conjugués à une longue crise économique, au désaveu massif du pouvoir sortant et à une série d'attentats islamistes, ces ajustements devaient ouvrir les portes de l'Élysée à l'autoproclamée «candidate du peuple». Dimanche, il a fallu se rendre à l'évidence: l'effort sera plus long que prévu. Peut-être même appartiendra-t-il à d'autres que Marine Le Pen de le mener à terme.

#### «On vient, on casse tout, on repart»

Si l'élection se perd pendant la campagne, alors prenons celle-ci à son commencement. Au tout début était Ecouis, village de 850 habitants dans l'Eure et théâtre en janvier de l'un des premiers déplacements de la prétendante à l'Élysée. Entourée de caméras et de sympathisants des environs, Marine Le Pen s'extrait de son véhicule et s'engouffre dans la

Maison des services publics de la commune. L'idée peut surprendre: venue dénoncer l'abandon des collectivités rurales, la voilà dans un lieu y assurant, au contraire, le maintien de nombreux services. Elle n'y passera que quelques minutes – assez pour étonner le personnel par sa mauvaise connaissance du dispositif. A la fin de la visite, une employée sanglote, bousculée par des journalistes en quête d'images de la candidate. Qui fonce déjà vers une autre rencontre, ailleurs dans la région. «On vient, on casse tout, on repart», déplore alors un élu frontiste. *Tant que ça fait des images sur BFM, on est content.* Réserves évacuées d'un haussement d'épaules par l'entourage mariniste. A la toute fin, mercredi, était le débat de second tour. Beaucoup a déjà été écrit sur la curieuse performance d'une Marine Le Pen désinvolte et parfois triviale, en rupture

avec la «hauteur gaullienne» censée transfigurer sa campagne. Les jours suivants, de nombreux marinistes confiaient leur consternation. «Le lendemain du débat, un militant m'a appelé pour me dire: "On se casse le cul depuis cinq ans, et tout est bousillé en une soirée!"» rapporte un frontiste provençal. *Il n'a pas été le seul à penser cela, loin de là. Alors que d'habitude, nos militants sont des soutiens indéfectibles.*

Pour un membre du bureau politique du FN, «le côté présidentielle de Marine a clairement pris du plomb dans l'aile ce soir-là. Il ne sera pas facile de s'en relever». Et «chez les techniciens qui ont bossé le programme, c'est de la colère froide, ils ont l'impression d'avoir travaillé pour rien», confie un autre. Signe que l'on ne se faisait guère d'illusions dimanche dans le camp Le Pen: dès la veille, la presse était prévenue que la soirée électorale,

organisée dans une salle du bois de Vincennes, se déroulerait à huis clos à partir de 22 heures.

#### Cacophonie

La campagne mariniste n'aura certes pas manqué de temps forts, ni de bonnes idées. Tel le ralliement de Nicolas Dupont-Aignan, première brèche dans le traditionnel isolement frontiste. Ou encore ces «mini-meetings» organisés dans de petites communes, voire dans des fermes, sur fond de bottes de foin: Le Pen a regretté de ne pas avoir plus exploité ce format, excellent complément à sa tournée des Zénith.

On retiendra aussi que d'autres initiatives se seront finalement retournées contre la candidate. Comme sa démission provisoire de la présidence du FN, éclipsée par l'intérêt de son remplaçant, Jean-François Jalkh, pour les thèses négationnistes. Ou le passage au second plan,

en fin de campagne, de la question européenne: censé rassurer l'électorat, cet amendement n'a provoqué qu'une assourdissante cacophonie parmi les orateurs frontistes quant aux modalités du changement de monnaie.

Enfin, c'est à des armes peu honorables qu'aura recouru le camp Le Pen ces derniers jours. Qu'il s'agisse de suggérer sans preuves l'existence d'un compte bancaire caché de Macron ou d'accuser ses sympathisants de projeter l'agression de Marine Le Pen, mensonges et insinuations auront fait office d'ultimes cartouches pour certains marinistes. Le tout appuyé sur de grossiers faux circulant sur le Web: ceux-ci ont été abondamment relayés par des sympathisants de Le Pen et, plus inquiétant, par de hauts responsables du FN, à l'instar de Florian Philippot, qui a aussi fait son miel des «MacronLeaks» (lire pages 18-19).

# Le FN en pleine crise de croissance

Malgré un nombre de voix historique pour le parti, Marine Le Pen échoue aux portes de l'Élysée, loin de la barre des 40%. Un résultat décevant pour la candidate de l'autoproclamé «premier parti de France», qui avait tout fait pour adoucir son image avant de craquer dans la dernière ligne droite.

RÉCIT

Ce retour sur la campagne n'épuise pas les raisons de l'échec. Mais il relativise l'évolution du mouvement depuis la passation de pouvoir à sa tête. Les derniers jours auront révélé les limites personnelles d'une candidate incapable (ou peu désireuse) de s'arracher pour de bon à l'habitus lepéniste. *«Elle s'est laissée pousser sur des positions de bourrin, déplore un cadre FN. De toute façon, chez elle, c'est toujours le dernier qui parle qui a raison. On ne dira pas qu'elle s'est plantée tout du long, mais après cette fin de campagne, la question du leadership se pose.»*

### Ravalement de façade

Le résultat du vote interroge aussi la stratégie suivie depuis six ans par Marine Le Pen – que son second, Florian Philippot, aura encouragée plutôt que créée. «Ni droite ni gauche»: derrière ce slogan, l'ambition de s'adresser aux deux camps à la

fois pour ressusciter l'hétéroclite majorité qui avait, en 2005, rejeté le traité constitutionnel européen. Cette ligne a été suivie à la lettre par Le Pen dans l'entre-deux-tours. Vue de son camp, la candidate a même pu donner l'impression de solliciter davantage l'électorat mélancolique que filloniste. Elle n'aura finalement séduit qu'une petite partie des deux bords. De quoi encourager ceux qui, en interne, plaident pour un ancrage à droite du FN.

Dans l'immédiat, ce sont les législatives de juin, plutôt que ce débat interne, qui devraient occuper les esprits. Le parti espère être en mesure de constituer, pour la première fois depuis 1986, un groupe parlementaire, soit au moins 15 députés, en association avec le parti Debout la France de Dupont-Aignan. Rien d'irréaliste dans cet objectif, qui représente tout de même une sorte de minimum pour un mouvement ayant

**Le résultat des législatives déterminera l'intensité de la chasse au coupable à laquelle pourrait se livrer l'appareil frontiste.**

quelques semaines plus tôt, accédé au second tour de la présidentielle. Marine Le Pen n'a pas encore indiqué si elle serait candidate dans son habituelle circonscription de Hénin-Beaumont. Dans l'affirmative, sa possible victoire l'obligerait à choisir entre ce mandat et celui qu'elle exerce au Parlement euro-

péen. Même incertitude autour de sa nièce, Marion Maréchal-Le Pen, députée sortante et coqueluche des militants, mais régulièrement touchée par la tentation du retrait.

Le résultat des législatives déterminera l'intensité de la chasse au coupable à laquelle pourrait ensuite se livrer l'appareil frontiste. Dans la foulée du débat, de premières salves étaient discrètement tirées en direction de Philippe Olivier, beau-frère de Marine Le Pen et l'un de ses principaux conseillers. D'autres n'ont pas renoncé à cibler Philippot: le vice-président du FN, au rôle plus dilué que d'habitude durant cette campagne, reste l'objet d'une solide rancune de la part de nombreux cadres pour son influence jugée excessive auprès de Le Pen. Quant à cette dernière, une remise en cause de son pouvoir sur le parti reste improbable, sauf lourde défaite aux législatives. Un tel putsch ne serait guère

dans la culture du parti, et se heurterait au manque d'alternatives internes. Dimanche soir, Marine Le Pen a semblé préempter elle-même le débat à venir, en annonçant *«une transformation profonde»* du FN, dont les détails restent encore inconnus. Sans cesse repoussée, l'idée d'un parti rebaptisé sera très certainement au programme. Reste à savoir si ces changements attendront le prochain congrès du FN, prévu en 2018.

C'est aussi une actualité judiciaire qui devrait s'imposer à Marine Le Pen. Après avoir refusé d'apparaître devant les juges durant la campagne, elle pourrait être directement mise en cause dans l'affaire des assistants européens du FN. Plusieurs de ses proches, dont un vice-président et le trésorier du parti, seront, eux, en procès dans *«l'affaire Jeanne»*, pour des faits présumés d'escroquerie au détriment de l'Etat. ◀

A Ennemaïn (Somme),  
jeudi, où Marine  
Le Pen a effectué  
son dernier meeting  
de campagne.



A Bab el-Oued. Ce quartier populaire d'Alger est constitué d'immeubles datant de la colonisation qui tombent en décrépitude.

PHOTO ROMAIN LAURENDEAU, HANS LUCAS

# Le logement, «drame des jeunes Algériens»

La politique de construction de Bouteflika s'est essoufflée à mesure que les cours du pétrole ont chuté, alors que la demande, elle, ne cesse d'augmenter. Illustration à une quinzaine de kilomètres d'Alger où des habitants ont attendu vingt-deux ans avant d'obtenir un appartement social dans la Cité verte, un bloc d'immeubles baclé.

**REPORTAGE**



Par **CÉLIAN MACÉ**  
Envoyé spécial à Alger

Pendant la nuit, quelqu'un a gravé avec une clé des insultes sur la portière de son pick-up. «Mal élevé, pédé», traduit en s'étranglant Tawfik Bekhlil, 29 ans, qui fait le pied de grue devant son bloc d'immeubles pour demander des comptes au voisin qu'il soupçonne d'être le vandale. Il ne devrait pas le manquer : il n'y a qu'une seule voie d'accès à la Cité verte, sortie de terre il y a un an. Elle n'a de vert que le nom : les quelques plantes disposées à la hâte pour l'inauguration n'ont pas résisté et l'ombre est rare dans le nouveau quartier, situé à une quinzaine de kilomètres à l'ouest d'Alger et laborieusement relié à la commune d'Ouled Fayet par un pont autoroutier. La Cité verte est l'un des innombrables chantiers de logement social de l'Etat algérien, qui s'est lancé dans une course frénétique à la construction au début des années 2000. «On a emménagé dans un F3 avec mes

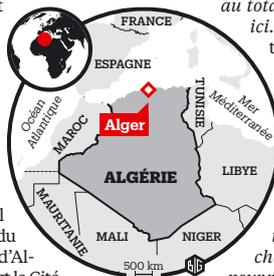
cinq frères et sœurs, et mes parents. Avant, on habitait dans une baraque illégale, on peut dire un bidonville, à 12 kilomètres de là, qui a été rasé, relate Tawfik Bekhlil. Mon père a attendu vingt-deux ans pour être relogé.» Lui aussi a déposé un dossier. Il fait le calcul en lissant sa moustache clairsemée : «Si j'attends vingt-deux ans moi aussi, j'aurai 51 ans. En attendant, je fais quoi ? Je dors ici ? J'ai pensé à me marier, mais ce n'est pas possible de ramener une femme dans le F3 de mes parents !»

## HUMIDITÉ

Dans la pièce nue où il dort avec ses frères, le plâtre s'effrite. «Quand je me retourne la nuit, je donne parfois un coup de coude, et ça tombe tout seul», s'énerve Tawfik Bekhlil. Pour le prouver, il gratte le mur avec le doigt, comme on s'acharnerait sur une plaie. Le jeune homme est menuisier, il gagne - à la pièce - 35 000 dinars par mois (290 euros). A Alger, «c'est impensable» de trouver un appartement en location avec un tel revenu, assure-t-il : «Je suis coincé. Je passe le ramadan avec ma mère, et après, je tenterai peut-

être ma chance en Europe.»

Une quarantaine de petits immeubles ont été construits ces dernières années à Ouled Fayet, et autant sont en chantier autour de la Cité verte. Seuls les entreprises et les travailleurs chinois peuvent assurer un tel rythme de construction. «Un ou deux ans» leur suffisent pour livrer les bâtiments. Collés aux sites de travaux, des préfabriqués abritent les employés : les Chinois sont les plus nombreux, mais les chantiers voient aussi passer des Africains subsahariens ou des Turcs. Du cinquième et dernier étage de sa tour orange et crème, Younes Laadjal, 38 ans, lunettes de soleil et maillot de foot du Mouloudia Club d'Alger, pointe du doigt la Cité verte. Lui habite de l'autre côté du terrain vague, dans une cité de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL).



Réservés aux Algériens dépassant le plafond de ressources de «la sociale», les appartements AADL sont très prisés par la classe moyenne, elle aussi exclue d'un marché locatif prohibitif. Ils permettent un accès à la propriété à un prix dérisoire car subventionné à 70 %. Younes connaît par cœur toutes les dates de son dossier. «Je me suis inscrit le 17 août 2001, j'ai reçu mes clés le 12 juin 2016. J'ai payé les quatre tranches de vente, 12 000 euros au total, avant d'atterrir ici.» Quinze ans d'attente, pour, à l'arrivée, «être déçu». «Le quartier est vide. La mosquée est presque finie, mais il n'y a pas d'école, de parc, de commerces et, avec les embouteillages, je pars de chez moi à 6 heures pour rentrer à 20 heures.»

Après avoir emménagé, Younes a dû engager 5 000 euros de travaux pour les finitions de son F4. Dans sa chambre, le plafond est noirci

et écaillé par l'humidité. Il estime pourtant que sa situation s'est améliorée. Il vivait chez ses parents depuis trois ans, avec son épouse de 30 ans et sa petite fille. Son salaire de fonctionnaire est de 70 000 dinars mensuels (580 euros) et sa femme travaille à la télévision. Ici, le loyer (qui, pendant une vingtaine d'années, permet en fait de terminer le paiement de l'appartement) est seulement de 50 euros. A Alger, ils n'ont jamais réussi à trouver une location à un prix accessible. Un recensement effectué en 2008 avait pourtant comptabilisé 1 million de logements non occupés en Algérie. Mais la méfiance envers la location est telle que leurs propriétaires exigent des garanties exorbitantes (souvent un an de loyer d'avance) ou attendent tout simplement de pouvoir vendre. Le prix du locatif privé a ainsi quintuplé entre 2004 et 2011, pointe un rapport des Nations unies. «Malgré les programmes de construction massifs, le logement est le drame des jeunes Algériens. En restant chez ses parents, l'homme algérien est empêché de devenir adulte,



une rente, désormais perçue comme un dû, un cadeau qui est la clé de la promotion sociale.»

### BABY-BOOMERS

En accédant à la présidence, en 1999, Abdelaziz Bouteflika engage le pays dans un gigantesque programme de construction pour résorber les bidonvilles qui ont gonflé au rythme de l'exode rural de la décennie noire. Porté par des prix du pétrole records dans les années 2000, le gouvernement distribue à tour de bras les logements sociaux et AADL. Les villes algériennes s'étendent, plus de deux millions de nouveaux appartements sont livrés. Mais la course paraît sans fin : la génération des baby-boomers arrive aujourd'hui, à son tour, en âge d'accéder à un hébergement, au moment où le prix du baril s'est effondré. «Le budget des Etats-Unis ne nous suffirait pas pour poursuivre la réalisation des logements au rythme actuel», a mis en garde de manière inéduite le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, la semaine dernière.

«Cette politique de redistribution de la rente qui visait à acheter la paix sociale est devenue un sujet brûlant, commente Benkoula sidi Mohamed el Habib, urbaniste installé à Oran. L'Etat refuse de lâcher la main, de peur de perdre un levier très efficace de contrôle de la population.» Depuis 2011, des émeutes éclatent régulièrement lors de la publication des listes de bénéficiaires des programmes de logement, les exclus dénonçant des «magouilles» clientélistes dans le processus d'attribution. «Pour avoir un logement, il faut verser des pots-de-vin, ou avoir un bon réseau, assure notre commerçant anonyme d'Ouled Fayet. Sans cela, on peut attendre pendant vingt ans...»

Les habitants des bidonvilles étant prioritaires, une spéculation souterraine a même atteint certains taudis d'Alger. «Des riches rachètent des cabanes pour essayer d'obtenir rapidement un logement social gratuit qu'ils pourront louer, ajoute Tawfik Bekhlil. Ça me dégoûte. Dans ce pays, tout le monde marche sur son voisin.» Lui n'a pas voté jeudi, jour d'élections législatives, comme 62% des Algériens. Une rumeur courrait pourtant selon laquelle une carte d'électeur tamponnée pourrait «aider» à obtenir un logement. Certains ont-ils cédé à ce chantage, tout en refusant de donner leur voix «au système»? Deux millions d'Algériens ont placé dans l'urne un bulletin blanc ou nul, soit un quart du total des suffrages. Davantage que pour n'importe quel parti politique algérien. ◀

pointe la sociologue Fatma Ousseid, qui a réalisé une vaste enquête sur les structures familiales en Algérie. *Cela a des conséquences sur les modèles sociaux, la vie sexuelle, etc. Quant aux jeunes filles, de plus en plus diplômées, elles n'acceptent plus d'aller vivre chez leur belle-mère. Or le logement est la base matérielle nécessaire à cette émancipation.* L'âge moyen du mariage, 31 ans pour les femmes, 34 ans pour les hommes, est l'un des plus élevés au monde.

### «PACTE IMPLICITE»

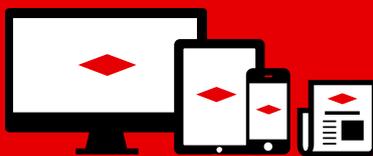
A la sortie de la mosquée de la nouvelle cité d'Ouled Fayet, un commerçant rentre chez lui, tapis de

prière sous le bras. Il veut bien donner son âge – 32 ans –, mais refuse de confier son nom car il loue un appartement AADL tout juste construit. Ce qui est illégal. Les bénéficiaires du programme sont censés résider dans leur propriété et non pas en tirer une rente locative. Dans les faits, la pratique est pourtant répandue. «Je paie 200 euros par mois, mais je n'ai pas le choix. J'ai déposé un dossier pour un logement social en 2013. Je suis marié et j'ai une fille d'un an, il fallait que je trouve quelque chose, explique-t-il. Seuls les logements d'Etat sont accessibles. Pour acheter dans le privé, à Alger, il faut vivre deux vies!»

Le rapport des Algériens au logement est «forgé par l'histoire du pays», rappelle le sociologue Madani Safar Zitoun: «Notre indépendance a été beaucoup plus brutale que dans d'autres pays. En 1962, à Alger, 200 000 logements des quartiers européens devenaient soudainement disponibles: ils ont été occupés gratuitement par les Algériens, qui libéraient à leur tour d'autres logements, squattés par les plus mal logés ou les ruraux.» Cet épisode est fondateur, rappelle l'universitaire: «C'est là que se noue le pacte implicite de la décolonisation, entre l'Etat et la population. L'Etat révolutionnaire devient le premier propriétaire

foncier et immobilier du pays, et il n'est pas regardant sur les loyers: 70% de la population ne paie pas.» Le deuxième acte historique est la loi de cession des biens de l'Etat, en 1981. «Le président Chadli, à la tête de l'Algérie à l'époque, n'est pas un socialiste. Il estime que la propriété est un élément de stabilisation sociale et décide donc de brader l'immense parc immobilier de l'Etat, qui ne rapportait rien, poursuit Madani Safar Zitoun. En quelques années, l'Algérie devient un pays de propriétaires. Les gens peuvent réaliser des plus-values extraordinaires en revendant leur bien sur le marché privé! Le logement de l'Etat devient

**ABONNEZ-VOUS**



**ABONNEZ-VOUS À LIBÉRATION**

OFFRE INTÉGRALE

**33€**

par mois, soit plus de 36% de réduction par rapport au prix de vente en kiosque.

Offre à durée libre sans engagement valable jusqu'au 31.12.2017

S'ABONNER À LIBÉ EN CONTACTANT LE 01.55.56.71.40 OU SUR WWW.LIBERATION.FR/ABONNEMENT/

# POLYNÉSIE

En quête de développement, Papeete s'est associé à The Seasteading Institute afin d'implanter des plateformes flottantes habitées. Mais derrière le vernis utopique écolo, cette organisation californienne est guidée par l'idéologie libertarienne et souvent mercantile qui prospère dans la Silicon Valley.

**ANALYSE**

Par  
**FABIEN BENOÎT**  
Correspondance à San Francisco

Res sont ceux qui se souviennent encore de *Waterworld*, éminent et épique navet hollywoodien du milieu des années 90, emmené par l'acteur Kevin Costner. Dans ce film, gros *blockbuster* à l'époque, la Terre est totalement recouverte par les océans et les survivants ont investi des atolls flottants, construits par leurs soins, dans un esprit très *do it yourself*. Sans embrasser la dimension dystopique du film – catastrophe écologique et guerre sans merci entre communautés, entre autres délits –, le long métrage peut préfigurer un certain avenir, celui de plateformes en mer, autonomes et habitées.

Le 13 janvier, dans un document rédigé à San Francisco, un «recueil d'intentions réciproques» («memorandum of understanding» dans la version anglaise), le gouvernement de Polynésie française s'est en effet entendu avec The Seasteading Institute, entreprise californienne spécialisée dans les projets d'îles artificielles, pour poser les bases du développement de plateformes flottantes aux larges des rivages polynésiens. «*Nous devons encore faire une étude de terrain, une étude du droit et des lois, obtenir l'approba-*

## Îles artificielles, l'utopie prend l'eau



Selon le projet, les îles, autonomes sur le plan énergétique, seront des zones franches au niveau fiscal. ILLUSTRATION THE SEASTEADING INSTITUTE

tion finale de la France, mais nous n'avons jamais été aussi proches d'une concrétisation [...] L'idée est d'arriver très rapidement à un test grandeur nature, à l'installation d'une première plateforme», s'enthousiasme Patri Friedman, président de The Seasteading Institute, et ingénieur chez... Google. C'est un détail qui ne peut passer inaperçu et pour cause: le dénommé Seasteading Institute est une organisation bien américaine – à l'origine non lucrative – fermement ancrée dans la Silicon Valley, financée par ses acteurs. Et porteur de ses vues politiques.

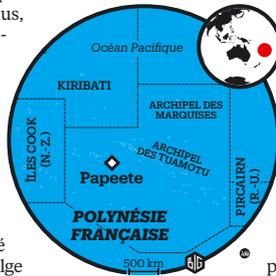
### Entreprises et centres de recherche

Le texte paraphé par les deux parties est de l'ordre de la déclaration d'intention, encore peu engageant. Mais il doit déboucher sur un nouvel accord fin 2017. Et les deux signataires semblent décidés à avancer à grands pas. Au programme, une sorte de Silicon Valley-sur-mer. Des îles artificielles composées de plateformes modulaires, ancrées aux fonds marins, truffées de technologies, et sur lesquelles pourront s'installer habitants, entreprises et centres de recherche. Des communautés flottantes qui fabriqueront leur énergie et traiteront leurs déchets. La Polynésie française étant un territoire à statut particulier, elle

bénéficie d'une grande autonomie par rapport à la métropole. Du côté du gouvernement polynésien, on se réjouit unanimement du projet. La montée des eaux menace gravement les archipels du Pacifique et une extension territoriale, habitable et habitée, apparaît bienvenue. De plus, le projet est présenté comme porteur d'activités économiques et supposé placer la Polynésie en tête de pont de l'«économie bleue». Ce concept, forgé par l'industriel belge

Gunter Pauli, recouvre l'exploitation des ressources des mers et océans pour parvenir ainsi à une autonomie énergétique totale. «Nous sommes la frontière bleue du grand Pacifique», s'est ainsi exclamé Jean-Christophe Bouissou, ministre polynésien du Logement, au moment de la signature du protocole d'accord. Ces plateformes flottantes, si elles devaient voir le jour, promettent également de fournir aux diplômés de l'archipel des débouchés et un vivier d'emplois high-tech, dans une région où le taux de chômage s'élève à 21 % de la population active, 56 %

chez les moins de 25 ans. Les formations de haut niveau dans les technologies ont beau être inexistantes en Polynésie, Marc Collins, ancien ministre du Tourisme de la collectivité et désormais ambassadeur du projet, veut croire que cela pourra



«créer un aimant pour les meilleurs et les plus intelligents».

Du côté de The Seasteading Institute, fondé en 2008 par les Américains Wayne Gramlich et Patri Friedman, on apprécie la marge d'autonomie dont bénéficie la Polynésie française ainsi que son accès – indispensable – au haut débit.

### Fiscalité avantageuse

Le protocole d'accord précise que ces nouveaux territoires en mer devraient devenir des «zones économiques spéciales», sortes de zones franches où les lois et la fiscalité seraient plus avantageuses qu'en métropole, en premier lieu pour les entreprises. C'est le concept, très libéral, de ces «ZES», inexistantes en France mais expérimentées ailleurs, notamment en Chine avec

la ville de Shenzhen, village de pêcheurs devenu mégapole et hub commercial en une trentaine d'années. D'autres pays ont testé la formule, avec plus ou moins de succès, dont l'Inde, l'Iran, la Jordanie, la Russie, l'Afrique du Sud, la Corée du Nord...

Les ZES favorisent généralement l'investissement et l'activité économique mais oublient la plupart du temps les droits des travailleurs. Selon la Banque mondiale, plus de 4 000 ZES existent aujourd'hui dans le monde.

À l'origine, Wayne Gramlich et Patri Friedman, les deux fondateurs de The Seasteading Institute, ne pensaient d'ailleurs pas implanter leurs «seasteads» dans des eaux territoriales, au large d'une île ou d'un continent, et songeaient plutôt à la haute mer où aucune souveraineté nationale ne s'applique. Mais les difficultés pratiques, notamment, ont eu raison de ce rêve. L'esprit, lui, demeure. Car au-delà de l'indispensable discours sur l'environnement et l'autonomie énergétique, il y a une philosophie et un discours politique foncièrement libéraux.

L'idée de bâtir des communautés en mer n'est à vrai dire pas neuve, depuis la britannique Radio Caroline dans les années 60, qui émettait des eaux internationales pour échapper à la censure, jusqu'aux projets architecturaux du Français Vincent Callebaut ou au laboratoire flottant de Jacques Rougerie, son «SeaOrbiter». Mais ici, il s'agit d'une utopie profondément marquée du sceau de la Silicon Valley et surtout de ses valeurs.

The Seasteading Institute a en effet été soutenu dès ses débuts par le milliardaire Peter Thiel, cofondateur de la solution de paiement en ligne Paypal et investisseur précoce de Facebook. Thiel, qui se revendique ouvertement libertarien, est devenu depuis conseiller de... Donald Trump. «Il a été notre premier soutien», confirme Patri Friedman, mais l'idée séduit beaucoup de monde dans la Silicon Valley. Larry Page, le cofondateur de Google, en a parlé, tout comme Elon Musk ou Richard Branson. Patri Friedman, 40 ans, se présente lui aussi comme libertarien, et n'est autre que le petit-fils de Milton Friedman, chantre du libéralisme et grand opposant à John Maynard Keynes. Il n'y a parfois pas de hasard.

Car l'idée de The Seasteading Institute – qui a créé depuis une nouvelle entité commerciale baptisée Blue Frontiers – n'est pas simplement de créer une zone d'activités économiques et de s'afficher comme pionniers de l'économie bleue et du développement durable, mais de créer purement et simplement de nouveaux pays, ex nihilo, qui entreraient en compétition avec les nations existantes. «Dans la Silicon Valley, quand quelque chose ne fonctionne pas, on le change, on le «disrupte», précise Patri Friedman. Notre point de vue, c'est que la gouvernance est une industrie comme une autre, et une industrie défectueuse. Les consommateurs [les citoyens, ndlr] sont mécontents, le système fonctionne mal. Il faut donc

innover. L'idée est d'expérimenter d'autres formes de gouvernements sur nos plateformes puis de permettre à chacun de choisir celle qui lui convient le mieux.»

### «Arche de Noé pour les bénéfices de Wall Street»

Si The Seasteading Institute avance prudemment, à pas de velours, là réside bien son objectif. Instaurer un «marché des gouvernements», une «gouvernance compétitive», selon les termes de Friedman. Peter Thiel lui-même s'était déjà exprimé sur le sujet. «Tout ce qui peut favoriser l'émergence de nouvelles formes de gouvernements doit être encouragé», disait-il ainsi en 2009. La question n'est pas de savoir si les «seasteads» sont possibles ou désirables. Ils sont nécessaires. Point. «Plus nous aurons d'autonomie, mieux ce sera», poursuit Patri Friedman. Nous ne sommes encore qu'au début de l'histoire mais à terme nous souhaitons décider de nos politiques migratoires, de notre système de visas, des lois concernant la technologie et l'expérimentation, ou bien encore de la monnaie. On retrouve ici un des arguments maintes fois entendu dans la Silicon Valley: les gouvernements – et la démocratie en particulier – et leurs lois freinent l'innovation, le progrès. Pour avancer, il s'agirait donc de s'en affranchir, quitte, si besoin est, à renoncer à l'idée même de démocratie. «Est-ce qu'Apple se soucie du désir de ses clients? Oui, évidemment. Mais la façon dont sont conçus les iPhones est-elle décidée par le vote des citoyens? Non, pas du tout. Pourtant cela n'empêche pas d'avoir de super iPhones», assène Patri Friedman.

Au ministère des Outre-Mer, on rappelle que le projet n'en est encore qu'à ses balbutiements, mais on reconnaît que la Polynésie française a les coudees franches pour avancer. «S'il y a des mesures d'exemption de taxes par exemple, cela fait partie des compétences constitutionnelles de la Polynésie, qui ont été récemment clarifiées avec les accords de l'Élysée, signés par François Hollande et Edouard Fritch en mars», explique Christian Lechery, ambassadeur et secrétaire permanent auprès de la communauté du Pacifique pour le ministère des Outre-Mer. Ce dossier est piloté de A à Z par le territoire de Polynésie française. Cela ne touche pas la souveraineté de l'État. Nous sommes toutefois conscients que des sociétés comme le Seasteading Institute sont traversées par différents courants philosophiques ou politiques, libertariens notamment.»

Les détracteurs de The Seasteading Institute, tel le journaliste Alexandre Taliario, installé en Polynésie et cité par le quotidien anglais The Guardian, craignent que le projet ne soit en réalité qu'un refuge pour les super-riches, désireux de s'émanciper des États et de leurs taxes. «une arche de Noé pour les bénéfices de Wall Street».

Pour l'heure, The Seasteading Institute devra prouver à ses frais, dans l'année, que les bénéfices attendus seront partagés par le plus grand nombre. ◀



**Blog Politique(s)**

«Le projet de guerre civile affirmé par les jihadistes est un échec», affirme David

Djaiz, jeune haut fonctionnaire, essayiste et enseignant à Sciences-Po. Et il dénonce l'exploitation de ce thème de la guerre civile par l'extrême droite. Interview à lire sur le blog Politique(s).



Ismail Haniyeh en décembre 2014 à Gaza. PHOTO ADEL HANA. AP

# Ismail Haniyeh, un héritier à la tête du Hamas

**Elu samedi, cet historique du mouvement islamiste palestinien est un pragmatique, populaire à Gaza.**

Par **CHLOÉ ROUYEYROLLES**  
Correspondante à Ramallah

Le nouveau visage du Hamas est celui d'Ismail Haniyeh, un cinquantenaire impliqué dans le mouvement depuis sa création, en 1987 – il a même été chef de sa branche gazaouie ces dernières années. Sans surprise, cet ancien proche du cheikh Ahmed Yassine, le chef spirituel du Hamas assassiné par Israël en 2004, a été élu samedi chef du bureau politique. Il est perçu comme l'héritier spirituel de son prédécesseur, Khaled

Mechaal – partisan d'une approche réaliste du conflit avec le voisin israélien. Les renseignements israéliens estiment d'ailleurs qu'il continuera son travail: maintenir les échanges avec les grands pays sunnites et s'éloigner de l'Iran et de la Syrie.

La classe politique israélienne, elle, semble attendre de savoir d'où Haniyeh travaillera avant de réagir. «Elire Ismail Haniyeh est, à tous niveaux, un signe d'ouverture de la part du Hamas», analyse Mkhaimar Abusada, politologue palestinien. Haniyeh est un partisan du dialogue: en 2006, il avait écrit au Président George

W. Bush pour tenter de rétablir la discussion avec les Américains. Selon Abusada, l'élection d'Haniyeh procède de la même dynamique que la parution, le 2 mai, du nouveau manifeste politique du Hamas, qui nuance les positions du mouvement

considéré terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne. Il mentionne notamment une acceptation d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967. «Du bluff», avait alors assuré le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

Gaza, le prêche prononcé par Ismail Haniyeh juste après sa désignation a rassemblé une foule importante, car il est né dans le camp de réfugiés d'Al-Shati, l'un des principaux de la ville de Gaza, et il a grandi, comme la plupart des Gazaouis, dans le récit de l'exil des réfugiés palestiniens.

## L'HOMME DU JOUR

Malgré ce fort enrâchement, Haniyeh pourrait rencontrer des difficultés avec les cadres locaux du Hamas. Il devra notamment composer avec son exact opposé, Yehieh Sanwar. En février, ce dernier a été élu chef du Hamas à Gaza, précisément pour remplacer Haniyeh. Mais Sanwar n'a

pas du tout le même héritage politique: il est l'un des fondateurs de la branche armée du Hamas et a passé vingt-trois ans dans les prisons israéliennes. Partisan d'une ligne dure, il est connu pour avoir commandité l'exécution de plusieurs Palestiniens soupçonnés de collaboration avec l'ennemi ou trop critiques du mouvement.

Enfin, sur la scène nationale, Haniyeh est connu pour avoir été Premier ministre de 2006 à 2007, avant le schisme historique entre son parti et le Fatah. Ses liens avec la scène politique de Ramallah pourraient l'aider à signer une réconciliation qui patine depuis dix ans. Mais les Gazaouis manifestent quotidiennement pour dénoncer leurs difficultés et le discours, jugé timoré, de l'Autorité palestinienne à Ramallah. Ainsi, alors que la rue réclame des réponses radicales, la modération de Haniyeh arrive peut-être déjà trop tard. ◀



**DU NORD**



**AU SUD**

**L'Ukraine a annoncé dimanche avoir refusé l'entrée sur son territoire à des journalistes russes ayant séjourné en Crimée** et qui devaient couvrir le prochain concours de l'Eurovision, organisé à Kiev en mai. Il leur est de surcroît interdit d'entrer sur le territoire ukrainien pour trois ans. Les autorités ukrainiennes avaient déjà annoncé samedi avoir renoué pour les mêmes motifs un photographe travaillant pour une agence de presse russe. Kiev a en outre interdit pour trois ans à la candidate représentant la Russie, la chanteuse Ioulia Samoïlova, d'entrer dans le pays en raison d'un concert qu'elle a donné en juin 2015 en Crimée. En rétorsion, Moscou ne diffusera pas l'Eurovision cette année. Les téléspectateurs russes s'en remettront-ils? La première édition du concours s'est tenue en Suisse, à Lugano (victoire de la locale Lys Assia, «toute étonnée»). L'an passé, en Suède, la Belge Laura Tesoro a décroché le pompon.

**Un Français qui avait été pris en otage en mars au Tchad, puis emmené par ses ravisseurs au Soudan, a été libéré**, a annoncé l'Elysée dimanche. Dans un communiqué, François Hollande exprime sa «grande satisfaction», et «félicite l'ensemble des acteurs qui se sont impliqués pour donner une heureuse issue à cet enlèvement». L'enlèvement de ce citoyen français, travaillant pour une compagnie minière, s'était produit le 23 mars dans le sud-est du Tchad. Le dernier enlèvement d'un Français dans ce pays, par un groupe soudanais du Darfour remontait à gaza. 2009. Il avait été libéré après trois mois de détention. Le Tchad est un des principaux alliés de la France dans la lutte contre le terrorisme. Il héberge à N'Djamena le QG de la force antiterroriste française Barkhane, qui mène avec 4 000 hommes des opérations dans cinq pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina Faso).

## Boko Haram 80 lycéennes libérées au Nigeria en échanges de jihadistes détenus

Plus de 80 lycéennes de la ville de Chibok, au Nigeria, ont été libérées samedi des mains de Boko Haram, après plus de trois ans aux mains du groupe jihadiste. Mais cela n'a été possible qu'«en échange de membres présumés de Boko Haram détenus par les autorités», a précisé la présidence nigérienne sur Twitter. Mi-avril, le Nigeria avait fêté avec tristesse le troisième anniversaire de l'enlèvement de 276 adolescentes – dont 57 avaient réussi à s'échapper juste après le rapt. Ce kidnapping avait provoqué une vague d'indignation à laquelle de nombreuses célébrités mondiales avaient participé à coups de hashtags #bringbackourgirls («Ramenez-nous nos filles»). Trois d'entre elles avaient ensuite été retrouvées près de la forêt de Sambisa, l'une accompagnée de son mari, que l'armée avait tout de suite soupçonné d'être un combattant de Boko Haram. En octobre 2016, 21 autres jeunes filles avaient été libérées, pour certaines avec des enfants nés en captivité, après des négociations entre Boko Haram et le gouvernement, avec l'aide de la Croix-Rouge et de la Suisse. Si Boko Haram ne contrôle plus de vastes territoires, l'organisation jihadiste «continue à enlever des femmes, des filles, mais aussi des jeunes garçons pour leur faire subir les pires des supplices: ils sont violés, frappés et forcés à commettre des attentats-suicides», selon Amnesty International. Ce conflit particulièrement sanglant dans la zone du lac Tchad a fait plus de 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés depuis 2009.



**LIBÉ.FR** **Des voiles sur le parquet**  
A partir d'octobre, les basketteuses portant le hijab seront autorisées à fouler le parquet lors des compétitions internationales, a décidé la Fédération internationale de basket (Fiba). Foot, karaté, athlétisme, beach-volley, judo... Tour d'horizon des fédérations sportives mondiales qui ont déjà sauté le pas. PHOTO REUTERS

## Le Vietnam, champion du trafic illégal de bois

La déforestation progresse dans les pays traversés par le Mékong (Vietnam, Cambodge, Laos, Birmanie et Thaïlande). En 2015, l'ONG Environmental Investigation Agency (EIA) révélait le rôle de l'armée vietnamienne dans la contrebande de bois en provenance des forêts du Laos. Dans un nouveau rapport publié ce lundi, elle dénonce un trafic similaire avec le Cambodge. Et ce, alors que l'Union européenne et Hanoi doivent conclure un accord pour garantir que seul du bois légal soit exporté.

Jusqu'en 2015, le plus important fournisseur de bois du Vietnam était le Laos. Mais comme ce dernier a voulu freiner l'exploitation forestière illégale, Hanoi s'est tourné vers le Cambodge. Phnom Penh avait pourtant pris, début 2016, d'importantes mesures pour lutter contre ce trafic. Parmi elles, un gel de toutes les exportations de bois vers le Vietnam et la création d'un «comité de coalition pour la prévention du crime forestier», supervisé par le commandant de la police militaire, Sao Sokha. Le gouvernement avait alors affirmé l'éradication de toute

exploitation forestière illégale. «Il n'y a pas de transport de bois du Cambodge au Vietnam et à l'intérieur du pays», déclarait Sao Sokha en janvier 2016.

Une affirmation démontée en bloc par l'EIA. Entre novembre 2016 et mars 2017, ses enquêteurs auraient découvert une exploitation forestière illégale «à une échelle sans précédent» au sein des «Community protected Areas» (CPA), des zones protégées, dont certaines sont financées par l'UE. De décembre 2016 à février 2017, environ 300 000 m<sup>3</sup> de bois illégal auraient ainsi transité du Cambodge au Vietnam. Avec un scénario similaire, au moins dans plusieurs cas: les villageois cambodgiens sont payés par de mystérieux «homme(s) d'affaire(s) vietnamien(s)», accompagnés de militaires, pour fermer les yeux sur la déforestation. En prenant en compte un autre phénomène destructeur, la conversion des forêts naturelles en plantations de caoutchouc, le Cambodge perd ainsi, selon l'ONG Global Forest Watch, 14,4% de sa couverture arborée chaque année depuis 2001. **E.Pat.**



A Paris, le 7 avril. PHOTO CHARLES PLATIAU. REUTERS

## Travailleurs «ubérisés»: un peu de social dans la course

Le décret est passé quasi inaperçu. Il est vrai qu'il a été publié au *Journal officiel* samedi, à la veille du deuxième tour. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, toutes les «plateformes de mise en relation par voie électronique en vue de la vente d'un bien ou d'un service» vont devoir cotiser pour couvrir, en partie, la protection sociale des indépendants qui y sont affiliés.

En clair, Uber, Deliveroo et leurs confrères auront l'obli-

gation de prendre en charge la couverture des accidents du travail et la formation de leurs chauffeurs et cyclistes livreurs. Une condition: que les travailleurs indépendants réalisent au minimum 5 100 euros de chiffre d'affaires par an, avec une ou plusieurs plateformes. Ce décret est pris en application de l'article 60 de la loi travail en réponse aux nombreuses demandes des indépendants, qui s'estiment non reconnus dans leurs

droits, alors qu'ils dépendent de fait des plateformes internet.

Cette avancée ne fait pas vraiment recette chez les principaux intéressés. «C'est une idée absurde et farfelue», regrette Sayah Baaroun, secrétaire général du syndicat des chauffeurs privés VTC (affilié à l'Unsa). *Nous n'avons jamais été consultés. Le Medef et les représentants des plateformes se sont emparés de cette question.* Il conteste le système dans son

essence: «Je vends des prestations à Uber. Or un indépendant n'a pas à demander à son client de payer pour sa protection sociale.» «Ce texte n'aura pas le temps d'être mis en place car le régime social des indépendants (RSI) est voué à disparaître», estime Jérôme Pimot, porte-parole du collectif «Coursiers», qui regroupe un millier de livreurs sur deux-roues.

Du côté des plateformes, on ne prend pas de risques: «Les chauffeurs VTC doivent bénéficier d'une bonne protection si l'on veut qu'ils puissent exercer leur métier», estime, on ne peut plus consensuel, un représentant d'Uber France.

Le décret semble loin des enjeux soulevés par le développement de l'économie collaborative et l'absence de statut adapté pour ceux qui y œuvrent. Selon les estimations du député PS Laurent Grandguillaume, auteur en 2016 d'une loi sur la réglementation du transport de personnes, la France compte 2,8 millions de travailleurs indépendants, dont 200 000 par le biais des plateformes. Il estime que ce décret ne répond pas à deux questions: «Comment prendre en compte des travailleurs indépendants qui sont économiquement dépendants? Et peuvent-ils véritablement vivre de leur activité?» **F.B.**

## Disparition Décès brutal de la députée socialiste Corinne Erhel



Au cours d'un meeting de soutien à Emmanuel Macron à Plouisy vendredi soir, la députée PS des Côtes-d'Armor Corinne Erhel, 50 ans, s'est effondrée sur scène en plein discours. Elle est décédée peu après. Les responsables de sa première famille politique ont salué sa mémoire: Bernard Cazeneuve a évoqué une «femme de convictions, parlementaire engagée»; François

Hollande une députée qui «s'était pleinement investie dans son mandat parlementaire tout en restant proche des gens dans une attention toujours discrète». Les messages de condoléances sont aussi venus des professionnels d'Internet. Car Corinne Erhel faisait partie des quelques rares députés à bien maîtriser les enjeux du numérique. Elle avait notamment signé avec Laure de la Raudière un très important rapport parlementaire sur la neutralité du Net et avait participé en 2015 à la «commission de réflexion sur le droit et les libertés à l'âge du numérique», qui avait rédigé une sorte de *Manifeste de la démocratie dans la société numérisée*. PHOTO ASSEMBLÉE NATIONALE

# 22-20

**Grâce à une victoire sur ce score étriqué, le Racing 92 a décroché samedi face à Bordeaux-Bègles la dernière place qualificative** pour la phase finale du Top 14, devançant le Stade français de trois points. Le champion de France de rugby en titre affrontera Montpellier en barrage pour une place en demi-finale. L'autre barrage opposera Toulon à Castres. Respectivement 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> de la saison régulière, La Rochelle et Clermont accèdent directement aux demi-finales. Toulouse, qui ne participera pas à la phase finale pour la première fois depuis quarante et un ans, a malgré tout offert une victoire à Thierry Dusautoir pour ses adieux en dominant Bayonne (40-12).

## Ligue 1 Monaco se rapproche du titre

Avec sa victoire 3-0 à Nancy, Monaco s'est un peu plus rapproché du titre en Ligue 1 ce week-end. A deux journées de la fin (et avec un match en moins) le club de la principauté compte trois points d'avance sur le PSG et une meilleure différence de buts. En bas de tableau, Metz et Angers (13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>) ont assuré le maintien, et Caen a fait la bonne opération en gagnant à Toulouse (0-1), cédant la 18<sup>e</sup> place (de barragiste) à Dijon, étrillé à Guingamp 4-0. Nancy et Bastia occupent les deux dernières places, synonymes de relégation, mais six clubs seront encore concernés par le maintien lors des deux dernières journées.

## Volley Première pour Chaumont

Cinq ans après son accession à l'élite, Chaumont a remporté samedi le premier titre de sa jeune histoire en surclassant Toulouse 25-16, 25-21, 27-25.

## Hand Der pour Omeyer et Narcisse

La France a battu la Norvège 28-24 samedi lors des qualifs pour l'Euro 2018, offrant au gardien Thierry Omeyer (40 ans, 358 sélections) et à l'arrière Daniel Narcisse (37 ans, 311 sélections) une victoire pour leurs adieux en bleu.

# THIBAUT PINOT L'ÉCHAPPÉE BÊLE

Le cycliste, l'un des favoris du Tour d'Italie qui vient de débiter, reste sourd aux appels de l'argent et de la célébrité. Il préfère rester dans son village de Haute-Saône, avec ses animaux qu'il bichonne.

## PROFIL

Par  
**PIERRE CARREY**  
Envoyé spécial  
à Mélisey  
Photos  
**RAPHAËL  
HELLE.**  
**SIGNATURES**

**L**e lama était fâché, mais il n'a pas craché. Une belle bête au regard de mystère. Le pelage brillant, noir comme la nuit. Elle avait débarqué en douce, fin octobre, sur le plateau des Mille Etangs, en Haute-Saône, pour la pendaison de crémaillère de Thibaut Pinot. Le coureur cycliste, meilleur jeune du Tour de France 2012, troisième du classement en 2014 et vainqueur d'étape à l'Alpe d'Huez en 2015, ouvre alors la porte de son chalet tout neuf et tombe sur un lama. «*Non, mais les gars, c'est quoi cette connerie ?*» Tout de suite, un sale pressentiment. Ce lama était un cadeau de son coéquipier Arthur Vichot. Acheté sur Leboncoin, transporté depuis Bourg-en-Bresse. Hélas, le lama fou ne s'est jamais acclimaté au jardin de Pinot, semant la terreur parmi les chèvres. Le coureur s'en est débarrassé au bout de deux jours. Il l'a cédé contre bons soins à un couple des environs. Qui lui a donné un nouveau nom : Thibaut Cacao.

A Mélisey, au pied du massif des Vosges, il y a Thibaut Pinot, sa fa- ●●●





A Mélisey, fin mars. Le cheptel du cycliste compte notamment huit chèvres.

●●● mille, ses amis et ses bêtes. Sa vie recluse-ouverte. Le champion cycliste de 26 ans a fait construire sa maison à l'automne 2015, bois rustique à l'extérieur, modernité sobre dedans, une bâtisse ouverte sur le sud et la prairie qui dégringole en pente légère. De la cuisine ou du salon, il surveille ses chèvres. Chaque matin, il les nourrit à 7h30, puis il part s'entraîner.

«C'est toujours difficile de partir.» Thibaut Pinot le dit fataliste mais pas triste, alors qu'il a abandonné la maison pour presque un mois, engagé sur le Tour d'Italie du 5 au 28 mai, la deuxième plus grande épreuve par étapes après le Tour de France. Il aborde ce Giro comme possible vainqueur, successeur éventuel de Laurent Fignon, le dernier tricolore à s'être imposé, en 1989.

L'Italie, choix serein. Déçu par sa performance dans la Grande Boucle l'an dernier, contraint de renoncer pour un état grippal, Pinot mise sur le Giro pour rallumer ses ambitions. Épreuve idéale pour un coureur sauvage: les caméras se font discrètes. Sauf cette année, puisque la chaîne l'Équipe retransmet les étapes en direct et en clair, une première française depuis l'époque Fignon. Le journal du même groupe a dégainé vendredi trois pages pleines sur Pinot. Cloc, cloc, revoici la pression avec ses gros sabots.

Pour s'en tirer, le coureur pense à ses animaux. «C'est son équilibre, sa vie, confie Vichot à Libération. Thibaut remplit sa tête autrement. Ses bestioles lui donnent du souci, mais c'est un souci sain. Quand il est en course, il appelle son père avant le départ et lui demande s'il s'est bien occupé des moutons.» Régis Pinot, employé des pompes funèbres et maire (PRG) de Mélisey, écoute à chaque fois les recommandations. Même s'il connaît déjà tout par cœur. Le cheptel compte plus de monde qu'une équipe cycliste de deuxième division, soit huit chèvres, douze moutons et brebis, une poule, deux poussins, deux chats...

#### CHATON ABANDONNÉ

Il faut se méfier: la chèvre Princesse a failli mourir dans le bac à granulés. Un jour, le coureur la retrouve tête coincée sous le couvercle, presque en overdose, incapable de s'arrêter de manger. Un autre jour, il découvre un chaton abandonné sous l'appentis de bois. Cette ménagerie lui tourne dans la tête. Il n'oublie pas le lama non plus. Que devient le lama? Avant de partir au Tour d'Italie, Pinot est passé voir Thibaut Cacao. Il se porte à merveille.

Il fallait que ça arrive: le cycliste est enregistré comme éleveur – c'est la loi. Il a acheté un quad pour tirer une «moutonnière», version à laine du van à chevaux. Précision évidente: il ne tue personne. «Ça va pas, non? Je les aime trop pour ça... C'est la même chose dans mon étang [où il pêche pendant ses journées de repos, ndlr]. Je relâche toujours le poisson.» De temps à autre, il partage les vidéos terrifiantes de l'association L214 sur les sévices dans les abattoirs. Il ne mange «que de la bonne viande». Convictions à la mode, mais anciennes chez lui. Les animaux sont sa façon de voir de monde. «Il a toujours grandi avec eux», souligne Marie-Jeanne, sa mère. «Il a acheté ses moutons avant sa maison», rappelle sa copine Claire.

Une fois, on lui a demandé pourquoi il aimait à ce point les animaux. Pinot a répondu: «Peut-être parce que j'en suis un.» Son copain Vichot: «Peut-être qu'il

## LE GIRO, UN TOUR DE LÉGENDE

Le Tour d'Italie 2017 est emballé avec la mention «inouïable». L'épreuve, qui se déroule sur 3 614 km depuis vendredi jusqu'au 28 mai, ne manque pas d'arguments pour séduire. Le spectacle sportif: les organisateurs ont prévu 32 ascensions, la première se déroulant mercredi sur les flancs de l'Etna. L'idée pousse-au-crime d'un classement du meilleur descendeur a par contre été abandonnée... Le plateau: très relevé puisque Thibaut Pinot (FDJ) affrontera deux anciens vainqueurs, le Colombien Nairo Quintana (Movistar) et l'Italien Vincenzo Nibali (Bahrein). L'histoire: ce Giro fête sa 100<sup>e</sup> édition, avec de nombreuses commémorations sportives et artistiques (on ressort les textes de Dino Buzzati sur les passes d'armes de Fausto Coppi et Gino Bartali en 1949 dans les Dolomites). Le tout prenant place dans un théâtre toujours romantique: la péninsule et ses îles...

*aime plus les animaux que les hommes...»* Son ancien directeur du CC Etupes, Jean-Pierre Doucot: «Pinot ressemble aux animaux. Il bouge les yeux très vite dans tous les sens. Il analyse, il observe, il se méfie. Il a l'intelligence de la terre et des saisons. Il connaît le rythme du temps, la valeur des saisons, le prix des hommes et des choses.»

Un tropisme de la région? La Haute-Saône s'appelle «la Haute-Patate» pour les gens de la ville à Besançon et il n'est pas faux que certaines maisons sont encore privées d'eau, d'électricité ou des deux. Mélisey a son petit tourisme en été, avec le plan d'eau de la Praille, un terrain de jeu qui régale en piscines, friture de carpes et tartes à la myrtille. Les cyclistes amateurs passent ici pour grimper la Planche des belles filles, une montée sèche qui sera au tracé du Tour de France en juillet. Le reste de l'année, la Haute-Patate s'épluche entre initiés.

Pinot a hérité de la terre de ses grands-parents. Voilà deux ans encore, il faisait le jardin, mais il a arrêté pour cause d'activité cycliste. Il se contente de garder les bêtes... Plusieurs fois, il a refusé de déménager. Au lycée, il se serait bien vu paysagiste, mais il ne voulait pas partir à Belfort pour des études spécialisées. Une trop grande agglomération pour lui, quasi 50 000 habitants, lointaine de 40 km. D'autres tentations sont venues par la suite. Le Team Sky de Bradley Wiggins et Christopher Froome l'aurait recruté, à condition qu'il s'installe au soleil de Nice. De même, les experts fiscaux lui auraient trouvé une villa pimpante en Suisse, 30 km à vol d'oiseau, pour lui faire épargner une année d'impôt tous les trois ans. Pinot a décliné: «Je suis bien chez moi.» A propos des taxes: «Comme on dit, il vaut mieux en payer beaucoup que pas assez.»

Sept ans après ses débuts, Thibaut Pinot est l'un des rares grands cyclistes qui soient vraiment heureux. Le genre de personnes dont on dit qu'elles n'ont «pas changé», ce qui est impossible. On veut dire qu'il n'a pas rompu avec ses origines, ni triqué ce qu'il est devenu. Pinot, un champion décroissant? Il a réduit sa vie au strict nécessaire. Dépouillé la statue de coureur phare, allégé le protocole, feint de ne pas entendre les sollicitations commerciales.

#### POINT D'ÉQUILIBRE

Autrefois, ce qu'on disait de lui le déchirait en deux, comme sur le Tour 2013 où les haineux anonymes cochonnaient les forums internet. Il a débranché. Tout. La télé – excepté quelques directs de sport et des documentaires animaliers –, Twitter – où il distille à peine des vidéos de foot. Il s'en porte mieux. Certains de ses confrères, qui ont en apparence tout

pour être heureux, carburant aux antidépresseurs. D'autres, souvent les mêmes, recrutent des communicants, soignent leur image jusqu'à fabriquer quelqu'un d'autre. Pinot, lui, a choisi de dégonfler la bulle. Ce matin de la fin mars, il désigne les chèvres qui jouent à se foncer dessus: «La vraie vie, elle est là!» Il ne veut rien gâcher de ses joies ordinaires. Le cyclisme est déjà une compromission, mais qui ne durera pas, guère plus de cinq ans encore, et ce n'est pas un supplice non plus car il reste dans ce métier des gros bouts de passion. Pinot a enfin trouvé un point d'équilibre.

#### JEUNE MINISTRE

En mai 2016, il est parti une semaine en mission sur le Tour de Romandie: il y a dominé Christopher Froome. Trois jours plus tard, il est invité avec d'autres bons coureurs français pour une photo à Bercy, autour d'un jeune ministre vraisemblablement curieux de vélo: il dit non. Ce n'est pas une histoire de politique mais de santé physique. Sur la photo, il laisse un vide. C'est ainsi que le 3 mai 2016, Thibaut Pinot a manqué sa première rencontre avec Emmanuel Macron. Ce jour-là, il a somnolé et déterré les cailloux du jardin. Sinon, les arbres ne poussent pas droit. ◀

## Le Clásico

Parlons sport sur franceinfo



Matteu Maestracchi  
Du lundi au vendredi à 21h



franceinfo:

radio . web . tv canal 27

aujourd'hui avec  
Libération

## IDÉES/

Il reçoit dans la cuisine de sa maison, tout en angles saillants, accrochée à un versant pentu dans l'ouest résidentiel de Séoul. Kim Young-ha vient de rendre à son éditeur un manuscrit de nouvelles. Romancier, chroniqueur lu et traduit dans de nombreux pays (chez Philippe Picquier en France), Kim Young-ha ausculte la société consumériste sud-coréenne et les mondes urbains et virtuels depuis vingt ans. Agé de 48 ans, cet écrivain qui inspire les réalisateurs de cinéma est l'auteur d'une littérature qui fait le lien entre les grands auteurs marqués par les années de plomb et la jeune génération plus ouverte à l'introspection, au récit de la vie quotidienne, sinon au désarroi sur l'avenir du pays. Au moment où la Corée du Sud vit sous tension avec le Nord, et se prépare à une élection surprise mardi 9 mai après la destitution de sa présidente poursuivie pour corruption, Kim Young-ha est en quête d'une «vraie démocratie» sud-coréenne.

**Dans vos romans et vos chroniques, vous sondez la société coréenne, ses maux et son identité. Comment regardez-vous votre pays aujourd'hui ?**

Je suis entré à l'université Yonsei de Séoul en 1986, et, un an plus tard, j'assistais au soulèvement populaire de juin. Ce mouvement a bouleversé le pays et a permis l'avènement de la démocratie. La Corée du Sud était alors dirigée par le dictateur Chun Doo-hwan qui voulait coûte que coûte rester au pouvoir. Alors, la population a exigé une élection au suffrage direct. Cela fait déjà trente ans que l'on a traversé cette crise, mais nous ne sommes pas encore dans une vraie démocratie.

**Pourtant, les citoyens se sont mobilisés en masse, la Présidente a été destituée en mars, arrêtée, et elle sera jugée, des élections vont avoir lieu avec une probable alternance. La Corée du Sud n'est-elle pas devenue une démocratie adulte, un cas rare en Asie ?**

Il est difficile de dire que la Chine et Singapour sont des Etats démocratiques. En Asie, c'est plutôt le Japon qui est en tête de peloton en la matière, mais ce pays est dirigé par le même parti depuis des décennies. C'est vrai que la Corée a fait des progrès dans ce domaine, mais elle a connu la crise économique. Face à ce ralentissement, les citoyens ont ressenti la nostalgie des années de Park Chung-hee [artisan de la modernisation du pays, bâtie sans respect des libertés fondamentales, ndr]. Les Coréens ont misé sur sa fille, Park Geun-hye, en 2012. Elle a bien saisi les attentes des électeurs, s'est invitée dans leur inconscient même, et elle en a profité. Comme les habitants ont invoqué le spectre

# «En Corée du Sud, les citoyens sont des consommateurs plutôt que des électeurs»



YONHAP NEWS

**Les Coréens du Sud votent mardi 9 mai, après la destitution de leur présidente poursuivie pour corruption. L'écrivain Kim Young-ha s'interroge sur le sens d'une démocratie encore jeune et fragile, malgré les succès économiques.**

des années 70, elle a gouverné le pays comme à cette époque, avec des listes noires de centaines d'artistes et d'intellectuels qu'elle a censurés. A priori, le régime parlementaire a pris racine en Corée, mais il reste très fragile, surtout quand l'économie recule.

**La Corée du Sud va donc tourner la page du système dynastique père - fille, du culte de l'homme fort, du legs des années noires ?**

Ce qui a pris fin, avec cette crise, n'est pas seulement la société dynastique, mais aussi la nostalgie du peuple sud-coréen envers Park Chung-hee. Le peuple a compris que tout n'était qu'une illusion, parce qu'en réalité Park Geun-hye n'était qu'une marionnette. Nous

avions à la tête du pays une princesse. Le père a donné aux Sud-Coréens l'illusion du développement. A cause de lui, le peuple a pensé que si on faisait des efforts, on pourrait rejoindre le camp des pays développés, même si cela passait par le sacrifice des individus et un retard pour accéder à la démocratie. Aujourd'hui, cette nostalgie de la dictature et ce mythe de l'homme fort sont révolus.

On demande une nouvelle étape de notre démocratie. Nous souhaitons en finir avec le néolibéralisme qui s'est emparé de ce pays après la grave crise financière de 1997. Le système politique s'est bien développé, mais l'immense scandale de corruption qui a conduit à la chute

de Park Geun-hye montre bien les points faibles de la Corée du Sud. **Quelles sont ses faiblesses ?**

La Corée a connu des crises de succession et des interventions étrangères lors de la dynastie Joseon [entre le XIV<sup>e</sup> siècle et 1910, ndr], puis la colonisation avec l'occupation japonaise, et enfin la dictature. Depuis trente ans, elle est devenue un pays démocratique. Pourtant, le problème est que le peuple ne sait pas quoi faire dans cette nouvelle société. Les Coréens sont habitués à voter, mais la démocratie ne signifie pas seulement l'élection. Vivre en démocratie, c'est former une communauté où il faut décider, négocier et régler les conflits. Mais le peuple n'a pas appris à le faire.



En Corée du Sud, les entreprises, les «chaebols» [conglomérats], disposent d'un immense pouvoir. Ce ne sont pas des groupes démocratiques car les patrons décident de tout, et les employés ne font que suivre leurs décisions. Les citoyens sont des consommateurs plutôt que des électeurs. Ils abordent la politique comme s'ils allaient au supermarché. L'élection pour eux s'apparente presque à l'achat d'un candidat. C'est un grave problème qui empêche d'enraciner la démocratie dans le pays.

**Après le naufrage du ferry Sewol en 2014, qui a coûté la vie à 304 personnes, en majorité des lycéens, vous critiquez dans le**

Hiver 2015 dans une rue commerçante de Séoul, capitale de la Corée du Sud.

PHOTO MAT JACOB. TENDANCE FLOUE



sidents venaient des rangs de l'armée. La société était très favorable aux soldats. Mon père en était un. Il était convaincu que les militaires faisaient des coups d'Etat car ils étaient les mieux formés et qu'ils agissaient pour le bien du pays. Cette idée a longtemps été dans l'esprit des citoyens. Tous les hommes coréens font leur service militaire qui reste un rite national. Et dans ce pays qui discrimine encore beaucoup les femmes, ce sont les hommes qui occupent les postes les plus qualifiés. En fait, on a presque reproduit le système militaire dans les entreprises. Je ne sais pas comment ça se passe à *Libération*, mais dans les entreprises de presse coréennes, il arrive que des supérieurs frappent leurs subalternes. C'est une pratique également assez répandue à l'université où les anciens harcèlent les nouveaux venus. Le système militaire a contaminé la société sud-coréenne.

**Vous, qui avez vécu près de la zone démilitarisée quand votre père était soldat, quelle vision avez-vous de la Corée du Nord aujourd'hui ?**

Le Nord et le Sud étaient un seul et même pays il y a soixante-dix ans. On partage encore la même langue, mais on vit une situation radicalement différente. J'ai l'impression de vivre dans une expérimentation sociologique. Au Sud, il y a le Japon, au Nord, c'est le régime de Pyongyang. Parfois, je me demande s'il ne s'agit pas en fait de la Belgique tellement nous sommes éloignés et différents. On s'est fait à cette situation de division, même si la Corée est une péninsule, c'est en fait une île. Quand on part à l'étranger depuis le Sud, on prend l'avion, jamais la route. C'est comme si le Nord n'existait pas (la DMZ, ligne démilitarisée ne peut pas être traversée). La Corée du Nord est une dystopie pour moi, qui me rappelle *1984* de George Orwell. De nombreux pays pensent que Kim Jong-un est un dirigeant imprudent, à la tête d'un régime qui a échoué. Mais le système politique semble plutôt créé par un génie car, depuis 1953, les dirigeants ont pu verrouiller le pays et continuer le programme nucléaire. Arrivé au pouvoir en 2011, Kim Jong-un poursuit la tradition des partisans de la Seconde Guerre mondiale et ce combat pour la survie du régime. Plus les Etats-Unis font pression sur la Corée du Nord, mieux les Nord-Coréens résistent. La menace de Washington ne fait qu'exciter le Nord, conforter son illusion et justifier sa mobilisation. Il faudrait évidemment envisager une autre attitude pour essayer de dialoguer. ◀

Recueilli par  
**ARNAUD VAULERIN**  
envoyé spécial à Séoul

**New York Times les faux-semblants d'une nation soi-disant développée, et vous cherchiez une signification à cette tragédie. L'avez-vous trouvée ?**

J'ai écrit que cette catastrophe allait bouleverser la Corée qui ne serait plus jamais la même. L'éditeur du *New York Times* a supprimé cette phrase, indiquant qu'il n'y avait aucun fondement pour écrire ça. Et pourtant ! Lors du naufrage, on a vu le bateau couler en direct, on a pu lire en temps réel les messages envoyés par les lycéens sur les réseaux sociaux. Certains disaient que la Corée était le premier pays au monde en matière de construction navale, et qu'ils allaient forcément être sauvés. Ces enfants avaient une

**«Vivre en démocratie, c'est former une communauté où il faut décider, négocier et régler les conflits.»**

confiance aveugle en l'Etat. Les citoyens ont longtemps vécu avec l'illusion que ce système politique les protégerait. Mais ce qu'ils ont vu ce jour-là, leur a ouvert les yeux pour de bon. Avec le *Sewol*, nous avons

compris que le président, le chef de l'Etat, n'existait pas en Corée. Ce scandale a montré les faiblesses d'un Etat qui est à reconstruire.

**Comment définiriez-vous l'individu, le citoyen coréen que les chaebols, les partis politiques ont façonné depuis trente ans ?**

Les conglomérats ont une puissance immense et les citoyens ressentent de l'appréhension envers eux. Les chaebols s'appuient et fonctionnent en ayant recours au chamanisme. Quand Samsung se lance dans un grand projet, il consulte des voyants, tout comme le patronat de SK Telecom qui s'en remet aux chamans avant de prendre des décisions. J'ai dénoncé ces pratiques dans le *New York Times* et

des journaux économiques m'ont critiqué dans leurs éditoriaux, parce qu'à leurs yeux, je dévalorisais les entreprises. J'ai alors réalisé que l'économie était bien plus forte que la politique dans ce pays. Ces manifestations aux chandelles n'ont pas seulement abouti à la destitution de Park, elles ont également permis de révéler comment le patronat avait versé beaucoup d'argent aux fondations de la conseillère occulte de la présidente, Choi Soon-sil. Ce patronat a dû s'expliquer devant la justice sur ses pratiques et ses fautes. Il aura fallu trente ans pour voir cela.

**L'influence du système militaire sur la société coréenne est-elle toujours prégnante ?**

Tout à fait. Beaucoup d'anciens pré-

# IDÉES/

## Contre le FN, des apéros pour partager verres et idées

**Dans le mélange des couscous, Ricard, rosé ou bordeaux, se fabriqueront peut-être de nouvelles perceptions de nos intérêts communs. L'ébauche d'un mouvement social? Une rencontre nationale se déroulera le 1<sup>er</sup> juillet.**

L'agglomérat de votes contre Le Pen, cette barricade de papier, de bric et de broc, ne fera pas reculer le FN. Surtout si continuent les «modernisations» libérales qui exacerbent les concurrences dans et pour l'emploi. Elles insécurisent les carrières, les avens. Elles exposent les collectifs de travail, séparent, isolent les souffrances, et empêchent qu'entre salariés se forge l'intérêt commun qui, hier, faisait voir le collègue, les jeunes, les travailleurs immigrés, comme des semblables. L'intensification du travail, la traque des temps morts font qu'aux pauses, c'est

«clope ou pipi», mais pas la discussion. Dans cet univers où individuellement, constamment, chacun se sent menacé mais sans prise sur la menace, les plus proches devenus rivaux, localisables, méconnus, inquiètent. Marx repéra un processus homologue dans son étude des «paysans parcellaires», cette «masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres», et qui vote Bonaparte en 1851. A présent, Napoléon s'appelle «Marine». Les modernisations libérales accentuent les rivalités pour l'accès aux aides sociales qu'elles

compriment. Aux guichets des services publics, la détresse et la rage d'usagers démunis qui, depuis des mois, attendent pour ne rien obtenir, rencontrent la lassitude d'agents surchargés, épuisés, empêchés d'aider. Les coupes budgétaires limitent les prestations. La violence contre les agents devient ordinaire. S'avivent ainsi en milieux populaires, sous des formes différentes mais partout, le chacun seul, chacun pour soi, un «chacun sa merde» vécu dans l'isolement, un sauve-qui-peut général doublé d'un sentiment d'impuissance. Les votes FN proviennent, pour beaucoup, de cette guerre des proches contre les plus proches, de cette guerre des pauvres contre de plus pauvres qu'eux. Pour la fraction la plus «établie» des ouvriers, qui, hier, espérait «s'en tirer», voter Le Pen aide à se démarquer moralement des plus précaires, souvent immigrés. Voter FN, c'est se distinguer de «plus bas que soi». En monde rural pauvre, il n'y a plus ni Poste ni médecin, ni bistrot, ni magasins. Les sociétés de chasse, les fanfares, les clubs de sport peinent à survivre. Les «entre-soi» ruraux s'effondrent et avec eux, les réputations locales et l'estime de soi qu'ils généraient. La seule «identité positive» qui reste est nationale: «être Français». Il n'y a pas d'immigrés mais sont dénoncés les «casocés», «ces bougnouls blancs» qui «vivent des allocs», même si soi-même, on en reçoit autant. Contrarier les effets des modernisations libérales sera long. Bâtir des partis de gauche ancrés parmi les ouvriers, les employés, parlant leur langue et leur rendant service, sera long. Impossible d'attendre. Avec un FN à ce niveau, l'impatience est impérative. Et il faut différencier les cadres du FN et les électeurs Le Pen. Ne pas laisser ces derniers seuls, enfermés dans un tête-à-tête exclusif avec le FN. Contre Le Pen, l'indignation est inefficace. Nous voulons un mouvement social. Vite. Dans les quartiers, les villages, les entreprises, les facs, devant Pôle Emploi, un mouvement général d'apéros, où se reconstruiront l'entre-moi et les solidarités populaires; où gagneront en

estime de soi, écoute et reconnaissance, ceux qui partout sont méprisés; où les plus proches ne seront plus fantasmés menaces. Et si ces apéros se répètent souvent, et si ceux qui votent Le Pen et ceux qui s'y opposent partagent des verres, leurs expériences, leurs idées, en sortiront de nouvelles visions des divisions du monde social. Non plus du patriotique, non plus de l'ethno-racial, mais de l'identité de classe. Ces apéros seront les bistrotiers ouvriers des années 1900, qui contribuèrent tant à la politisation populaire, socialiste ou libertaire. Ces apéros seront lubrifiants sociaux, facilitateurs de contacts, désenclavements. Dans le mélange des couscous, des loukoums, thés, Ricard, cubis de rosé, verres de bordeaux, se fabriqueront là, peut-être, des perceptions nouvelles de nos intérêts communs, des diagnostics partagés de ce qui casse nos vies. Nous y travaillerons. Mais nous en sommes convaincus: seuls des proches socialement peuvent changer le vote de proches socialement. Marine Le Pen ne se dissoudra pas dans le vin ou le thé. Les apéros n'agront que s'ils sont points de départs: pour des échanges de services, des parties de foot, de fléchettes, de dominos, de pétanque, des entraides concrètes, des coups de main entre voisins, des prêts d'outils, des jardins partagés, des échanges de services, des amours improbables, des aides juridiques et administratives... Il suffit de si peu parfois pour que change un vote. «A jouer au foot avec des Arabes, des mecs balèzes, c'est comme ça, j'ai plus été raciste», nous disait Luc, de Chauny dans l'Aisne, 23 ans, «viré» par Saint-Gobain, «alors que tous mes copains aiment pas les Arabes, mais je leur dis, t'en connais pas un, t'es con». Ces apéros ne seront pas guimauves. Ces apéros seront des volcans. S'y mêleront les «je te repaye un coup» et les coups de gueule, le «vin mauvais» et les confrontations. Ces apéros seront fiesta et combat social. Combat rapproché, au plus près de ceux qui votent Le Pen, pour comprendre leurs raisons socialement puissantes. Et dans le partage des colères et des espoirs, faire voir et valoir d'autres solutions. ◀

Fatima-Ezzahra Benomar Féministe, les Effrontées, Nicole Benyounes Médecin, Jacques Bidet Philosophe, Jérôme Bourdieu Economiste, Christine Delphy Sociologue, Robert Guédiguian Cinéaste, Willy Pelletier Sociologue, Fondation Copernic et Malika Zediri Association de chômeurs Apeis.

### L'ŒIL DE WILLEM





**RÉ/JOISSANCES**

Par **LUC LE VAILLANT**

# Bibi, ou l'utilité d'une différence d'âge inversée

**Malgré le classicisme de la répartition des rôles, les Macron forment un couple inédit et stimulant qui doit permettre d'autres transgressions.**

**I**l faut bien admettre que c'est l'arrivée de Marine Le Pen à l'Élysée qui aurait constitué la vraie avancée égalitaire dans cette compétition pour la prééminence des sexes qui sévit de plus en plus ardemment. Une femme élue roi, voilà qui n'aurait pu que ravir le féminisme identitaire. J'ai bien écrit «roi» et non «reine» tant, en France, la fonction suprême ne s'est jamais conjugulée au féminin, ni d'ailleurs au neutre intersexe.

A défaut de MLP, fille perdue et retrouvée du roi Lear éborgné, la France a rendez-vous avec l'épouse du jeune président qu'elle vient de se donner, par hasard et par extraordinaire, par défaut mais aussi par goût d'un chamboulement générationnel. Emmanuel Macron ne vient pas piétiner en solitaire les graviers de la cour carré du Faubourg-Saint-Honoré. Il foulera le tapis rouge au bras de Brigitte, son épouse. Cela n'aurait rien de nouveau ni de remarquable s'il n'avait 39 ans, et elle, 64.

Il faut se féliciter de cet atypisme qui culbute la norme barbon-lolita. Les Macron sont l'inverse des Trump où l'homme de pouvoir d'âge canonique exhibe en trophée une baby doll à ses côtés. Il faut applaudir à cet élargissement de perspectives qui met en lumière des unions à front renversé et des possibilités autres, comme il serait intéressant d'avoir à l'Élysée, avant que le palais soit désaf-

fecté, des mariés gays, un veuf joyeux, une célibataire ou pourquoi pas un trio heureux de l'être.

Mais il faut aussi savoir raison garder, car chez les Macron, la transgression réelle reste modérée. Elle est sentimentale avant d'être politique, privée avant d'être publique. Aussi novice soit-il, l'homme reste aux manettes. Aussi mature soit-elle, la femme est dans l'accompagnement, le soutien, le second plan.

On peut parier que Brigitte M. sera confinée au liant affectif, à la parade sociale et au caritatif déploratif, et il est probable que cela lui conviendra tout à fait. On ne la sent pas partie pour donner du fil idéologique à retordre à son conjoint comme le fit Danielle Mitterrand, jouant les Antigone et les rappelleuses à l'ordre des promesses oubliées. Reconnaissons que la dissociation physique facilite la contestation, quand la fusion main dans la main empêche l'adhésion.

J'entends bien que le duo tout frais élu apprécie peu de se voir réduit à une typologie sociologique. Ils estiment que l'âge ne fait rien à l'affaire, et que les lois de l'attraction sont impénétrables entre deux astres aussi brillants et singuliers qu'eux. Mais la sanctification par les urnes vaut prescription ou, à tout le moins, surexposition du particularisme.

Ce qui tombe à pic c'est que, sans le revendiquer exagérément, Brigitte M., sept fois grand-mère, se trouve habillée en sexa super-sexy. En chopant du blanc-bec et en vivant une idylle romanesque de longue durée, elle venge les malheurs des victimes de l'amour mou comme les fatigues des délaissés en pré-traité passionnelle. Dans une

société où le besoin de consolation est difficile à rassasier, l'enseignante ultralettrée fait office d'âme sœur en réussite estampillée *Nous deux* pour ses coéquipières dans la parade. Elle est, à la fois, fontaine de jouvence et matcheuse Tinder, éternité transhumaniste et joueuse sur tous les tableaux.

A 64 ans, elle est la doyenne des débutantes élyséennes, devançant même Yvonne de Gaulle. Mais elle est aussi perçue comme la contemporaine de Sophie Trudeau, car la *battle* Justin - Emmanuel pour le titre de Mister Univers la met à niveau et la revigore d'autant.

On la fantasme copine de Jackie Kennedy pour son allant et son classicisme de bonne famille dévoyé, et c'est sans doute parce qu'il y a du JFK chez EM, le zézaïement et le profil à la Lucky Luke en plus. Si Bibi emprunte son sobri-

**Brigitte Macron puisse-t-elle prêcher à son accordeur de contradictions et à son arrangeur d'agressivités la tolérance envers les déviants, le courage en matière de réformes sociétales et l'autorité compréhensive.**

quet à Bardot, elle ose la silhouette, la frange et le minois pékinois de Mireille Darc. Tout ça pourrait faire revivre une blondeur ancienne, sinon antique, de celle qui promène sa délicate neurasthénie sous les châtaigniers de Roland-Garros, de celle qui renvoie à

Claude Pompidou. Mais ça clique aussi du cil à l'attention de Lily-Rose Depp quand la théâtruse du Touquet se recolore raccord avec les mèches de l'angelot qui lui tient lieu d'époux et, à nous, de néo-daddy de la nation.

Parmi les souhaits de bienvenue aux occupants de la maison France, osons un vœu impie. Il serait bon que, de temps à autre, B. rappelle à E. combien leur amour affolait les bonnes mœurs et craquelait la surface des macarons à la rose, et combien c'était difficile et jouissif à la fois. Puisse-t-elle prêcher à son accordeur de contradictions et à son arrangeur d'agressivités la tolérance envers les déviants, le courage en matière de réformes sociétales et l'autorité compréhensive. Ce qui prouvera que dans ce couple hors d'âge, le plus jeune n'est pas toujours celui qu'on croit. ♦

# TOUS LES MARDIS

# Libération

accueille



Chaque mardi, un supplément de quatre pages par le «New York Times»: les meilleurs articles du quotidien new-yorkais à retrouver toutes les semaines dans «Libération» pour suivre, en anglais dans le texte, les premiers pas de l'Amérique de Donald Trump.

# ARTS CULTURE/

Par  
**PHILIPPE LANÇON**

**L**e 30 juillet 1944, pendant une onnée, Ernst Jünger entre dans le musée Rodin : «*Vagues de la mer et de l'amour; les archéologues d'âges futurs retrouveront peut-être ces statues juste sous la couche des tanks et des bombes aériennes. On se demandera comment de tels objets peuvent être si rapprochés, et on échafaudera des hypothèses subtiles.*» Confronter les formes de la vie aux productions de l'instinct de mort, voilà une opération que beaucoup semblent incapables de faire, mais Auguste Rodin pourra les y aider, tant la vie qu'il crée dépasse la mort qu'elle accueille et qui l'accompagne. D'ici là, l'exposition «du centenaire» que le Grand Palais consacre à l'artiste et à son influence sur des artistes qui l'ont suivi aura disparu.

On retournera, comme Jünger, un chien à la niche ou un naufragé, dans le précieux musée Rodin. On y tournera autour de ces figures qui paraissent naître de la matière, dans la lumière et sous les arbres, tels ces hommes fabriqués dans la boue par Prométhée, ces figures achevées par leur inachèvement même : cette puissance d'ébauche, ce mouvement perpétuel à l'arrêt. On le fera en se rappelant qu'il aimait les montrer dans l'obscurité, à la bougie.

Pourquoi monter au Grand Palais une exposition sur un artiste qui, à 1,3 kilomètre de là, dispose en permanence d'un musée et d'un jardin qui lui conviennent idéalement ? Parce qu'Auguste Rodin est mort le 17 novembre 1917 – année de la création du musée que dirige l'une des commis-

saires de l'exposition, Catherine Chevillot (1). Un anniversaire est toujours une forme plus ou moins réussie de déportation et un siècle passé sous terre, sans doute une bonne occasion, pour celui qui voulait «*s'approcher de la nature, docilement, amoureuxment*», de franchir les quatre renommées du pont Alexandre-III ; mais il n'est pas certain que son œuvre ait gagné au voyage.

## CENTRES DE GRAVITÉ

Trois parties dans cette parade sur deux étages : l'expressionniste, l'expérimentateur, son onde de choc après 1945 – sur Giacometti, de Kooning, Germaine Richier, Picasso et *L'Homme au mouton* de 1943, Jean-Paul Marcheschi qui se taille dans l'expo une insolite part du lion. Cette salle, à la fin, est forte et belle : c'est une composition bien rythmée par ses différents centres de gravité. Une fois tombé du Parthénon, le demi-dieu Rodin semble avoir inventé l'homme qui marche, la danseuse au travail, le torse nu, le corps souffrant, le drapé du vêtement froissé par l'usage ou raidi par la saleté, toutes ces cariatides soutenant le temple de la vie quotidienne. L'idée est partout de montrer un artiste total, complet comme le pain, et qui a nourri toutes sortes d'artistes modernes ou contemporains.

Ses dessins effectués pour l'exposition de Prague, en 1902, sont superposés à des dessins de Fautrier, Schiele, Klimt, Matisse, Hoetger et bien d'autres, sans que l'influence, ou même le reflet, soit toujours évidente. Une partie, intitulée «Retoucher la photographie», confronte la manière dont il corrigeait au dessin ses photos avec des œuvres par-

fois intéressantes, mais souvent hideuses, comme celles d'Annette Messager. On donne volontiers l'ensemble de la salle pour la réunion intime de quatre statuettes, faites de 1880 à 1887, représentant Eve mangeant une pomme à l'aube ou l'aube qui s'élanche ou un torse féminin. Quatre visions en ligne de fuite, dont les trois premières sans tête ni pieds, qui semblent naître l'une de l'autre pour aller vers l'éveil et l'amour incarnés, éternisant dans leur progression le geste, la naissance, l'élan, la connaissance par le mouvement.

Pour le reste, qu'est-ce qui ne va pas ? Pourquoi ressort-on avec une sensation à la fois de vide et de trop-plein ? Pourquoi a-t-on à ce point l'impression d'être face aux créations d'un sauvage tiré de son habitat naturel pour être exposées en cage avec celles des autres, telle la vie d'un grand singe parmi d'autres grands singes ? Est-ce une question d'espace, de scénographie, de lieu tout simplement ? De rapport entre ses œuvres et celles qui les réfléchissent ? De souvenir permanent du musée Rodin ? Ou est-ce dû à cette volonté de faire de l'artiste un géniteur tout-puissant dont les rejets sont traqués *urbi et orbi* – de le diluer dans cette toute-puissance ? Un peu de tout, probablement. En 1916, le jeune Céline écrivait : «*C'est le défi formel aux partisans les plus enthousiastes de Rodin de pouvoir penser plus de deux minutes dans l'attitude qu'il fait prendre à son Penseur garçon boucher, sans avoir, non mal à la tête, mais horriblement mal aux poignets.*» On ne parvient à penser Rodin au Grand Palais ni avec la tête ni avec les mains.

# Tiens, voilà du RODIN

Le Grand Palais présente une exposition autour du centenaire de la mort du sculpteur et sur son influence. Mais ne parvient pas à faire oublier le musée Rodin, son presque voisin.





### Rodin vers 1905 dans son atelier.

PHOTO MUSÉE RODIN  
ALBERT HARLINGUE

Un *Penseur* est justement à l'entrée, bien en face, un plâtre patiné de 1903, à côté d'une sorte de fétiche géant et bleu à casquette blanche, intitulé «chose populaire zéro». Il a été fait en 2009 par l'Allemand George Baselitz, l'homme qui peint des têtes renversées. Le rapport entre les deux est de proportion, un peu de position. Mais le fétiche de Baselitz, proche de l'art brut, a une raideur abstraite et le bras droit levé, genre Docteur Folamour et salut hitlérien, plutôt qu'une puissance musculaire et la main sous le menton. De l'un à l'autre, du sang a coulé sous les pieds. Les deux ensemble paraissent nous dire qu'en un siècle, la pensée s'est simplifiée et, comme on dit aujourd'hui, radicalisée.

#### BRAS ET JAMBES

On pense alors à la *Vénus de Milo*, que Rodin aimait tant et qu'on aimerait voir à la place de cette fausse statue de l'île de Pâques; mais elle n'a pas franchi les 1800 mètres qui séparent le Louvre du Grand Palais. C'est inévitable, c'est dommage. Il y a des moments où le passé a beaucoup plus d'avenir que l'insurrection qui vient. Rodin consacra à la *Vénus* un texte, en 1914, au moment où l'Europe allait se couper bras et jambes. C'est un guide de l'exposition fantôme, opposée. «*Dans le Louvre, jadis, comme des saints à un moine dans son cloître, les dieux olympiens m'ont dit tout ce qu'un jeune homme pouvait utilement entendre; plus tard, ils m'ont protégé et inspiré; après une absence de vingt ans, je les ai retrouvés avec une allégresse indicible, et je les ai compris. [...] L'Antique et la Nature sont liés du même mystère. L'Antique, c'est l'ouvrier humain parvenu au suprême degré de la maîtrise. Mais la Nature est au-dessus de lui. Le mystère de la Nature est plus insondable encore que celui du génie. La gloire de l'Antique est d'avoir compris la Nature.*»

Celle de l'art sculptural qui a suivi Rodin, pourrait-on dire, est d'avoir saisi sa destruction – et celle de l'auteur de cette destruction: l'humanité. C'est en méditant l'inspiration antique du faune de marbre et de terre révolutionnaire qu'on parcourt le catalogue de sa création et les manifestations plus ou moins claires de son héritage. Arrêtons-nous sur une confrontation, parmi vingt autres. Voici le *Prostré*, de l'Allemand Wilhelm Lehmbruck. Ce grand bronze date de 1915, quatre ans avant la mort de son créateur. Il montre un personnage longiligne et agenouillé, crâne à terre, bras et mains posés devant lui, accablé par le destin dans une attitude de quasi-lamentation. A côté, deux prodigieux Rodin: *Ugolin et ses enfants*,

datant de 1881-1882 et *l'Enfant prodigue* (1886), qui naît de son socle «naturel» comme d'une écorce – Rodin est l'inventeur du socle dans tous ses états –, levant les bras vers le ciel. En trente ans, quelque chose s'est perdu de l'un à l'autre, mais quoi? Ce mélange d'optimisme et d'énergie qui permet à Rodin d'entrer aux enfers par n'importe quelle porte, pourvu qu'elle existe, avec la certitude qu'il en sortira plus fort, et grandi. ◆

(1) Son nouveau livre, *la Sculpture à Paris, 1905-1914, le moment de tous les possibles* (éd. Hazan, 350 pp., 29 euros), est un panorama précis et intelligent d'un grand «moment» de la sculpture. Elle conte et analyse comment celle-ci, après Rodin, dans cette époque qui précède la Première Guerre mondiale, prend un essor et une autonomie qui doivent être pensés de façon spécifique.

**RODIN, L'EXPOSITION  
DU CENTENAIRE** Grand Palais,  
75008, jusqu'au 31 juillet.

du 1<sup>er</sup> au 31  
JUILLET  
2017

**LES VIEILLES  
CANAILLES**  
RENAUD  
+ MATMATAH  
+ VIANNEY  
+ GAUVAIN SEARS

**LES 10 COMMANDEMENTS**  
LAMOMALI DE -M-  
JULIEN DORÉ  
LP + BRYAN FERRY  
PIHIES  
LAMOMALI DE -M-  
CLAUDIO CAPEO  
+ OLIVIA RUIZ  
LAURENT GERRA  
VÉRONIQUE SANSON  
MICHEL SARDOU  
BÉJART BALLET  
LAUSANNE  
FRANCIS HUSTER  
ROBERTO ALAGNA  
RENAUD CAPUÇON  
& GUILLAUME BELLOM  
LES NOCES DE FIGARO...

www.festivaldecarcassonne.fr

TÉL. 04 68 115 915

FRANCE BILLET TICKETMASTER DIGITICK BOX OFFICE

© MAIRIE DE CARCASSONNE - PHOTO: JIMMY DEWIL - LES VIEILLES CANAILLES: J. HUBERT - MATMATAH: J. HUBERT - VIANNEY: J. HUBERT - GAUVAIN SEARS: J. HUBERT



Rituel pour un autre (galerie Stadler), de Michel Journiac, 1976. PHOTO MICHEL JOURNIAC. ADAGP, MEP

## Michel Journiac, sang commune mesure

**Des expositions à Bourges et à Paris retracent l'œuvre du père de l'art corporel, auteur de performances chocs, de sculptures grinçantes et de photographies pionnières.**

Il avait les pommettes hautes, un grand front intelligent, préférait l'amour avec les hommes et fumait cigarette sur cigarette. Michel Journiac, figure impressionnante et père de l'art corporel, né en 1935, est mort en 1995, emporté par un cancer, dans un immense éclat de rire alors qu'il était à table. Il considé-

rait le corps comme un tas de «viande consciente socialisée». Et la viande, *vivenda* en latin, c'est «ce qui sert à la vie»: la chair, muscle déterminé mais conscient de l'être, nous anime, nous nourrit et se partage comme du bon pain. En 1969, à la galerie Templon, Michel Journiac avait marqué l'histoire en faisant dé-

guster son sang mitonné en boudin (rehaussé de petits oignons) à des fidèles – anthropophages, donc – venus assister à une parodie de messe. Il inaugurerait ainsi des seventies furieusement pas coincées, pour laisser des performances chocs, des sculptures grinçantes et des photographies pionnières. Pouvait-on l'oublier, à l'heure du retour de la performance, des photographies mises en scène et des idées réactionnaires sur le genre ? Alors que la dernière rétrospective remonte à 2004, deux

expositions, l'une au Transpalette de Bourges et l'autre à la Maison européenne de la Photographie, font revivre le monstre sacré, aussi pédagogue émérite. Le galeriste Christophe Gaillard, désormais chargé de son «estate», s'attelle à restaurer ses œuvres et l'a présenté en solo-show lors de la foire Independent à New York en mars. Si Michel Journiac a donné son nom à la galerie d'art de l'université Saint-Charles à Paris, il y a surtout été un professeur attentif et apprécié. L'ex-séminariste, ayant renoncé à sa vocation dans l'église pour vivre son homosexualité, autodidacte de l'art, a formé, en père spirituel, toute une génération. Nombreux sont ceux qui ont assisté à ses cours et s'en souviennent avec émotion.

**Hémoglobine.** Au Transpalette, Vincent Labaume, artiste, critique et ami, a choisi de montrer les œuvres imprégnées du médium favori de Journiac : son propre sang. Matière taboue qu'il a allègrement manipulée pour la répandre et la partager. Dès l'entrée de l'exposition, on fait face à un mur recouvert de billets de 100 francs tachés d'hémoglobine séchée. Cette installation est un pan du «Rituel de transmutation: du corps souffrant au corps transfiguré», le dernier grand projet de l'artiste, divisé en 123 œuvres qui occupent le rez-de-chaussée du Transpalette. Révolté par le scandale du sang contaminé en 1993, Journiac avait envoyé par la Poste ces billets maculés à des personnalités du monde de l'art. Il dénonçait ainsi, dans une forme d'art postal un peu gore, la gestion inhumaine et purement économique du don du sang, don par ailleurs des plus désintéressés et généreux des êtres entre eux. Non loin, on le voit dans une vidéo recueillir son sang dans un verre pour l'étaler sur des poèmes sur papier doré. Impossible de rester indifférent à cette action et à l'œuvre qui en découle: le plasma vieilli et craquelé inspire dégoût et fascination.

Au dernier étage, Vincent Labaume, héritier de la bibliothèque de Michel Journiac, nous montre ses lectures. Maurice Leblanc côtoie Jean Baudrillard, Jean Genet et Karl Marx. A côté de *Lady Boy* et de *l'Érotique du cimetière*, un livre de Bernard-Henri Lévy est annoté de propos rageurs: «N'importe quoi!» voit-on écrit dans les marges. Au mur, non loin, des photocopies montrent les œuvres dont il par-

**Au Transpalette, on voit Michel Journiac dans une vidéo recueillir son sang dans un verre pour l'étaler sur des poèmes sur papier doré.**

lait à ses élèves: Martial Raysse, on aurait aimé entendre ce qu'il en disait. Avant de quitter l'exposition, le visiteur passe dans un isolement et vote OUI ou NON dans une réactivation d'un référendum parodique, organisé par l'artiste en 1970. A Paris, la MEP fait la part belle aux célèbres séries photographiques, désormais iconiques. Les *24 heures de la vie d'une femme* (1974) sont visibles dans leur intégralité: Michel Journiac, travesti en femme, achète des tampons (le sang est ici suggéré!), fait la lessive, le ménage et les courses en tailleur Chanel. Les photos ont été faites chez ses parents. Ailleurs, les tendres découpages de la série «Inceste», réalisée avec la complicité de son père et de sa mère, ont été restaurés pour l'occasion.

**Laboratoire queer.** Dans une interview filmée, Journiac confie à Jean-Luc Monterosso «l'absolue nécessité de la photographie». Elle était née, sans doute, avec la mort de son petit frère et devant l'autel – orné d'un bouquet de fleurs – qui lui était consacré chez ses parents. L'étonnante vidéo où Journiac crache des jets de sang sur un bébé en plâtre rappelle les œuvres de Bourges (*la Vierge Mère*, 1982-1983) et injecte une violence transgressive propre à l'art de l'époque. Place à Journiac donc, et à son œuvre saisissante, carnavalesque et laboratoire queer. Ces deux expositions lui donnent une place qu'il n'avait pas perdue, ressurgissant au gré du temps comme un réservoir d'énergie. Il frappe aujourd'hui surtout par l'extrême sérieux de son art de la parodie.

**CLÉMENTINE MERCIER**  
Envoyée spéciale à Bourges

**RITUEL DE TRANSMUTATION et CONTAMINATION AU PRÉSENT** Le Transpalette, Bourges, jusqu'au 27 mai.  
**L'ACTION PHOTOGRAPHIQUE de MICHEL JOURNIAC** Maison européenne de la photographie, 75004, jusqu'au 18 juin.



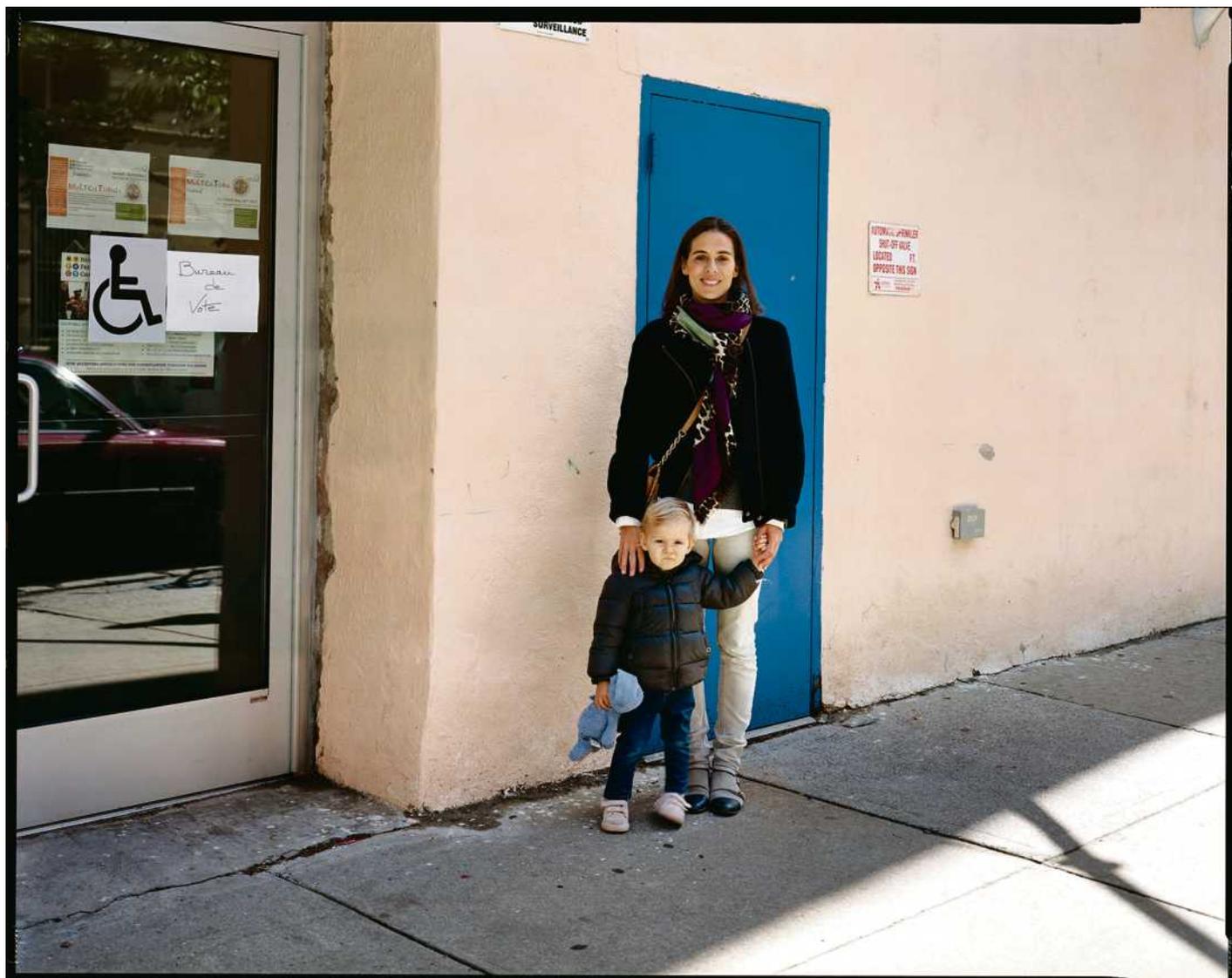
**DIAPORAMA. Corinne Mercadier, exposée jusqu'au 18 juin 2017 à l'Abbaye de Jumieges.** La photographie est «une preuve de l'existence de choses improbables»: le travail de Corinne Mercadier puise ses formes aux frontières de la sculpture, du dessin et de la danse. Il est exposé en Seine-Maritime et en partenariat avec la galerie Les Filles du Calvaire. Pour *Libération*, elle commente la confrontation de ces clichés avec les décors de ce lieu exceptionnel. PHOTO CORINNE MERCADIER. COURTESY GALERIE LES FILLES DU CALVAIRE

## CORRESPONDANCE NEW-YORKAISE 2017 (6/9)

# 6 mai, 10h15, Harlem

En juillet 1981, «Libération» avait publié tous les jours une photo en noir et blanc prise à New York par Raymond Depardon. Trente-six ans après, nous renouvelons l'expérience de cette «Correspondance new-yorkaise»: dix jours durant, Depardon envoie à «Libé» des vues quotidiennes de New York faites à la chambre 20×25.

Par **RAYMOND DEPARDON**



MAGNUMPHOTOS

Maia Dibie, accompagnée de sa fille Inna, a voté dimanche matin au bureau de vote de l'école publique French American Charter School, qui dispense un enseignement bilingue (moitié français, moitié anglais) dans le nord de Manhattan. Maia est directrice d'un atelier d'artistes, elle vit à ici depuis 2003. Chez les électeurs français de New York, Emmanuel Macron a obtenu 94,7% des voix au second tour de la présidentielle.

# Juste courroux

**Gaëlle Lapompe Paironne** Cheffe d'une petite PME, cette Guyanaise de 32 ans a été l'une des rares femmes visibles du mouvement Pou la Gwiyann dékolé.



«**B**loulou fini», lit-on avant une rencontre express dimanche 23 avril, avec Gaëlle Lapompe Paironne, l'une des rares femmes à être apparue publiquement dans le mouvement Pou la Gwiyann dékolé («Pour que la Guyane décolle»). «Bloulou fini»: autrement dit, qu'on arrête de nous blablater et de nous laisser périr! Gaëlle Lapompe Paironne n'est cependant pas satisfaite de ce qu'a obtenu et fêté triomphalement le mouvement. «Si on y regarde de plus près, les 2,1 milliards d'euros supplémentaires promis ne sont que des promesses.» Par ailleurs, le 1,86 milliard acté une première fois en Conseil des ministres ne correspondrait qu'à des crédits précédemment votés! Deux jours avant la signature de l'accord, la jeune femme, que les médias avaient repérée pour avoir alpagué la ministre des Outre-Mer en exigeant d'elle des excuses, a quitté le mouvement en même temps que son porte-parole, Mickaël Mancée pour «divergences stratégiques». Lesquelles? «Ce qui a été formidable est que Pou la Gwiyann dékolé réunisse tous les Guyanais. J'ai pris mes distances lorsque j'ai découvert que certains cherchaient à confisquer le mouvement. Je n'ai pas supporté

de voir des gens, rarement des nantis, désespérés par les barrages, parce que, contrairement aux fonctionnaires, ils perdaient leur travail.» Ses amies décrivent Gaëlle comme un volcan, «une fille courageuse et droite, qui a perdu quelques plumes en se bagarrant ferme contre des ego masculins, pour que le peuple ne devienne pas spectateur de ce qu'il a lui-même créé». Rien ne destinait la trentenaire, cheffe d'une petite entreprise d'assainissement, créée par ses parents et qui emploie une dizaine de personnes, à s'engager à cor et à cri. «Ma société a déjà été mise en redressement il y a trois ans, et

## LE PORTRAIT

la grève générale fait peser un gros point d'interrogation sur son avenir. Mais la légitimité du mouvement était telle que je n'ai pas douté. J'ai cessé le travail immédiatement.» L'ampleur des dépôts de bilan n'est pas encore répertoriée. Gaëlle Lapompe Paironne: «L'exploit est qu'il n'y ait eu aucun blessé et très peu de plaintes. Le mouvement est resté complètement pacifique.» Elle est loin de penser qu'il est clos. «Ce qui s'est joué à partir du 28 mars est la prise de conscience de l'ensemble d'un pays. On vit sous la perfusion d'un Etat qui nous pille, et nous délaisse en même temps.» L'or, le pétrole, le Centre spatial, l'im-

mense parc national amazonien qui recouvre 90% du territoire et appartient à l'Etat, sont autant de secteurs fructueux pour la métropole, sans que l'ex-colonie n'en perçoive les bénéfices. La moitié de la population a moins de 25 ans. Les origines sont enchevêtrées et complexes, et chacun parle au moins quatre langues. Il y a les bushinengués, les Noirs marrons – les anciens esclaves qui ont déserté l'esclavage –, les autochtones amérindiens, les créoles, et tout ce monde vit replié sur une bande du littoral et le long des deux fleuves. La Guyane délaisse-t-elle? Gaëlle Lapompe Paironne énumère les signes d'abandon: «Existe-t-il un autre département où des milliers d'enfants sont maintenus chez eux, faute de place? Qu'est-ce qui justifierait que l'école ne soit pas obligatoire, ici, en France? Est-il normal qu'il y ait autant de Guyanais qui attendent en 2017 l'eau courante et l'électricité? Pourquoi les murs de l'hôpital de Cayenne sont-ils si moisissés que des morceaux tombent sur les patients? Pourquoi les antidotes sont-ils absents ou périmés quand on se fait mordre par un serpent?» La liste des incongruités ou des scandales est interminable. A chaque fois, les Guyanais l'arrêtent par le syntagme:

«Et, c'est ainsi que le mouvement a commencé.»

Dans ce melting-pot, Gaëlle Lapompe Paironne ne se reconnaît pas dans le terme «créole» «qui ne décrit qu'une couleur de peau». La sienne est miel, avec des taches de rousseur. «Ultramarine» ne lui correspond pas non plus car aussi joli soit-il, le qualificatif mêle sans distinction tous les départements d'outre-mer. «Je suis amaz-

nienne», dit-elle après réflexion, comme les Surinamais ou les habitants du Guyana, les deux pays d'Amérique latine où l'on roule à gauche. Mais elle dit surtout qu'elle est «djok», une «femme forte». Comme beaucoup de femmes de ce pays, elle est «mère célibataire», et elle le revendique. Féministe? Elle adore en tout cas «la liberté» de ne pas avoir de mari. Sa mère, Brésilienne, d'abord vendeuse ambulante de vêtements, est son «héroïne» dans la vie réelle. Gaëlle: «Quand j'étais petite, on manquait de lait, on faisait des repas de manioc et d'eau.» Elle a six frères et sœurs que son père a eus avec trois femmes différentes. Aujourd'hui, elle vit avec son fils, chez ses parents. On n'a pas noté la présence de femmes, parmi les «500 frères contre la délinquance», collectif cagoulé dénonçant l'insécurité en Guyane. «Il y en avait pourtant beaucoup à leurs côtés. Des femmes en colère, décidées à mener le combat, sur les barrages, avec des enfants, car les écoles étaient en grève.» Des enseignants venaient faire cours dans la rue, et des commerçants rouvraient leurs boutiques, pour que les élèves puissent étudier à l'ombre. «Les deux premières semaines, c'était magique. Les barrages ont été mon second lieu de vie. Pour la première fois, des Guyanais de tout bord disaient: "Arrêtez la musique, on veut du débat, on veut réfléchir, on veut pouvoir parler". C'est ce besoin d'intelligence collective qui m'a le plus émue.» Christiane Taubira aussi «a été sur tous les barrages, mais les Guyanais lui en veulent de ne pas avoir fait construire la cité judiciaire qu'elle avait promise alors qu'elle a trouvé les moyens d'en édifier une en Guadeloupe».

Il ne faut pas confondre djok et pasionaria. Peut-être parce qu'elle a pris des coups, Gaëlle Lapompe Paironne a, malgré sa franchise, le langage un peu verrouillé de ceux qui ne donnent jamais prise. Catholique de naissance, elle se voit à présent comme «chrétienne». Son engagement est récent. Elle se dit «ni de droite ni de gauche». Au premier tour de l'élection présidentielle, elle a voté blanc pour la première fois de sa vie, ne se sentant représentée par personne, comme nombre de Guyanais. Au second, elle a fait barrage au FN, en marche (forcée). C'est dans un parc, à Matoury, dans la banlieue résidentielle de Cayenne où elle vit, qu'on s'est rencontrées. «Pendant le mouvement, on organisait des "villages" de discussions. De très jeunes gens se déplaçaient, ça faisait du bien. On a besoin de personnes qui abolissent la frontière entre le rêve et la réalité. Cela s'appelle le courage.» L'imagination au pouvoir? Ou comment le slogan le plus connu de Mai 68 resurgit inopinément à Matoury, le jour du premier tour de la présidentielle, des lèvres d'une jeune cheffe d'entreprise. ◀

Par ANNE DIATKINE  
Photo PASCAL GELY

## À LA TÉLÉ CE SOIR

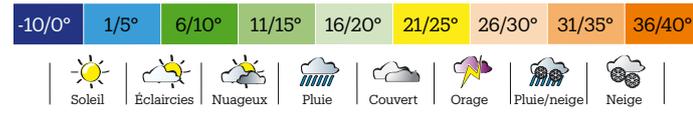
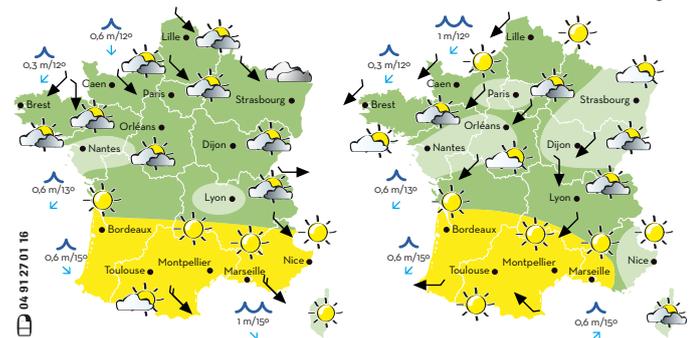
- TF1**  
**21h00. Camping paradis.** Série. Affaire de famille. Avec : Laurent Ournac, Thierry Heckendorn. **22h45. New York unité spéciale.** Série. Fin de romance. Sur la sellette. Victime ou criminelle.
- FRANCE 2**  
**20h55. Rouge Sang.** Téléfilm. Avec : Sandrine Bonnaire, Bernard Le Coq. **22h35. Stupéfiant !** Magazine. Best of.
- FRANCE 3**  
**20h55. Ocean's 13.** Policier. Avec : George Clooney, Brad Pitt. **22h55. Grand Soir 3.** **23h45. Qui sommes-nous ?** Documentaire.
- CANAL+**  
**21h00. Cardinal.** Série. Edie et Eric. Woody. **22h30. L'effet papillon.** Magazine.
- ARTE**  
**21h00. Boudou sauvé des eaux.** Comédie. Avec : Michel Simon, Charles Granval. **22h25. La chienne.** Drame. Avec : Michel Simon, Janie Marèse.
- MG**  
**21h00. The island : les naufragés.** Télé-réalité. Épisodes 9 & 10. **23h10. The island, les secrets de l'île.** **Oh50. Policiers et gendarmes : alerte en Guadeloupe.**
- FRANCE 4**  
**20h55. Sans filtre.** Spectacle. Avec : Caroline Anglade, Laurent Baffie. **22h30. Pouic-Pouic.** Film.
- FRANCE 5**  
**20h50. La 317<sup>e</sup> section.** Guerre. Avec : Bruno Cremer, Jacques Perrin. **22h25. C dans l'air.** Magazine.
- PARIS PREMIÈRE**  
**20h45. Amélie au pays des Bodin's.** Comédie. Avec : Vincent Dubois, Jean-Christian Fraisinet. **22h10. Mariage chez les Bodin's.** Film.
- TMC**  
**21h00. Men in black.** Comédie. Avec : Will Smith, Vincent D'Onofrio. **22h50. The dark knight rises.** Film.
- W9**  
**21h00. Le pacte.** Thriller. Avec : Nicolas Cage, January Jones. **22h50. Bones.** Série.
- NRJ12**  
**20h55. Crimes en bord de Saône.** Documentaire. 3 reportages. **22h50. Crimes dans le Tarn-et-Garonne.** Documentaire. 3 reportages.
- C8**  
**21h00. Balade entre les tombes.** Thriller. Avec : Liam Neeson, Boyd Holbrook. **23h15. Braquage à l'anglaise.**
- NT1**  
**21h00. Super Nanny.** Magazine. La maman adolescente qui vit toujours chez ses parents. **22h50. Super Nanny.**
- CSTAR**  
**20h50. American pickers : chasseurs de trésors.** Divertissement. **22h30. American pickers : chasseurs de trésors.**
- HD1**  
**21h00. Dr House.** Série. Le grand mal. Le petit paradis. Crise de foi. **23h35. Dr House.**
- 6 TER**  
**20h55. Quantico.** Série. Mon père, ce héros. Apparences. Dieu seul me voit. **23h25. Frankenstein code.** Série.
- CHÉRIE 25**  
**20h55. Président.** Thriller. Avec : Albert Dupontel, Jérémie Renier. **22h50. Mes deux amours.** Téléfilm.
- NUMÉRO 23**  
**20h55. Révélation.** Magazine. Corse, la face cachée de l'île de beauté. **22h45. Révélation.** Magazine.
- LCP**  
**20h30. Afrique du Sud, génération post-Apartheid.** Documentaire. **22h00. On va plus loin.** Magazine.

### LUNDI 8 MAI

Le temps est globalement très nuageux mais plus sec. Le soleil fait de belles apparitions sur l'arc atlantique et surtout des Pyrénées au sud-est, où le Mistral reste soutenu. **L'APRÈS-MIDI** Le ciel reste plutôt nuageux sur les deux tiers nord malgré quelques petites éclaircies, plus belles du nord de la Bretagne à l'Aquitaine ainsi qu'au sud-est. Des orages sur le Mercantour et les sommets corses.

### MARDI 9 MAI

Le ciel se dégage au nord de la Seine où quelques gelées blanches se produisent. Le soleil brille aussi au sud. Mais les nuages restent nombreux sur toutes les régions centrales avant le retour des éclaircies. **L'APRÈS-MIDI** Le soleil finira par s'imposer au nord de la Loire ainsi qu'au sud, de l'Aquitaine à la Méditerranée. Nuages et soleil alternent du centre-est à la Bretagne.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	8	12	Dijon	6	14	Alger	15	21
Caen	7	12	Lyon	11	17	Bruxelles	8	12
Brest	7	16	Bordeaux	9	21	Jérusalem	16	29
Nantes	5	17	Ajaccio	14	20	Londres	7	12
Paris	7	14	Toulouse	8	21	Berlin	7	12
Nice	15	22	Montpellier	10	24	Madrid	15	27
Strasbourg	10	14	Marseille	12	22	New York	5	11



www.liberation.fr  
 23, rue de Châteaudun  
 75009 Paris  
 tél. : 01 42 76 17 89

**Édité par la SARL Libération**  
 SARL au capital de 15 560 250 €, 23, rue de Châteaudun 75009 Paris  
 RCS Paris: 382.028.199

**Principal actionnaire**  
 SFR Presse

**Cogérants**  
 Laurent Joffrin,  
 François Dieulesaint

**Directeur général**  
 Richard Karacian

**Directeur de la publication et de la rédaction**  
 Laurent Joffrin

**Directeur en charge des Éditions**  
 Johan Huimaegel

**Directeurs adjoints de la rédaction**  
 Stéphanie Aubert,  
 David Carzon,  
 Alexandra Schwartzbrod

**Rédacteurs en chef**  
 Christophe Bouillard (technique),  
 Sabrina Champenois,  
 Guillaume Launay (web).

**Directeur artistique**  
 Nicolas Valoteau

**Rédacteurs en chef adjoints**  
 Michel Becquembois (édition),  
 Grégoire Biseau (France),  
 Lionel Charrier (photo),  
 Cécile Dumas (idées),  
 Fabrice Drouzy (spéciaux),  
 Matthieu Ecoiffier (web),  
 Christian Losson (monde),  
 Didier Péron (culture),  
 Sibylle Vincendon (spéciaux et futurs).

**ABONNEMENTS**  
 abonnements.liberation.fr  
 special@liberation.fr  
 tarif abonnement 1 an  
 France métropolitaine: 391€  
 tél. : 01 55 56 71 40

**PUBLICITÉ**  
 Libération Medias  
 23, rue de Châteaudun,  
 75009 Paris  
 tél. : 01 44 78 30 67

**Petites annonces. Carnet Team Media**  
 25, avenue Michelet  
 93405 Saint-Ouen cedex  
 tél. : 01 40 10 83 04  
 hpiat@teamedia.fr

**IMPRESSION**  
 Midi Print (Gallargues)  
 POP (La Courneuve)  
 Nancy Print (Jarville)  
 CILA (Nantes)

**Imprimé en France**  
 Membre de OJD-Diffusion  
 Contrôle. CPPAP: 1120 C  
 80064. ISSN 0335-1793.



**Origine du papier:** France

**Taux de fibres recyclées :**  
 100 % Papier détenteur de  
 l'Eco-label européen N°  
 FI/37/01

**Indicateur d'eutrophisation :**  
 P/Tot 0.009 kg/t de papier

La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail: initiale du prenom.nom@liberation.fr

## ON S'EN GRILLE UNE?

Par GAËTAN GORON

I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

Grille n°598

### VERTICALEMENT

- On n'hésite pas à le laisser en plant 2. Officier turc ; Nid de poules
- Amiral auteur des *Théories stratégiques*; Produit une émission bruyante
- La Reine des neiges ; Fleuve espagnol ; Voie de Soprano 5. Créa du solide dans du liquide 6. Elle fait un drôle de remplissage ; Cinquante kilomètres au nord-ouest de Paris 7. Il est incertain ; Elle porte le sœur du sot 8. Source d'irritation 9. Douleur qui part du pied ; Avec les Lettres dans l'ordre ; Bac

Solutions de la grille de samedi

- Horizontalement** I. BRUXELLES. II. DÉFAITE. III. GOINFRE. IV. AS. OAS. ER. V. ÈPREUVE. VI. RECHANTÉE. VII. EC. OISONS. VIII. URIBE. PT IX. SE. INDIEN. X. EMPÊTRÉS. XI. SENS. USSE. **Verticalement** 1. BAGARREUSES. 2. OS. ÈCRÉMÉ. 3. UDI. EC. PN. 4. XÉNOPHOBES. 5. EFFRAIENTS. 6. LARSENS. DRU. 7. LIE. UTOPIES. 8. ET. ÉVENTÉES. 9. SERRÉES. NSE.

libemots@gmail.com

### ► SUDOKU 3354 MOYEN

	3		6		8			
8			3	4	5		7	
7								5
	4		2			3		
		4		1				
	6			5		9		
5								3
2		6	7	9				4
9			3				7	

### SUDOKU 3353 MOYEN

8	4	1	2	5	3	7	9	6
1	3	6	7	4	9	2	5	8
2	7	4	9	6	1	5	8	3
3	2	4	1	7	8	2	9	6
5	2	3	9	4	6	7	1	8
6	7	4	2	9	3	1	8	5
4	5	1	8	2	7	9	6	3
7	6	9	1	3	5	8	2	4
9	1	2	4	7	3	6	5	8

### ► SUDOKU 3354 DIFFICILE

4			6					2
								9
			5	8		4	6	
	1			2		5		
	2	4					3	1
7	6			3				
	4	8		5	7	2		
		8		2				
						3		4

### SUDOKU 3353 DIFFICILE

6	2	7	1	3	4	5	8	9
1	3	4	5	6	7	8	9	2
2	7	4	9	6	1	5	8	3
3	2	4	1	7	8	2	9	6
5	2	3	9	4	6	7	1	8
6	7	4	2	9	3	1	8	5
4	5	1	8	2	7	9	6	3
7	6	9	1	3	5	8	2	4
9	1	2	4	7	3	6	5	8

Solutions des grilles d'hier

**RETROUVEZ LES ANCIENS NUMÉROS DE LIBÉRATION SUR NOTRE BOUTIQUE EN LIGNE**  
 BOUTIQUE.LIBERATION.FR





**BIEN  
FAIT**